

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

N° 9, fin 2011 - début 2012 — 1,5 € (soutien : 2 €)



Face aux attaques brutales des capitalistes, face à la passivité et à la complicité des chefs de la « gauche » et des centrales syndicales

Regrouper les travailleurs qui refusent de payer la crise et construire une alternative révolutionnaire !

CULTURE

Aurillac 2011 :
L'art est une arme de
construction massive

SEXISME

Schivardi et les jeunes filles

CRISE DE LA DETTE

- Sommets européens
 - Plans d'austérité
 - Situation en Grèce
- Pour une analyse
marxiste !*

HISTOIRE DES LUTTES OUVRIÈRES

Piron, Bretoncelles,
1974-1976
21 mois de lutte,
6 semaines
d'autogestion ouvrière

Face aux attaques brutales des capitalistes, face à la passivité et à la complicité des chefs de la « gauche » et des centrales syndicales

Regrouper les travailleurs qui refusent de payer la crise et construire une alternative révolutionnaire

Quel bilan du sommet européen des 8 et 9 décembre ?

Mois après mois, la crise capitaliste mondiale s'approfondit. Les plans d'austérité succèdent aux plans d'austérité, les vagues de licenciements aux plans de restructuration, les attaques contre les travailleurs immigrés aux mises en cause des droits démocratiques. Pourtant, la tonalité dominante des grands médias et des dirigeants politiques en France consiste à faire croire que le plus dur serait passé. Est-ce vrai ?

Des appréciations divergentes

Sans nier que « l'Europe [soit] encore très vulnérable et que les soubresauts [soient] jugés inéluctable », *Le Monde* soutient que le « pire est passé » (sous la plume d'Arnaud Leparmentier, le 10/12/2011). *Le Figaro* (du 09/12, sous la plume de Marie Visot) renchérit, parlant d'une « great night for Europe » (une formidable nuit pour l'Europe), expression qui aurait circulé dans les sommets de l'UE juste après le sommet. Cependant, Sarkozy lui-même, interrogé sur la capacité de l'accord à endiguer la crise, se montrait beaucoup plus prudent : « J'aimerais penser que cet accord va calmer les marchés... J'aimerais vous dire que je ne ferai plus de conférence de presse en pleine nuit... », a-t-il répondu, semblant plutôt croire le contraire. *Le Financial Times Deutschland* va dans le même sens, mais parle plus franchement : « Ce sommet s'est pourtant déroulé comme beaucoup d'autres sommets de crise par le passé : il y a eu des décisions sensées, on a sorti les parapluies anti-crise et

pour le reste on s'en remet au principe "espérance" : cette fois-ci, on va réussir à passer l'épreuve des marchés et des citoyens. Ce serait bien beau ! Malheureusement, il est très probable que la crise se poursuive, surtout dans les économies aux fondamentaux les plus dégradés, et qu'il faille à nouveau corriger le tir dans quelques mois. (...) En résumé : l'euro ne va pas disparaître, mais la crise n'est pas terminée. La note AAA pour la dette de la zone euro reste menacée. Il y aura un prochain sommet de crise, c'est certain. » (« Sauvetage de l'euro avec de gros dégâts collatéraux », 09/12). Mais Georges Ugeux, un banquier d'affaires tenant un blog pour *Le Monde*, est encore plus alarmiste : « Quand on dérive, les actions perdent toute cohérence. Il est important de travailler sur un projet de stabilisation à long terme de la zone Euro, voire de l'Union Européenne. Mais le forcing de la nuit du 10 au 11 décembre laisse pantois. Aboutir à un pseudo-accord qui divise ne justifie pas le battage médiatique de la "dernière chance". Le 16^e sommet européen n'aura rien apporté à la solution de la crise européenne, comme ses 15 prédécesseurs. (...) Certes, l'eurozone risque l'implosion, et doit être mise d'urgence sous contrôle. Comme chaque fois, on nous abreuve de rodomontades plus enflées les unes que les autres : l'euro est sauvé, c'est un sommet historique, les Britanniques sont les mauvais. En fait l'accord est très relatif. » Et après avoir montré toutes les limites de l'accord, il cite l'avis du *Wall Street Journal*, selon lequel « l'euro ne semble pas devoir être durablement soulagé par le résultat d'un sommet européen, très largement anticipé ; et les investisseurs restent sceptiques sur le fait que l'accord atteint à Bruxelles mettra

un terme à la crise de la dette dans la région », avant de conclure : « Est-il imaginable qu'un sommet européen puisse aboutir à des actions concrètes ? Après 16 exercices peu convaincants, on est en droit d'en douter. »

Un accord qui ne règle rien

Il s'agit encore à ce stade d'un simple accord intergouvernemental. En clair, il n'a, même sur le plan purement juridique, aucune force contraignante. Les pays non membres de la zone euro ne se sont pas du tout engagés : « Les chefs d'État et de gouvernement de la Bulgarie, du Danemark, de la Hongrie, de la République tchèque, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Suède ont évoqué la possibilité de rejoindre ce processus après consultation de leur Parlement le cas échéant. » Sa transformation en traité en bonne et due forme suppose un processus de ratification très long (et dont l'aboutissement serait très hypothétique) par rapport à la vitesse à laquelle les soubresauts de la crise frappent l'UE. Cependant, le sens politique de la décision est clair : les mécanismes de contrôle accru sur les budgets des États en difficulté, dirigés contre les pays les plus faibles, et la mise en place de sanctions automatiques, prévue dans l'accord, servent à faire pression de façon accrue pour la mise en place de plans d'austérité. De plus, la volonté de passer à la prise de décision à la majorité qualifiée, en donnant un droit de veto de fait à la France et à l'Allemagne, va dans le sens d'une aggravation de la semi-colonisation des pays les plus faibles. Mais il serait compliqué d'appliquer les sanctions à la lettre, car il serait absurde, du point de vue de ceux qui veulent

éviter le défaut de paiement d'un pays au bord de la faillite pour éviter l'explosion de la zone euro, d'aggraver sa situation par des sanctions. La menace ne fera donc peur à personne. De plus, sur la question principale, l'augmentation réelle des ressources du fond de stabilité, les décisions sont repoussées à mars 2011. Un accord de principe a été donné pour qu'à cette date ses moyens soient portés à 500 milliards d'euros, mais même cette concession verbale de Merkel a été vertement critiquée en Allemagne comme irresponsable ; selon le *Financial Times Deutschland*, Merkel a même affirmé lors d'une réunion de parlementaires de la CDU (droite allemande) qu'en réalité elle était contre une telle augmentation — information qui a immédiatement fait baisser les marchés... En effet, le poids supporté par l'Allemagne dans ce fonds est proportionnellement le plus lourd. Enfin, le sommet a obtenu le choix de la BCE de faire des prêts aux banques de façon continue au taux d'1%. Cependant, cela ne peut qu'éviter une crise de liquidités, mais non résoudre les problèmes de solvabilité. Sarkozy a accepté de reconnaître, comme l'exigeait Merkel, que faire fonctionner la planche à billets de la BCE ne pouvait être un moyen de résoudre la crise.

Bref, aucun saut qualitatif n'a été accompli au sommet. À moins que le veto de la Grande-Bretagne, tenue à l'écart par tous les autres, ne doive être lu comme le premier pas dans la désintégration de l'UE. Le chef économiste de Standard & Poor's pour l'Europe, Jean-Michel Six, estime que le sommet pourrait viser à préparer les conditions d'une transformation de la BCE en prêteur en dernier ressort, acte qui permettrait de contenir la crise de la dette, mais reviendrait à faire payer la crise aux travailleurs sous une autre forme, l'inflation. Mais, pour le moment, les agences de notation ont annoncé maintenir leur perspective négative sur la note des dettes de tous les États de la zone euro, Allemagne incluse. Moody's a réagi au sommet en déclarant : « *Le communiqué des chefs d'État et de gouvernement offre peu de nouvelles mesures, donc cela ne change pas notre analyse : la menace sur la cohésion*

de la zone euro grandit et elle reste exposée à des chocs futurs. »

Nouveaux plans d'austérité et menace d'explosion de la zone euro

En tout cas, les gouvernements, représentants les intérêts des différentes bourgeoisies européennes, retrouvent tous parfaitement d'accord pour faire payer la crise aux travailleurs. C'est pourquoi partout sont annoncés ou en préparation de nouveaux plans d'austérité. En effet, pour relancer la machine, les capitalistes doivent réussir à relever le taux profit. Cela suppose d'imposer une brutale baisse du niveau de vie aux travailleurs, mais aussi de provoquer la faillite des entreprises les plus fragiles, tout en tentant d'éviter des faillites en chaîne. Bref, une équation très délicate à réussir. Cela est d'autant plus difficile que la crise de la dette continue à se développer. Elle frappe la zone euro de façon particulièrement brutale, car l'UE n'est pas un État, mais reste traversée par de fortes contradictions entre les États qui la composent. En effet, d'une part, le principe même des traités régissant l'UE est qu'il n'y a aucune solidarité financière entre les pays (contrairement à ce qui vaut pour les différents États qui constituent les États-Unis d'Amérique) ; d'autre part, il n'y a pas de gouvernement économique unique ; enfin, tout l'édifice repose sur des économies encore largement divergentes. C'est pourquoi ces pays sont fortement exposés à la spéculation contre leur dette, phénomène qui n'est pas un excès corrigé du capitalisme, mais l'expression de la logique même de son fonctionnement : les capitaux se placent de façon à maximiser leur profit.

Les banquiers à la tête des gouvernements d'union nationale : une poignée de capitalistes décide, même pas les électeurs

La gravité de la crise s'exprime aussi dans la manière dont la bourgeoisie gère ses affaires. En Grèce, elle a jugé usée la solution d'un gou-

vernement dirigé par de prétendus socialistes ; elle n'a pas estimé un gouvernement d'union nationale suffisant en lui-même pour redresser la situation ; elle a dû aller jusqu'à un gouvernement dont les principaux ministres sont des agents directs du capital financier et non ses représentants politiques habituels. De même, en Italie, la bourgeoisie a débarqué Berlusconi, pourtant lui-même un puissant capitaliste, pour le remplacer à son tour par un banquier et ancien dirigeant de l'Union européenne. Il apparaît au grand jour que le programme des gouvernements est écrit dans les conseils d'administration des grandes banques, où se retrouvent tous les grands capitalistes, qu'ils appartiennent eux-mêmes au secteur proprement financier ou au secteur industriel, vu que, depuis longtemps, le capital bancaire et le capital industriel ont fusionné pour donner naissance au capital financier. Peu à peu, la « démocratie » qu'on nous vante tant comme un succès du capitalisme apparaît pour ce qu'elle est en vérité : la dictature du capital. Les élections ne sont l'occasion pour les travailleurs que de choisir quel sera le bourreau parmi les différents représentants capitalistes. Car tous ces gouvernements directs des marchés ne peuvent se mettre en place que parce qu'ils reçoivent le soutien de la plupart des partis politiques, lesquels manifestent ainsi quels sont leurs vrais maîtres : pas les travailleurs-électeurs, comme ils essayent de le leur faire croire, mais la poignée de capitalistes qui mène le monde. La Grèce est l'exemple le plus parlant, vu que sa situation est la plus désespérée. Le gouvernement y intègre, aux côtés du PASOK (parti socialiste ouvrier grec) et le la Nouvelle Démocratie (droite), le parti d'extrême droite LAOS, qui a voté tous les plans d'austérité présenté depuis deux ans par le « socialiste » Papandréou. Les travailleurs de tous les pays d'Europe doivent en prendre bonne note : les discours de l'extrême droite contre les immigrés ou l'Europe ne sont qu'un autre moyen pour justifier le paiement de la dette et l'austérité. Mais ils devraient aussi prendre bonne note du fait que, lorsque le pouvoir de la bourgeoisie est menacé, ceux qui poussent en temps habi-

tuels des cris d'orfraie contre l'extrême droite n'ont aucun mal à gouverner avec elle : quand le capital est en danger, les PS renoncent au prétendu « front républicain » contre l'extrême droite pour passer à l'union nationale avec tous les autres partis politiques au service du capital dans un gouvernement d'union nationale dirigé par un homme du capital financier.

Les prolétariats d'Europe ont montré leur puissance et leur disponibilité au combat...

Les prolétariats d'Europe montrent chacun à leur tour toute leur puissance. Comme ils font tourner l'économie, ils peuvent la paralyser. Le prolétariat espagnol a paralysé le pays le 27/09/2010, cela a été au tour du prolétariat portugais le 24/11/2010 puis le 24/11/2011 ; le prolétariat grec a réalisé de nombreuses journées de grève interprofessionnelle massive, conduisant à la démission de Papandréou ; en France, les salariés ont mené une lutte très large de deux mois contre la réforme des retraites ; en Grande-Bretagne, les travailleurs de tous les services publics ont massivement fait grève le 30/11/2011, rejoints par un nombre significatif de travailleurs du privé ; en Belgique, le 02/12/2011, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève et environ 80 000 ont manifesté. Mais ces journées d'action isolées ne peuvent permettre d'arrêter l'austérité, les licenciements et suppressions de postes, etc. On est en droit de se poser la question suivante : pourquoi les dirigeants syndicaux ne préparent-ils pas et n'appellent-ils pas à des mouvements de grève suffisamment puissants et longs pour gagner ? Pourquoi ne se donnent-ils pas l'objectif d'une grève générale pour virer les gouvernements au service de la bourgeoisie qui appliquent les mesures d'austérité qui brisent tant de vies de travailleurs et de jeunes ? Selon certains, cela s'expliquerait par une prise en compte de la disposition réelle des travailleurs à se mobiliser, qui serait faible ; selon d'autres, il faudrait y voir la prudence dans la construction d'un rapport de forces.

Mais la raison fondamentale est bien différente. Pour les chefs syndicaux, il s'agit simplement de trouver la meilleure solution au service du prétendu « intérêt général » car leur ralliement à l'« horizon indépassable » du capitalisme les contraint à proposer une politique qui en respecte les exigences, en l'occurrence la soi-disant nécessité de faire des sacrifices pour résoudre la crise.

... mais les chefs syndicaux veulent un pacte social pour sauver l'euro, au lieu d'un plan de mobilisation vers la grève générale pour sauver les travailleurs !

C'est ce qu'écrivent les dirigeants des principales centrales syndicales d'Allemagne (Sommer pour le DGB), de France (Thibault pour la CGT et Chérèque pour la CFDT), d'Espagne (Toxo et Mendez pour l'Espagne), d'Italie (Camusso pour la CGIL) et de Belgique (Demelenne pour la FGTB et Rolin pour la CSC) dans une hallucinante tribune commune (mise en une sur le site de la CGT). Ils ne sont pas préoccupés par les coups qui s'abattent sur les salariés, mais par le risque de disparition de l'euro : « *Qui aurait pensé, il y a deux ans à peine, que tant de voix, parfois qualifiées, pourraient envisager une rupture de l'euro ? Un tel scénario, nous le savons, lui ferait perdre tout son sens, voire détruirait le projet européen lui-même qui constitue sans doute une des constructions politiques les plus importantes du XX^e siècle.* » Pour ces gens-là, la mise en place de l'UE capitaliste, instrument des bourgeoisies d'Europe dans leur lutte sur le marché mondial et outil pour renforcer le poids des capitalistes de chaque pays face à leurs prolétaires respectifs, serait un grand pas en avant ! Face à cette situation, voici leur approche générale : « *Le mouvement syndical européen ne défend pas une position partisane : nous cherchons à défendre l'intérêt général et à contribuer à la recherche de solutions à la très grave crise politique de l'UE.* » À force de fréquenter les palais présidentiels et les bureaux du patronat,

ces grands dirigeants semblent avoir oublié qu'il n'y a pas d'intérêt commun entre le patron qui licencie et le travailleur licencié, entre le patron imposant le gel des salaires et le salarié n'arrivant plus à boucler la fin du mois, entre le patron qui emploie les sans-papiers la nuit tout en pourchassant le jour et l'ensemble du prolétariat visé par ces attaques contre l'une de ses catégories. À force de fréquenter Merkel, Papandréou, Zapatero, Sarkozy et consorts, ils adoptent leurs objectifs, la réduction des déficits, tout en différant sur la méthode : « *Le syndicalisme européen, lui aussi, est vivement préoccupé par la stabilité des finances publiques. Mais on ne peut atteindre les objectifs de réduction des déficits et des dettes en anéantissant les économies.* » On pourrait leur retourner : mais comment pourrait-on satisfaire les revendications des travailleurs en continuant à payer la dette ?

Quelle est donc leur solution face à la crise ? Sur le plan économique, ils plaident pour « *l'émission d'euro-obligations et la transformation de la BCE en prêteur en dernier ressort* », la solution préconisée par certains capitalistes. Sur le plan politique, ils se prononcent pour une « *véritable union* », veulent pour y parvenir une révision des traités qui « *ne peut avoir pour seuls objectifs d'exercer une pression constante sur les budgets nationaux et le renforcement de l'austérité* », c'est-à-dire qu'il doit bien avoir cet objectif, mais aussi d'autres, comme celui d'y intégrer « *une dimension sociale* ». Bref, des plans de licenciements, du gel des salaires, des privatisations, des privations, soit, mais s'il vous plaît, avec un peu de pommade adoucissante. Comment y parvenir, car cela semble compliqué de faire avaler tout cela aux travailleurs ? Les chefs des syndicats font leurs offres de service : « *Il faut établir un nouveau contrat social et économique avec la participation active des partenaires sociaux. Un contrat social européen novateur ayant comme grands chapitres, entre autres : l'emploi, les salaires — que les partenaires sociaux doivent négocier de façon autonome — les retraites, les allocations de chômage, l'éducation et la santé.* » Puisqu'ils prennent acte du

fait que la crise signifie la destruction du pacte social des « Trente Glorieuses », concédé au sortir de la guerre par les bourgeoisies face à la menace de la révolution, ils proposent en fait aux patronats et à leurs gouvernements leur aide pour casser les conquêtes sociales, tout en les mettant en garde contre des situations où la « *cohésion sociale* » serait rompue, bref contre les risques de polarisation sociale difficile à contrôler comme en Grèce, pouvant à terme ouvrir la voie à des processus révolutionnaires, balayant les pouvoirs, comme en Tunisie, en Égypte, etc. C'est dans ce cadre que l'on comprend mieux pourquoi le gouvernement de Sarkozy peut en toute tranquillité, en France comme ailleurs, continuer à saigner les travailleurs.

Sarkozy-Fillon redoublent de coups contre les travailleurs... le PS, le Front de gauche et les chefs des syndicats laissent faire

Budget d'austérité et attaques patronales

Suite au plan d'austérité de 12 milliards d'euros au mois d'août, le gouvernement fait passer une nouvelle pilule amère de 8 milliards d'euros. Pour dégager les 190 milliards dédiés au remboursement de la « dette », à verser aux capitalistes qui ont prêté de l'argent à l'État, lequel s'est endetté dans le contexte de crise rampante précisément parce qu'il a abaissé l'imposition des mêmes capitalistes et leur a offert des montagnes de subventions sous diverses formes (exonérations de charges, marchés publics, etc.), ce sont à nouveau les travailleurs qui payent l'essentiel de la facture : plus de 30 000 postes supprimés dans la fonction publique (dont 17 000 dans l'Éducation Nationale), gel du point d'indice pour tous les fonctionnaires (donc baisse du pouvoir d'achat, vu que les prix augmentent), instauration d'un jour de délai de carence pour les fonctionnaires en cas de maladie, baisse de divers remboursements de la Sécurité Sociale (indemnité journalière de maladie, médicaments, exigence de réduction des prescriptions...), accélération de

l'application de la réforme des retraites, etc. Le pouvoir cherche à fractionner les attaques pour éviter une riposte globale. Dans le privé, les plans de licenciements continuent, mais se heurtent en plusieurs lieux à une résistance des travailleurs, malheureusement dispersée et sans perspective. Pourquoi ?

La riposte des chefs syndicaux face aux attaques du patronat et de Sarkozy : rassemblements dispersés pour « interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprise »

L'attitude des dirigeants syndicaux aide bien le patronat et le gouvernement. Ces derniers, comme on vient de le montrer, partagent pour l'essentiel les objectifs des dirigeants capitalistes. Ils ne veulent donc surtout pas appeler les travailleurs à se mobiliser contre le budget d'austérité, ni centraliser leurs luttes contre les licenciements, ce qui pourrait contribuer non seulement à déstabiliser l'actuel gouvernement, mais aussi risquer de préparer une accession au pouvoir plus difficile pour son successeur. La bande des cinq (CGT, CFTD, UNSA, FSU, Solidaires) a décidé une campagne de mobilisation et d'information, en décembre, pour protester contre l'austérité du gouvernement. La CFTC et la CFE-CGC ont décliné cette perspective et ne se sont même pas rendues à la réunion. Quant à FO, bien que participante, après avoir proposé une journée de grève interprofessionnelle qui a été rejetée, elle a acté le refus et quitté la réunion. L'axe de cette campagne consiste à « *interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre* ». Elle affirme ainsi « *agir ensemble pour s'opposer* » aux « *plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement* » et assure que « *le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations interprofessionnelles, notamment avec des rassemblements* ». Chacun comprend que des « *interpellations* » et des « *rassemblements* » ne vont pas ébranler la détermination du patronat, de son gouvernement et de ses députés. Alors, quel

objectif principal poursuivent les chefs des syndicats avec cet appel ? D'un part, ils ne peuvent pas ne pas faire un minimum semblant de protester s'ils ne veulent pas perdre absolument toute crédibilité auprès des travailleurs. D'autre part, il est assez évident qu'ils sont en fait en train de préparer la campagne pour l'élection du candidat du PS, François Hollande : l'interpellation des députés a précisément pour fonction de dénoncer les méchants députés de l'UMP qui vont voter ce budget et de valoriser les gentils députés PS qui vont voter contre. Pourtant, chacun sait aussi qu'Hollande et le PS prépare, comme Papandréou, Zapatero et Socrates l'ont déjà fait, des budgets d'austérité aussi brutaux, comme il l'a officiellement annoncé en prétendant « *donner du sens à la rigueur* » !

Pour que la colère s'exprime, il faut des revendications claires et un plan de mobilisation sérieux

Les chefs syndicaux tentent de se dédouaner en accusant les travailleurs de ne pas être prêts à se mobiliser. Pour la CFTD, « *il faut se donner du temps pour tenter de toucher le maximum de personnes et pas faire ça sur une seule journée* ». Pour l'UNSA, l'intersyndicale n'a pas appelé à la grève parce que « *les salariés n'y sont pas prêts* » et qu'il faut donc d'organiser « *une vraie journée d'explication auprès des salariés* ». La CGT, toute honte bue, estime qu'avec ces actions, « *le syndicalisme a décidé de relever le défi* » et que le texte adopté montre « *la volonté de s'inscrire dans un processus d'action* » ; mais n'ayant pas perdu tout esprit elle nous révèle « *qu'on n'est pas à l'abri d'autres mesures* ». Quant à la FSU, elle essaye de vendre le pitoyable 13 décembre comme « *la première étape qui permettra de construire le mouvement nécessaire contre le rouleau compresseur du gouvernement* ». Solidaires, souvent présenté comme une organisation radicale, se borne à affirmer qu'« *il faut absolument montrer aux salariés qu'il n'y a pas de fatalité* ». FO critique le texte de l'intersyndicale, en disant qu'il n'était « *pas possible pour FO de s'associer à un texte qui ne demande pas l'abandon des me-*

sures des plans d'austérité, qui ne dit rien contre l'accélération de la contre-réforme des retraites et qui ne dit rien sur la dictature de la dette », mais ne propose aucune alternative. En fait, n'en déplaît à ces chefs syndicaux, la colère commence à monter parmi les travailleurs, comme le montre le nombre important de grèves toute cette année, notamment dans les entreprises. Mais pour qu'elle puisse s'exprimer, il faudrait proposer aux travailleurs et aux travailleuses des objectifs qu'ils et elles puissent faire leurs : non pas sauver l'euro, payer la dette autrement ou encore trouver un pacte social rénové, mais défendre leurs emplois, leurs salaires, leurs statuts, leurs conditions de travail contre la barbarie capitaliste. Or cela implique d'offrir en même temps, des perspectives de victoire avec un plan de lutte sérieux, axé sur l'objectif de la grève générale.

Quant aux partis de « gauche », ils ne font pas mieux. En paroles, ils sont contre le budget d'austérité de Sarkozy-Fillon. C'est pourquoi le NPA les a invités à juste titre, ainsi que les syndicats, à une réunion pour discuter des initiatives unitaires qui pourraient prises pour lutter contre ce budget. En vain. Seule Alternative Libertaire s'est déplacée. Le PS, le PG, le PCF ne semblent pas avoir envie de passer des paroles aux actes. Ils préfèrent chercher à semer parmi les masses l'illusion que les élections, présidentielle et législatives, seraient la solution aux souffrances qu'elle endurent. Pourtant, non seulement les travailleurs et travailleuses n'ont jamais rien gagné par les seules élections, mais en outre l'UMP, le PS et EELV, tout comme bien sûr le FN ne présentent que différentes variantes capitalistes pour faire payer la crise aux prolétaires. Quant aux prétendues solutions réformistes du PCF et du PG, elles sont à la fois vaines pour mettre fin à la crise et subordonnées à leur objectif de faire simplement pression sur le probable prochain gouvernement du PS — voire d'y participer.

Sarkozy, Hollande, Joly, Bayrou : les dociles exécutants des ordres d'une poignée de capitalistes

La meilleure preuve que, pour l'essentiel, les programmes de tous ces partis sont compatibles, c'est l'existence ou la mise en place, un peu partout en Europe, de gouvernements d'union nationale. Cela a été le cas en Allemagne où la CDU et le SPD ont gouverné ensemble de 2005 à 2009, c'est le cas en Italie où tous les partis ont voté la confiance au gouvernement sauf la Ligue du Nord (donc le parti de Berlusconi avec celui de Prodi), c'est le cas en Grèce où cohabitent le PASOK, la Nouvelle démocratie (ND, droite) et l'extrême droite.

Sarkozy : le candidat à la poursuite de la saignée engagée depuis cinq ans

Sarkozy, candidat à sa réélection, ainsi que son parti, l'UMP, annoncent la poursuite et l'accélération de sa politique de destruction des conquêtes sociales, de chasse aux travailleurs immigrés, d'agressions impérialistes, etc. Une partie de l'UMP cherche à justifier idéologiquement cette politique en entonnant la petite musique des « privilégiés d'en haut » et des « privilégiés d'en bas ». C'est ainsi par exemple qu'ils essaient de légitimer les mesures réduisant les remboursements de médicaments et l'instauration d'un jour de carence pour les arrêts maladie dans la Fonction Publique. Mais les chiffres sont sans appel. Le trou de la Sécurité Sociale n'a rien à voir avec des travailleurs qui prendraient des arrêts maladie injustifiés aux yeux des comptables de la Sécurité Sociale désignés par le gouvernement. Il repose d'abord sur la fraude patronale jamais dénoncée par ceux qui prétendent pourfendre tous les « profiteurs ». Ainsi, selon les chiffres officiels, les fraudes de la part d'assurés sociaux représenteraient entre 0,5 et 0,8 milliards d'euros, quand le montant des fraudes patronales s'élèverait quant à lui entre 7 et 15 milliards. Il repose ensuite sur les gigantesques exonérations de cotisations accordés au patronat, aux alen-

tours de 30 milliards d'euros cette année, dont seule une partie est compensée. De même que les grands groupes du CAC 40 ont dégagé environ 80 milliards de profits, mais ont été imposés pour une somme dérisoire, voire n'ont pas payé d'impôt comme Total, malgré ses 10 milliards de profits. Pendant ce temps-là, les travailleurs et travailleuses, du privé comme du public, sont écrasés sous les impôts directs et surtout indirects (TVA, TIPP, etc.). Il n'y a pas de « privilégiés d'en bas », mais des exploités-e-s, et des « privilégiés d'en haut », les exploités et leurs valets.

Hollande : un opposant « socialiste » qui promet plus de rigueur

Hollande se borne pour l'essentiel à dénoncer le méchant Sarkozy. Mais, vu qu'en même temps il affirme qu'il faut payer la dette et qu'il annonce un plan de 50 milliards d'euros pour réduire les déficits, on voit mal comment il pourrait mener une politique très différente. D'ailleurs, lors de la présentation du budget, le PS n'a pas proposé, par exemple, d'annuler toutes les suppressions de postes prévues dans la fonction publique, ni d'imposer lourdement Total, PSA, la BNP, Bouygues, etc., ni de prendre des mesures pour stopper les licenciements dans le privé. Hollande est même revenu sur l'engagement du PS de rétablir l'âge légal de la retraite à 60 ans : pour lui, ce droit ne devrait valoir que pour celles et ceux qui ont commencé à travailler avant 18 ans !

Bien sûr, beaucoup de travailleurs, travailleuses et jeunes, par haine de Sarkozy, voteront pour Hollande, quoique sans le moindre enthousiasme. Mais il ne faut pas se faire la moindre illusion sur les intérêts représentés par la candidature du PS : ceux de la bourgeoisie. Le patronat espère avoir ainsi un homme neuf, ayant un vernis social, de bonnes relations avec les chefs syndicaux, mieux à même de faire passer les plans d'austérité nécessaires au sauvetage des capitalistes que le trop grillé Sarkozy. En réalité, on ne gagne jamais rien que par la lutte.

Joly : l'écologie soluble dans un groupe parlementaire

EELV ne défend pas d'orientation substantiellement différente du PS sur le plan économique. Sa différence officielle, c'est son souci pour l'écologie. L'histoire de l'accord électoral entre le PS et EELV a confirmé qu'on ne pouvait pas défendre sérieusement l'écologie sans être aussi anticapitaliste. EELV avait déjà renoncé à la sortie du nucléaire en dix ans, pourtant possible et nécessaire. Mais pour obtenir assez de députés pour former un groupe parlementaire, chose impossible sans le soutien du PS, EELV a dû renoncer à presque tout : pas de sortie du nucléaire même à moyen terme, pas d'arrêt des réacteurs fonctionnant au MOX, pas d'arrêt de l'EPR de Flamanville qui absorbe pourtant une quantité énorme d'investissements qui pourraient permettre de faire progresser à grande vitesse les technologies dans le domaine de l'énergie renouvelable. Le PS a subi la pression d'Areva, grand groupe capitaliste, qui s'appête à supprimer 2500 emplois, pour renoncer encore à quelques virgules fâcheuse et, en bon parti du capital, s'est aussitôt exécuté. EELV a validé cette attitude en apposant sa signature au bas de l'accord.

Bayrou : l'austérité anti-ouvrière auréolée d'éthique

Quant à Bayrou, il n'a rien d'original à proposer. Il veut lui aussi l'austérité et il se met à défendre lui aussi le « consommons français ». Il agrmente le tout d'un peu de morale chrétienne et cherche à profiter de sa situation de relative marginalisation depuis les présidentielles de 2007, qui peut contribuer à le faire apparaître dans l'électorat comme un homme intègre, ayant des convictions et qui ne se vend pas pour un plat de lentilles. Mais ce n'est pas avec quelques gouttes d'éthique dans la barbarie capitaliste que l'on peut résoudre la crise d'une façon favorable aux travailleurs. En outre, il est fort probable que cet homme qui est tout autant Sarko-compatible que Hollande-compatible (lequel vient de lui offrir une place dans son futur gouvernement à condition qu'il appelle à voter Hollande au 2^e tour)

cèdera cette fois-ci aux sirènes des uns ou des autres, car pour garder des soutiens, encore faut-il avoir des postes à leur offrir un jour ou l'autre.

Le Pen : une prétendue candidate des « oubliés » qui tente de détourner la colère des travailleurs vers la haine des étrangers... tout en étant elle aussi pour le paiement de la dette et en refusant de se prononcer pour la hausse du SMIC

Quant à Marine Le Pen, elle cherche à convaincre les travailleurs, travailleuses et jeunes que la politique du FN serait la mieux à même de les tirer de la crise. Elle s'appuie pour cela sur le fait que le FN a toujours combattu l'Union Européenne et l'euro. Mais ce ne sont pas les causes de la crise. La preuve : en Grande-Bretagne, qui ne fait pas partie de la zone euro, les plans d'austérité sont aussi durs qu'ailleurs (suppression de plus de 230 000 postes dans le public, passage progressif de la retraite à 67 ans, hausse des cotisations de 3%, réduction de la base de calcul de la retraite, licenciements dans le privé, etc.). Le fond de la crise, c'est la baisse du taux de profit ; la seule façon de le rétablir, c'est l'austérité à outrance, avec le rabaissement brutal du niveau de vie des exploités. Bref, la cause de la crise, c'est la logique absurde du capitalisme lui-même, auquel Le Pen ne veut pas toucher. La monnaie unique sans État unique ne fait que l'accélérer et l'aggraver. Sortir de l'euro sans sortir du capitalisme n'arrangerait pas la situation des travailleurs. Car il faudrait continuer à payer la dette. D'ailleurs, le FN ne cache pas son accord « pour retrouver l'équilibre budgétaire en 2013 », comme tous les autres partis au service du patronat, dont il cherche tant à se distinguer. De même, interrogée au journal de 20h, elle a refusé de se prononcer pour la hausse du SMIC, dont des millions de travailleurs ont d'urgence besoin, mais à laquelle les patrons sont hostiles.

Bref, Le Pen est bien une candidate défendant des intérêts patronaux. Mais son rôle particulier dans la bande des capitalistes, c'est de mettre un zèle tout particulier à essayer de détourner la colère des travailleurs du patronat français et de son gouvernement, vers les étrangers, les autres gouvernements et l'UE. Dans le même temps, elle cherche à mettre une partie des travailleurs à la remorque des patrons les plus attardés et réactionnaires dans la logique du « *produisons français, consommons français* » — logique qui commence à être dangereusement reprise aujourd'hui par les autres partis de la bourgeoisie, à droite comme à « gauche ».

Mélenchon, une fausse alternative : ses promesses sont irréalistes, car il veut payer la dette et refuse de sortir du capitalisme, et même pas crédibles, car le Front de gauche compte bien soutenir un gouvernement PS

Sur le papier, le programme du Front de Gauche comprend beaucoup de promesses alléchantes : un SMIC à 1700 euros bruts, puis 1700 euros nets, l'arrêt de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), la titularisation de tous les précaires de la Fonction Publique, le remboursement à 100% des dépenses de santé, le blocage des loyers, une hausse des impôts sur les entreprises et les riches, etc. Cependant, on peut se demander comment il va les financer, vu que, dans le même temps, il reconnaît, avec quelques contorsions verbales, qu'il va continuer à payer la dette. « *Nous agirons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle. Nous exigerons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen* » (*Front de Gauche-Programme populaire et partagé*, p. 31). Or, si la dette n'est que partiellement annulée, cela signifie qu'elle est largement payée. En outre, le Front de Gauche n'explique pas un

instant comment il affronterait la réaction capitaliste face à un simple moratoire, la fuite des capitaux, à la démultiplication de la spéculation, etc.

En effet, ce n'est pas nécessaire, car il n'a en réalité pas l'intention d'un tel affrontement. Son projet est essentiellement celui exposé par les dirigeants syndicaux européens : transformer la BCE en prêteur en dernier ressort (faire fonctionner la planche à billets) et créer des euro-obligations. Bref, il s'agit d'une autre solution capitaliste à la crise. Comme tous les autres, elle revient à faire payer les travailleurs, quoique par un autre biais, celui de l'inflation. Enfin, le Front de gauche ne conçoit pas d'appliquer ses propositions autrement que par sa participation aux institutions et, comme il sait bien que Mélenchon ne sera pas élu président en 2012, il prévoit clairement d'apporter au PS un soutien au moins parlementaire, peut-être un peu critique, voire de participer à un gouvernement de François Hollande à certaines conditions.

Populariser un programme de transition face à la crise pour unifier les luttes et développer la conscience que seul un gouvernement des travailleurs pourra l'appliquer

L'approfondissement de la crise et le durcissement des attaques patronales conduiront tôt ou tard à des explosions de révolte des exploité-e-s et des opprimé-e-s, comme on vient d'en voir les premières, en Tunisie, en Égypte, dans le reste du monde arabe et, à un moindre niveau, en Grèce. Que des soulèvements de ce type aient lieu ne dépend pas fondamentalement de tel ou tel parti. En revanche, c'est de l'activité politique menée pendant la période préparatoire que dépend la capacité du parti

à influencer le mouvement de masses lorsqu'il est engagé, à l'aider à s'auto-organiser, à se fixer des objectifs politiques. Dans ces premiers soulèvements nés de la crise, on a vu que les masses savaient de quoi elles ne voulaient plus, mais pas encore ce qu'elles voulaient mettre à la place. C'est donc une perspective claire, anticapitaliste donc révolutionnaire, indépendante de la gauche réformiste et des bureaucraties syndicales, que nous devons tracer pendant cette campagne électorale.

C'est pourquoi l'orientation de la direction du NPA ne nous convient pas : ses confusions politiques et son parasyndicalisme empêchent que notre parti soit un instrument réellement utile pour les milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes qui veulent se battre, qu'il puisse de nouveau les attirer. Bien évidemment, nous combattons plus encore l'orientation de la droite du parti, le courant Gauche anticapitaliste, qui voudrait subordonner notre orientation à une tactique d'interpellation du Front de gauche et des réformistes en général. Et nous participons activement à la campagne Poutou qui, malgré ses importantes limites programmatiques et stratégiques, a le mérite de chercher à exprimer de façon authentique la colère des exploités et des opprimés, le soutien aux luttes et l'idée que la solution à la crise pour les travailleurs ne peut venir d'aucun sauveur suprême, mais seulement d'eux-mêmes, de leur organisation et de leur mobilisation collective.

Nous devons montrer que nous sommes à l'avant-garde de la lutte contre l'austérité en proposant aux partis et aux syndicats des ripostes unitaires sur des mots d'ordre communs, à commencer par la mobilisation contre le budget d'austérité de Sarkozy-Fillon. Dans le meilleur des cas, cela peut contribuer à la mobilisation des masses ; au minimum, cela permet de montrer aux travailleurs encore hésitants que les partis

qui refusent le combat pour rompre avec le capitalisme ne peuvent que faire payer la facture aux travailleurs. Dans le même temps, nous devons dénoncer haut et fort les capitulations des chefs de la gauche et des dirigeants des grandes centrales syndicales, au lieu de nous taire comme le fait la direction du NPA, ce qui laisse les travailleurs mécontents de la politique des chefs syndicaux sans espoir, sans boussole et sans organisation pour se battre.

Enfin, nous devons populariser un programme de défense des travailleurs et des classes populaires face à l'offensive des classes dominantes et de leur État. Il articule les revendications immédiates avec l'exigence de l'interdiction des licenciements, l'annulation de la dette, l'expropriation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs des banques et des groupes du CAC 40, notamment du secteur de l'énergie pour assurer la sortie du nucléaire en dix ans. Nous expliquons sans relâche que, pour mettre en œuvre ce programme que nous portons, il faudra un gouvernement des travailleurs, lié à des mobilisations de masse et à leur auto-organisation. Pour illustrer cette idée, nous nous appuyons sur toutes expériences les plus avancées de luttes exemplaires, auto-organisées, ainsi que des premières manifestations partielles de volonté d'autogestion ouvrière, qui montrent que les travailleurs peuvent produire et gérer sans patrons. Et c'est selon cette logique que nous intervenons dans les luttes, pour leur victoire et leur coordination.

Voilà les axes de la politique que la Tendance CLAIRE et ses sympathisant-e-s s'efforcent de rendre majoritaire au sein du NPA et que nous défendons auprès des travailleurs, travailleuses et jeunes.

Antoni Mivani

Note sur la crise des dettes publiques à la veille du sommet européen des 8 et 9 décembre

Le précédent sommet européen (27 octobre) n'a rien résolu du tout : il a juste acté, contraint et forcé, un défaut partiel de la Grèce, qui n'a fait qu'alimenter la poursuite de la crise des dettes publiques, avec des taux qui ont continué à monter en Italie, en Espagne, et même en France. Les décisions autour du FESF (fonds européen de stabilité financière) n'étaient que de la communication : en réalité, le FESF n'a pas été renfloué, la Chine a refusé de l'alimenter, et il est clair pour tout le monde que le FESF (c'est-à-dire les pays les plus forts de l'UE) n'a pas les moyens de faire face à une incapacité de l'Italie à rembourser sa dette (ce qui aurait des conséquences énormes et incalculables).

Un nouveau sommet européen a lieu jeudi 8 et vendredi 9 décembre. Sur la table : la discussion d'un nouveau traité qui changerait les règles institutionnelles au sein de l'UE. Autrement dit, le temps du bricolage et de la communication est terminé. Les choses sont désormais trop sérieuses. La question décisive est de savoir si les bourgeoisies européennes seront capables d'effectuer un pas significatif pour trouver de nouvelles règles communes au profit des pays les plus forts de l'UE. Parisot (dirigeante du MEDEF), dans une tribune pour *Le Monde* (daté de jeudi 1/12)¹ l'espère ardemment et s'affiche pour la construction urgente des « États-Unis d'Europe », d'une « nouvelle patrie », pour le « fédéralisme européen » et les « délégations de souveraineté », afin de sauver l'euro et d'éviter des « décennies d'appauvrissement ».

Le projet politique de Merkel est clair : contrôler,

¹ http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/11/30/creons-d-urgence-les-Etats-unis-d-europe_1611180_3232.html

par le biais des institutions européennes, le budget des États membres de la zone euro. Comme les gouvernements nationaux sont aujourd'hui incapables (cas de la Grèce, même si l'opération « gouvernement d'union nationale » fait provisoirement son effet sur la lutte des classes) et seront probablement demain (en Italie, en France ?) incapables de mettre en place les plans d'austérité nécessaires au remboursement de la dette publique, Merkel veut trouver les solutions institutionnelles pour imposer ces plans sans avoir à mettre la main à la poche. D'où l'idée de déposséder les États de leur souveraineté budgétaire afin d'imposer plus facilement les plans d'austérité. Cela exige un nouveau traité, qui spécifierait le nouveau rôle de la Commission européenne, de la Cour de justice européenne, et une extension du vote à la majorité qualifiée (qui permettra de passer outre le veto d'un État périphérique de l'UE).

Le projet politique de Sarkozy n'est pas fondamentalement différent : lui aussi « veut » (les guillemets sont nécessaires puisqu'il n'y pas en fait d'alternative dans le cadre capitaliste) mettre en place des plans d'austérité pour faire payer la crise aux travailleurs. Mais la situation en France est différente, notamment en raison de la plus forte résistance des travailleurs ces dernières années ; les intérêts de la bourgeoisie française ne sont donc pas identiques à ceux de la bourgeoisie allemande. **Sarkozy sait qu'il aura des difficultés à imposer les plans d'austérité nécessaires et il a donc plaidé pour des rachats massifs de la dette des États par la BCE (pour limiter la hausse des taux d'intérêt) et des avancées vers le fédéralisme (euro-**

obligations², voire transferts budgétaires des zones les plus riches vers les zones les plus pauvres de l'UE). L'idée générale est de mutualiser les efforts, et donc de faire directement (par les transferts budgétaires) ou indirectement (par l'inflation) payer l'Allemagne.

Le projet politique de Sarkozy (qui converge aujourd'hui avec celui des antilibéraux) n'est pas incompatible avec le projet de Merkel : il en est complémentaire. En effet, la mutualisation implique le transfert de la souveraineté budgétaire aux institutions européennes. Mais l'inverse n'est pas vrai : le projet de Merkel n'implique pas celui de Sarkozy !

Avant le sommet européen, Merkel est en position de force : dès le 1^{er} décembre (discours de Toulon), Sarkozy avait accepté les grandes lignes du projet de Merkel. Et à l'issue de leur rencontre du 5 décembre, Merkel et Sarkozy ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un « accord » qu'ils comptaient imposer « à marche forcée » au reste de l'Europe. Sans surprise, **ils se sont mis d'accord sur un système de « sanctions immédiates en cas de non-respect de la règle du déficit inférieur à 3% du produit intérieur brut (PIB) », que seule une majorité « qualifiée » pourrait empêcher.** Il reste encore à peaufiner les modalités de contrôle des institutions européennes sur les États, mais Sarkozy a donné son accord pour que la Cour de justice européenne vérifie la conformité des budgets des États avec la « règle d'or » anti-déficit. Sarkozy n'a rien obtenu de signifi-

² Les États emprunteraient au même taux et seraient solidaires les uns des autres (si un État ne peut pas payer sa quote-part, les autres rembourseraient).

tif de la part Merkel, et il a même été jusqu'à déclarer publiquement que les euro-obligations n'étaient pas une solution à la crise. En outre, le Mécanisme européen de stabilité succédera au FESF dès 2012 (et non en 2013 comme prévu initialement) et il devrait fonctionner (contrairement au FESF) à la majorité qualifiée, marquant là aussi un pas en avant significatif dans l'intégration européenne au profit des États les plus puissants.



Derrière les formules vaseuses (« refondation de l'Europe », etc.) se profile un recul démocratique de grande ampleur. Il s'agit de construire une Europe où les bourgeoisies européennes auront davantage de marges de manœuvre pour imposer le grand bond en arrière.

L'accentuation de la crise a au moins une vertu : elle fait apparaître au grand jour la convergence des positions de tous les défenseurs du système capitaliste. Dimanche 4/12 sur Canal plus¹, le réformiste Mélenchon n'avait pas grand-chose de substantiel à reprocher à Sarkozy si ce n'est de se coucher devant Merkel et de n'avoir pas assez de volonté (contrairement à lui : « *Nous, on peut* »...) pour imposer le remède miracle qu'ils ont aujourd'hui en commun : l'intervention massive de la BCE pour racheter les titres de la dette publique. Certes, Mélenchon prétend vouloir mettre en place une « politique de relance », contrairement à Sarkozy et Hollande. Il est d'autant plus important de dénoncer cette imposture : comme Mélenchon s'inscrit dans le cadre capitaliste, ne remet pas en cause le paie-

ment de la dette, une politique de relance est impossible et ne peut que se transformer en austérité une fois au pouvoir. Mitterrand avait promis la relance en 1981 : il lui a fallu deux ans pour que cela vire à l'austérité (d'autant plus rude qu'elle a été précédée par ces deux années de relance qui ont gonflé les déficits). Papandréou avait promis la relance en 2009 : il ne lui a fallu que quelques semaines pour faire son virage à 180 degrés. En faisant le même type de promesses, Mélenchon sème des illusions très graves et nous fait croire qu'il serait suffisamment fort pour imposer sa volonté à tous. Or, à partir du moment où il ne remet pas en cause le capitalisme, ce sont évidemment les lois du système qui s'imposeront à lui et non l'inverse !

Alors que tous les projets capitalistes convergent, que l'impuissance des bourgeois et réformistes est patente, **il est incompréhensible que la direction du NPA ne dise rien pour critiquer le projet du Front de gauche dans le 4-pages national de campagne** qui vient de sortir². Cela ne peut qu'accréditer l'idée que notre projet n'est pas fondamentalement différent de celui du Front de gauche. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'oser porter le projet politique *révolutionnaire*. Alors que la question clé est celle de l'alternative historique au capitalisme, la direction du NPA ne dit pas un mot sur le « socialisme » ou le « communisme » et ne propose même pas un véritable *programme de transition* dans le 4-pages, prétendant qu'on pourrait financer les mesures que nous portons simplement en taxant les riches ! Pourtant, il est plus nécessaire que jamais d'expliquer que la seule façon d'imposer une sortie de la crise « par le haut » est la mise en place « *d'un gouvernement des travailleurs, qui répudierait la totalité de la dette publique, exproprierait les grands groupes capitalistes sans indemnités ni rachat, les nationali-*

serait sous contrôle des travailleurs et relancerait la production en fonction des besoins sociaux. Pour pouvoir réaliser ce programme, un tel gouvernement devrait prendre immédiatement des mesures de rupture avec les marchés capitalistes : rupture avec l'UE capitaliste et sa monnaie, création d'une monnaie inconvertible, monopole du commerce extérieur. Il agirait centralement pour l'extension internationale de la révolution et pour une coopération étroite, dans le cadre d'une fédération sur un pied d'égalité, avec les autres pays révolutionnaires. »³

Nous devons réorienter notre campagne et sortir du para-syndicalisme dépolitisant. Notre candidature ne doit pas seulement être une candidature de témoignage, celle de l'indignation, de la résistance, de la riposte, mais surtout celle qui porte un projet politique d'affrontement politique central avec le gouvernement et le patronat et de rupture avec l'ordre bourgeois. Nous sommes bien sûr du côté des travailleurs qui luttent, mais cela ne suffit pas : il faut nommer et combattre les obstacles qui s'opposent à ces luttes (les bureaucraties syndicales, les réformistes), en polémiquant et en s'organisant face à eux. Alors que la situation pourrait, dans les mois à venir, devenir explosive voire pré-révolutionnaire, il faut plus que jamais défendre un programme communiste révolutionnaire. C'est la condition *sine qua non* pour espérer une autre issue à la crise qu'un grand bond en arrière et l'accentuation de la barbarie capitaliste.

Gaston Lefranc

¹ <http://www.canalplus.fr/c-infos-documentaires/pid3354-c-dimanche.html>

² <http://www.npa2009.org/sites/default/files/4PAGES%20Campagne%20POUTOU%20bicro.pdf>

³ Chaque semaine qui passe montre la pertinence de cet amendement que nous avons proposé lors du dernier CPN du NPA mais que la majorité a rejeté.

26 octobre : un sommet pour faire payer aux travailleurs européens ce qu'ils n'ont pas réussi à faire payer aux travailleurs grecs

Les données du problème

Depuis 2007, les capitalistes sont embourbés dans la crise la plus grave depuis les années 1930. L'immense accumulation de capital fictif (dette privée et publique) est devenue insoutenable au regard de la valeur effectivement créée dans l'économie réelle. Posséder des titres de dette, c'est posséder des promesses de remboursement, donc des droits de tirage sur la production future. Si ces promesses deviennent gigantesques par rapport à ce qui peut effectivement être produit (dans le cadre des rapports de production capitalistes), alors un défaut de paiement à grande échelle devient une menace tangible. De l'argent virtuel (capital fictif) partirait en fumée et ne pourrait alors plus se métamorphoser en pouvoir d'achat réel, permettant l'acquisition de marchandises produites par l'économie réelle. C'est alors l'ensemble du secteur bancaire, et donc de l'économie capitaliste, qui s'effondrerait : faillites en cascades, explosion du chômage. Une immense purge aux conséquences sociales dramatiques permettrait au système de repartir, mais sur un champ de ruines. Cette purge serait d'autant plus violente que les capitalistes ont tout fait pour la retarder. Mais il n'y a pas d'autre façon de mettre fin à la suraccumulation de capital qui plombe depuis plus de 30 ans la croissance dans les pays impérialistes.

Trois issues possibles à la crise

On peut dessiner trois grands types d'issues : deux issues dans le cadre capitaliste et une issue socialiste. Les deux premières sont deux cas polaires, la réalité pouvant être une combinaison des deux ; en revanche, l'issue socialiste est en rupture avec les deux précédentes.

1) Pour éviter un défaut de paiement généralisé de l'économie,

l'intérêt commun des capitalistes est de mettre en place des plans d'austérité d'une violence inouïe, afin d'aller chercher l'argent dans les poches des travailleurs pour permettre le remboursement de la plus grande partie des dettes (détenues par les capitalistes). Pour éviter l'effondrement du système, il n'y a pas d'autre solution que les plans d'austérité : c'est toute la monstruosité du capitalisme qui a besoin de taper toujours plus fort sur les travailleurs pour surmonter (temporairement) sa crise. Si l'Allemagne est en position de force aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement de gauche (Schröder) a mené des contre-réformes très dures, est parvenu à baisser le salaire réel des travailleurs, ce qui a permis (entre 1998 et 2005) de désendetter le pays.

2) L'autre issue possible, c'est la « purge », d'autant plus brutale qu'une montagne de dettes ont été accumulées depuis des années : une vaste dévalorisation du capital fictif entraînerait alors une vaste dévalorisation du capital réel, donc un effondrement économique. Cette purge, que les développements de la lutte de classe peuvent imposer aux capitalistes (les travailleurs parvenant à limiter l'ampleur des plans d'austérité), peut prendre deux variantes :

2.1 : un défaut de paiement formel où les débiteurs se déclarent insolubles et cessent leurs remboursements ;

2.2 : un défaut de paiement informel où la banque centrale fait fonctionner la « planche à billets », c'est-à-dire augmente brutalement la masse de monnaie en circulation dans l'économie réelle, ce qui engendre une hyper-inflation qui dévalue le montant réel des dettes.

Dans les deux cas, les créanciers sont spoliés et l'activité économique s'effondre, ce qui entraîne-

rait un désastre social pour les travailleurs (fermetures d'entreprises, explosion du chômage...).

3) Enfin, la troisième issue possible est une issue socialiste : dans le cadre du capitalisme, l'annulation de la dette (sous forme de « défaut de paiement ») aurait des effets catastrophiques et entraînerait une chute brutale de la production. Mais il est essentiel de comprendre les causes de cet effondrement : il ne serait pas dû à une incapacité à produire « en soi », mais à une incapacité à produire avec une rentabilité suffisante. Ce seraient les rapports de production capitalistes qui empêcheraient l'appareil productif de fonctionner. En revanche, l'annulation de l'ensemble de la dette publique n'altérerait en rien les capacités productives : les moyens de production et les forces de travail seraient intacts. Pour pouvoir relancer la production, il faudrait alors que les entreprises passent sous la direction des travailleurs. Seul un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie, aurait la force d'exproprier sans indemnité ni rachat les capitalistes et de mettre en place une autre rationalité, au service des besoins de tous. C'est pourquoi ***nous ne pouvons être audibles et compris en portant le mot d'ordre d'annulation de la dette que si nous l'articulons avec la nécessaire expropriation des grands groupes capitalistes et le gouvernement des travailleurs.***



Les enjeux du sommet européen du 26 octobre

Les travailleurs grecs constituent le grain de sable qui menace l'ensemble de l'édifice. C'est en effet l'intensité de la lutte de classes en Grèce qui a rendu caduc le précédent « plan de sauvetage », décidé en juillet dernier mais pas encore appliqué, qui prévoyait une décote de 21% de la dette grecque détenue par les créanciers privés. Les bourgeoisies ont dû, la mort dans l'âme, accepter une décote bien plus importante que prévu. L'enjeu du sommet était donc, pour elles, de se mettre d'accord sur un dispositif pour absorber les conséquences de ce défaut, afin d'éviter la contagion qui pourrait aboutir à un effondrement du système bancaire européen, qui aurait des conséquences mondiales.

Trois questions étaient à l'ordre du jour du sommet européen des 22 et 23 octobre, prolongé le 26 octobre : acter le niveau de défaut de paiement de la Grèce, définir le montant de la recapitalisation du secteur bancaire (qui se fera en partie sur fonds publics) et s'accorder sur le rôle et le fonctionnement du Fond européen de stabilisation financière (FESF). Ces questions sont intimement liées : les besoins en capital du secteur bancaire dépendent de l'ampleur du défaut grec ; la taille et le mode de fonctionnement du FESF dépendent de l'ampleur du défaut grec et de la recapitalisation des banques.

Les décisions du sommet européen du 26 octobre

L'accord s'est conclu à 4h du matin le 27 octobre. Les dirigeants européens ont discuté une grande partie de la nuit avec les représentants des banques, signifiant que l'accord ne pouvait être conclu qu'avec la bénédiction du capital financier¹.

¹ On peut lire la déclaration des chefs d'État sur le site http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/125663.pdf

La première décision a été de négocier avec les créanciers privés de la Grèce (principalement les banques) une décote de 50% de la part de la dette détenue par les investisseurs privés, c'est-à-dire environ 105 milliards d'€ sur 210 milliards². Même si cela n'a pas été souligné par les médias, il est important de savoir que la partie de la dette possédée par la BCE et les autres pays de l'UE (via les différents « plans d'aide ») n'a subi aucune décote. En annulant 105 milliards de dettes sur 350, la Grèce a subi un défaut partiel de seulement 30%. Le fardeau qui pèse sur les travailleurs grecs est donc encore très lourd. La Grèce est sommée de réduire le ratio (dette/PIB) à 120% en 2020. Pour ce faire, la tutelle impérialiste sera renforcée, avec la présence constante de la troïka.

La deuxième décision est de fixer, pour les banques, un ratio (fonds propres/actifs détenus) de 9% d'ici juin 2012, ce qui nécessite un plan de recapitalisation des banques européennes estimé à 106 milliards, dont 30 milliards pour les banques grecques, 26 pour les espagnoles, 15 pour les italiennes et 9 pour les françaises. Même si les gouvernements en appellent aux investisseurs privés, il est probable que les fonds publics vont devoir supporter une partie des pertes bancaires liées à la décote de la dette grecque. D'où une accentuation des plans d'austérité dans les autres pays : les travailleurs de toute la zone euro seront alors amenés à payer ce que les travailleurs grecs auront réussi à ne pas payer.

La troisième série de décisions a trait au Fonds européen de stabilité financière (FESF). Il voit sa « force de frappe » portée à 1 000 milliards (contre 250 aujourd'hui, cf. encadré p. 13). En fait, il s'agit d'une entourloupe : il n'y a pas d'accroissement des garanties ap-

² Concrètement, à partir de janvier 2012, les créanciers privés échangeront leurs obligations de dette grecques contre d'autres dont la valeur sera diminuée de 50%. Le FESF apportera à ces créanciers privés 30 milliards d'€ de garanties sur ces nouvelles créances.

portées par les États (toujours 250 milliards). D'une part, parce que les pays en difficulté (comme l'Italie et l'Espagne) ne peuvent évidemment pas garantir quoi que ce soit ; d'autre part, parce que la France a peur de perdre son « triple A » (la note que lui attribuent les agences du capital financier) si elle augmente sa garantie, enfin parce que l'Allemagne ne veut pas faire un effort toute seule. On passe d'une garantie de 250 milliards à une « force de frappe » de 1 000 milliards par ce qu'ils appellent « l'effet de levier ». Concrètement, le FESF se transforme en assureur : il garantit aux créanciers acheteurs de titres de dettes de pays à risques qu'il prend à sa charge environ 25% de pertes en cas de défaut du pays concerné. Ainsi, le FESF couvrira jusqu'à 1 000 milliards sur les marchés, puisqu'en cas de défaut, il ne se porte garant que de 25% de la somme (soit 250 milliards).

Un nouveau fonds d'investissement, ouvert aux investisseurs privés et publics, sera créé pour acheter des obligations publiques et recapitaliser les banques. Le FESF y participera, mais sollicitera d'autres partenaires, comme l'État chinois. La Chine a déjà mis en avant ses conditions : elle exige de recevoir le statut d'économie de marché que les Européens lui refusent depuis des années. Ce statut offrirait aux produits chinois de meilleures garanties d'accès au marché européen en les mettant à l'abri de clauses anti-dumping.

La quatrième série de décisions renvoie à l'engagement de chaque pays à maintenir une stricte « discipline budgétaire » et à « accélérer les réformes structurelles ». Un nouveau « superviseur » européen (Van Rompuy) aura tout pouvoir pour rappeler à l'ordre les gouvernements et bloquer les budgets dispendieux.

Fonds européen de stabilisation financière

Le Fonds européen de stabilisation financière a été créé en mai 2010 dans le cadre du premier « plan d'aide » à la Grèce. Il était prévu que les États membres de la zone euro, au prorata du capital de chaque pays à la BCE (27% pour l'Allemagne, soit 120 milliards ; 20% pour la France, soit 90 milliards ; etc.) garantissent jusqu'à 440 milliards de prêts sur trois ans.

Le mécanisme est le suivant : le FESF émet des obligations sur les marchés (de façon symbolique, c'est l'Office de gestion de la dette allemande qui s'occupe des opérations) et prête à son tour aux États en difficulté. Le FESF est donc un médiateur entre les investisseurs privés et les États en difficulté. Si les États en difficulté ne remboursent pas, c'est le FESF et donc les États de la zone euro qui en font les frais. En revanche, si les États en difficulté remboursent, le FESF réalise un bénéfice (lié à l'écart entre les taux auxquels il prête et les taux auxquels il emprunte).

Avec le FESF, les risques sont mutualisés. Si les pays en difficulté font défaut, les autres pays devront payer (ou se mettre en défaut à leur tour). Plus le FESF est utilisé, plus le sort des pays est indissociable.

Le FESF a déjà prêté à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, ce qui a réduit sa capacité de prêt à 250 milliards.

Depuis l'accord du 21 juillet 2011, le FESF peut acheter des obligations d'État sur les marchés financiers et participer au sauvetage des banques en difficulté (en les recapitalisant).

C'est la lutte de classes qui décidera du sort de cet accord au service des banques

Les chefs d'État se sont démenés pour faire croire à un accord historique qui aurait « sauvé l'euro » (dixit le ministre Baroin). En fait, l'accord est une rustine et se résume à deux points : acter le défaut partiel de la Grèce (qui est une lourde défaite pour les bourgeoisies) et s'engager à tout faire pour aider les banques à surmonter le choc en ponctionnant les travailleurs.

Les gesticulations autour du FESF ne doivent tromper personne. Si la lutte de classes contraint un État aussi important que l'Italie à faire défaut sur une partie significative de sa dette, c'est l'ensemble des pays de la zone euro qui sombrera dans la dépression économique, avec une vague de faillites en cascades. Aucun dispositif technique ne pourrait permettre d'éviter ce naufrage et tout l'enjeu de ce sommet était pour la bourgeoisie de se mettre en ordre de bataille pour contenir la contagion. Pour eux, il ne faut surtout pas que le cas grec fasse école, et leur pari est qu'ils arriveront à éviter un défaut de paiement dans un autre pays de la zone euro.

Berlusconi a rendu une copie laborieuse à Merkel et Sarkozy qui ont affiché ostensiblement toute leur morgue pour le *cavaliere*. Sa copie se résume à un accord conclu avec son allié de la *Ligue du nord* : l'augmentation de 65 à 67 ans de l'âge de départ à la retraite dans le cadre des « pensions de vieillesse ». En revanche, la *Ligue du Nord* de Bossi a refusé de toucher aux retraites à « l'ancienneté » qui permettent de partir à 60 ans avec 36 ans de cotisations et à n'importe quel âge à partir de 40 ans de cotisations. Autant dire que c'est bien faible pour rassurer les investisseurs, d'autant plus que le gouvernement Berlusconi ne tient qu'à un fil. D'ailleurs, les CDS¹ sur l'Italie ont continué à

¹ Les CDS sont des contrats d'assurance censés protéger contre la faillite d'un emprunteur ; l'acheteur d'un CDS paie

augmenter après la conclusion de l'accord.

La bourgeoisie allemande impose ses vues à la bourgeoisie française

Sarkozy a eu beau se démener pour imposer ses vues (allant jusqu'à s'inviter à la dernière minute au gala du 19 octobre organisé à l'Opéra de Francfort pour le départ de Trichet de la BCE), ses préconisations sont restées lettre morte et l'impérialisme allemand a globalement imposé ses vues à l'impérialisme français :

1) Sarkozy était initialement opposé à l'augmentation de la décote de la dette grecque (au-delà des 21% de l'accord du 21 juillet). Conscient de la fragilité des banques françaises et de leur degré d'exposition à la dette grecque (supérieure à celle des banques allemandes), Sarkozy craint de devoir recapitaliser les banques françaises sur fonds publics et de ne pas être assez fort pour faire suffisamment les poches aux travailleurs. La conséquence serait alors une dégradation des déficits publics, qui menacerait le « triple A » de la France. Mais Merkel a passé outre cette préoccupation...

2) Sarkozy a plaidé pour que le FESF devienne formellement un établissement bancaire (c'est-à-dire obtienne une licence bancaire). Cela aurait permis au FESF de se financer à bas coût auprès de la BCE (à environ 1%) et donc de prêter à des taux très bas (proche de 1%) aux États en difficulté. Or, pour Merkel, c'était inadmissible : cela revenait à contourner l'interdiction qu'a la BCE d'acheter directement des obligations d'État (sans que celles-ci soient d'abord vendues sur les marchés financiers)². Via le FESF, la

une prime annuelle et en contrepartie, le vendeur s'engage à compenser la perte de valeur d'un actif ou le défaut d'un emprunteur)

² Le président de la Banque centrale allemande a affirmé : « Cela [la proposition française] aurait mené à un financement des États en faisant marcher la planche à billets, ce que je

BCE aurait financé directement les États, ce qui aurait alimenté l'inflation.

Quand les préconisations des antilibéraux convergent étrangement avec celles de Sarkozy

Au-delà des postures des uns et des autres, la gravité de la crise clarifie les différentes positions. Quand les intérêts fondamentaux du système sont en jeu, on ne peut plus faire semblant. Les marges de manœuvre se réduisent à zéro, et les masques tombent. Inutile d'insister sur le positionnement du PS, qui ne critique que l'implication éventuelle de la Chine dans le dispositif. Il est en revanche instructif de noter que **la petite musique des réformistes « antilibéraux » converge de façon étonnante avec celle des gouvernements en place : ils ne veulent pas annuler la dette et ne remettent pas en cause le renflouement des banques parce qu'ils veulent sauver le système.** Simplement, ils veulent des « contreparties » à la recapitalisation des banques¹ pour mettre fin aux « dérives » du capitalisme (comme si ces « dérives » n'étaient pas le fruit des contradictions de ce système).

Ils nous font croire que le salut des travailleurs passe par la baguette magique de la création monétaire massive : « *On ne sortira de pareil effondrement que par une opération de création monétaire inouïe* », nous explique l'économiste Frédéric Lordon². Nos amis antilibéraux paniquent : il faut sauver le système et, comme ils ne veulent pas matraquer les travailleurs avec des plans d'austérité, ils préconisent

tiens non seulement pour une erreur économique mais ce qui est aussi catégoriquement interdit par les traités ».

¹ Selon P. Laurent, secrétaire national du PCF, « *il est inacceptable que les gouvernements soient encore prêts à des recapitalisations sans contrepartie* ».

² <http://blog.mondediplo.net/2011-08-11-Le-commencement-de-la-fin>

de faire fonctionner la planche à billets. Mais il ne suffit pas de créer de la monnaie pour augmenter la richesse réelle... sauf à penser que la création monétaire enclencherait un processus vertueux comme nous le raconte une certaine mystique keynésienne : en créant de la monnaie, on donnerait du pouvoir d'achat à l'État et aux travailleurs, ce qui augmenterait le niveau de la « demande » et donc inciterait les capitalistes à produire davantage. Sauf que les capitalistes produiraient moins car leur taux de profit baisserait. Le miracle n'aurait pas lieu et le seul effet d'une « création monétaire inouïe » serait d'engendrer... une inflation inouïe, qui aurait des conséquences désastreuses sur le niveau de vie des masses.

De fait, les remèdes des antilibéraux convergent avec ceux préconisés par Sarkozy et qu'il n'a pas pu imposer à Merkel. La création monétaire est un pis-aller pour la bourgeoisie quand la perspective du défaut formel se rapproche. Mais ce n'est certainement pas une « solution » pour les travailleurs : c'est au contraire une autre façon – hypocrite et détournée – de leur imposer une baisse drastique de leur niveau de vie.

Vers une amplification des attaques contre les travailleurs en France

Après avoir revu une première fois les prévisions de croissance pour 2012 en août dernier (passant de 2,25% à 1,75%) – ce qui a justifié la mise en place d'un plan d'austérité de 11 milliards pendant l'été –, le gouvernement a révisé une nouvelle fois ses prévisions à la baisse (1%), et Sarkozy a annoncé le 27 octobre un nouveau plan d'austérité de 6 à 8 milliards.

Cela ne sera sans doute pas suffisant pour tenir l'objectif de déficit public de 4,5% du PIB en 2012. Selon l'OFCE, il faudrait un nouveau plan d'austérité d'au moins 27 milliards pour tenir l'objectif fixé. On voit qu'on est loin du compte. Sarkozy est donc face à un dilemme :

- soit il renonce à aller au-delà de son annonce du 27 octobre, mais alors il ne respectera pas son engagement de réduction du déficit public ; la note de la France risquerait d'être dégradée, ce qui augmenterait considérablement les taux auxquels la France s'endette³ et contraindrait alors le gouvernement à des plans d'austérité encore plus sévères ;

- soit il met en place un plan d'austérité de grande ampleur, mais en ce cas il prend le risque d'un affrontement social dangereux pour la bourgeoisie tout en compromettant ses chances de réélection (qui semblent déjà faibles).

Nous devons donc nous préparer à des attaques d'une violence sans précédent depuis des décennies. Pour y faire face, notre camp social a besoin de se préparer à cette lutte décisive, de s'auto-organiser, de se politiser. Au-delà de la campagne électorale, la tâche centrale du NPA est de prendre ses dispositions pour aider à organiser la résistance, combattre les manœuvres des bureaucrates et réformistes qui visent à neutraliser les luttes et porter une stratégie révolutionnaire axée sur l'objectif de la grève générale et la perspective d'un gouvernement des travailleurs.

G. L.

Vous êtes travailleur, jeune militant... et ce bulletin vous intéresse ?

**Contactez-nous :
tendanceclaire@free.fr
Tél. : 06 64 91 49 63**

**Visitez notre site
Internet actualisé
chaque jour :**

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/>

³ Depuis qu'une agence de notation a mis la France « sous surveillance », l'écart de taux avec l'Allemagne s'est accru sensiblement. En outre, les CDS sur la France se sont envolés ces dernières semaines.

Tract du NPA Toulon :

Toute la dette est illégitime ! Refusons de la payer !

Le principe d'une dette : ceux qui ont besoin de plus d'argent qu'ils n'en ont s'endettent auprès de ceux qui ont plus d'argent que ce qu'il leur faut dans l'immédiat. Les intérêts payés, c'est donc un transfert d'argent vers ceux qui en ont le moins besoin !

L'endettement public

La plupart des États se sont endettés de manière croissante depuis les années 70, parce que leurs recettes fiscales sont régulièrement très inférieures aux dépenses publiques. Les créanciers de l'État sont en grande majorité, directement ou indirectement, des investisseurs bien nantis. En France, nous payons chaque année plus de 50 milliards d'euros à ces investisseurs, sous la forme des intérêts sur la dette publique. Cette somme est supérieure aux recettes provenant de l'impôt sur le revenu ! Est-il légitime d'accepter un tel transfert des richesses ?

Depuis deux ou trois décennies, les États ont fortement réduit les impôts sur les sociétés et autres impôts touchant les plus riches, ce qui a gravement creusé les déficits budgétaires. L'État comble les trous dans son budget en empruntant auprès d'investisseurs, au lieu d'imposer plus fortement ces derniers.

Limites des vieilles politiques « de gauche »

Si l'État persiste à faire des cadeaux aux riches sur le dos des travailleurs, est-ce seulement pour satisfaire l'avidité de ses amis capitalistes, même au détriment des comptes publics ? Une telle réponse est populiste et simpliste, et impliquerait une sorte de complot entre les gouvernants et le monde des affaires, visant à transférer les richesses des couches populaires vers les classes possédantes. Ainsi, les populistes de droite et de gauche prétendent qu'il suffirait de changer de politique, et de gouverner dans l'intérêt du « peuple », mais ne s'en prennent pas au système capitaliste. Or si, face à la crise, les politiques des gouvernements de gauche comme de droite sont si favorables à la bour-

geoisie et attaquent si durement les travailleurs, c'est parce que dans ce système, ils n'ont pas le choix.

Sous le capitalisme, comme l'activité économique dépend d'investissements privés, les gouvernements bourgeois sont obligés d'assurer les conditions d'une bonne rentabilité du capital : peu d'impôts sur le capital, faiblesse des salaires, « flexibilité » de l'emploi, faibles cotisations patronales... Sinon, les capitaux vont ailleurs ! A l'époque du gouvernement Mitterrand de 1981, les hausses de salaires et des dépenses publiques n'ont pas, comme promis, relancé l'économie par la demande, mais ont dû être abandonnées dès 1983 pour faire place à l'austérité, seule façon de faire revenir les investissements privés. La seule alternative aurait été l'expropriation du capital. Or la crise, en 1981 comme en 2011, a ses causes profondes dans le capitalisme lui-même : on n'en sort pas par la simple relance de la demande.

Paiement de la dette = austérité féroce

Mais l'austérité qui s'annonce sera bien pire qu'en 83 ! Pour que des États hyper-endettés, comme la Grèce, l'Italie, ou même la France, puissent continuer à rembourser, ils sont obligés de mener des politiques d'austérité extrêmement féroces. En effet, pour réduire la dette, l'État est obligé, soit de réduire fortement ses dépenses, avec des conséquences sociales dramatiques, soit d'augmenter les impôts : puisque les impôts sur les sociétés et sur les riches font fuir les investissements, il ne reste que la hausse des impôts sur les travailleurs. Ainsi, la Grèce s'appête à réduire les salaires des fonctionnaires de 25% (après 20% en 2010 !). Mais surtout, les conventions collectives vont être suspendues : les patrons auront les mains libres pour faire chuter les salaires dans le privé.

Il est nécessaire de résister à ces attaques et se battre pour augmenter les salaires en prenant sur les profits, mais sans l'illusion qu'on sortirait ainsi de la crise.

En effet, dans le cadre du capitalisme, la baisse du taux de profit fera fuir les investissements, ce qui entraîne, par les mécanismes du marché, une hausse des taux d'intérêt et donc un gonflement même de la dette.

Non-paiement : expropriation des banques

Si on reste dans le cadre du capitalisme et du « respect de la propriété privée », il ne peut y avoir que des annulations très limitées de dettes publiques, comme le défaut partiel négocié par l'UE pour la dette grecque, associé à un horrible plan d'austérité. (Un tel défaut de paiement serait impossible pour des grands pays comme l'Italie ou la France, dont les dettes publiques valent chacune 5 à 6 fois le total de la dette grecque !).

Pour toute annulation dans le cadre du système, quelqu'un doit payer la facture. Tout ce que les États ne feront pas payer aux travailleurs grecs, de peur de leur résistance, ils le feront payer à ceux d'autres pays européennes. Car s'ils faisaient trop payer les banques, ils devraient alors intervenir pour les sauver de la faillite, avec une facture qu'ils feraient encore payer aux travailleurs pour ne pas menacer la « compétitivité de nos entreprises », c'est à dire leur taux de profit.

Des plans d'austérité féroces, détruisant nos acquis sociaux, c'est ce qui nous attend en France, en Italie, en Espagne, et ailleurs, dans le but de réduire les déficits publics, car c'est la seule manière pour la bourgeoisie de sauver son système monstrueux. Il nous faut organiser la résistance face à de telles attaques, refuser par principe le paiement de toute dette publique, et face à l'effondrement du système bancaire, exiger l'expropriation, sans indemnités ni rachat, de l'ensemble du système financier, ainsi que des entreprises du CAC 40, et leur gestion par les travailleurs eux-mêmes en fonction des besoins de la population. Nous ne voyons aucune autre alternative à la barbarie du capitalisme du 21^e siècle.

Déclaration de la Tendence CLAIRE du NPA

L'annonce d'un référendum par Papandréou sème la panique dans toute l'Europe et exacerbe la crise politique en Grèce

Pour les travailleurs grecs, c'est le moment d'imposer la grève générale, de faire chuter Papandréou et d'apporter leur propre solution à la crise !

L'annonce d'un référendum en Grèce par le Premier ministre Papandréou est un séisme politique qui révèle et concentre toutes les contradictions de la situation européenne. Les marchés financiers et les gouvernements de l'Union européenne sont pris de terreur rien qu'à l'idée que tout un peuple puisse donner son avis, fût-ce par un référendum institutionnel, sur le nouveau plan d'austérité qu'ils ont décidé de lui imposer, d'une violence pire encore que les précédents. Car **ils savent que les peuples d'Europe rejettent leurs plans et que les travailleurs, travailleuses et jeunes de Grèce, qui les ont déjà subis de plein fouet, sont à l'avant-garde de la résistance, montrant le chemin à tous les autres travailleurs.** Ils savent qu'une éventuelle victoire du « Non » serait une catastrophe pour leur zone euro, leur Union européenne et leur système financier, avec des conséquences mondiales incalculables.

Si Papandréou en arrive à une telle décision et s'il met même en jeu sa place en demandant un vote de confiance incertain au Parlement, ce n'est évidemment pas parce qu'il serait devenu un démocrate soucieux de l'avis du peuple ! Ce n'est pas non plus une décision prise sous le coup de la panique, mais **un vrai pari stratégique pour tenter de vaincre politiquement les travailleuses et travailleurs**

grecs de plus en plus radicaux. En effet, la puissance de leur résistance depuis trois ans, l'extension et la radication constantes de la mobilisation, la montée de son auto-activité dans tout le pays, le refus massif de payer les impôts et les taxes, le succès record de la grève générale et des manifestations des 19 et 20 octobre, la tentative d'invasion du parlement, l'annulation des cérémonies de la fête nationale le 27 octobre (avec un président de la République obligé de fuir face aux manifestants !), la crise au sein du PASOK au pouvoir lui-même... conduisent à un **crise de gouvernement** qui pourrait très vite devenir une crise du régime.



De plus en plus discrédité, le Premier ministre Papandréou, qui a pourtant accepté de se soumettre aux injonctions des banques, du FMI et des principales puissances de l'Union européenne (France et surtout Allemagne) est désormais incapable de faire passer leurs plans. C'est pourquoi il décide de tenter le pari extrêmement risqué de se relégitimer par un référendum en misant sur le

chantage d'une faillite totale de la Grèce, sur le déchaînement des médias, sur l'atomisation des électeurs et sur la soi-disant « majorité silencieuse » qu'invoquent toujours les partis bourgeois quand ils sont contestés par les travailleurs et la jeunesse en lutte. Il espère que les marchés financiers lui laisseront le temps de tenir le référendum et qu'en le gagnant, il emporterait le bras de fer qui l'oppose aux résistants de plus en plus nombreux et radicaux.

Il n'est cependant pas dit que l'opposition de droite au PASOK, la « Nouvelle démocratie » liée à Merkel et Sarkozy, le laisse aller jusqu'au bout de cette opération. En effet, les risques que le « Non » l'emporte sont élevés. De plus, avant même la tenue du référendum, la simple hausse de la probabilité que la Grèce se retrouve en situation de défaut total et désordonné risque d'accroître considérablement la pression sur les dettes des autres pays les plus fragiles, dont l'Italie et l'Espagne, ainsi que sur les banques les plus fragiles, menaçant de faire voler en éclat la rustine de l'accord européen du 26 octobre et de provoquer un véritable tsunami dans toute la zone euro, avec des effondrements en série. Enfin, de nouveaux députés et responsables du PASOK démissionnent ou protestent contre Papandréou. **L'hypothèse d'une chute du gouvernement est présente dans tous les esprits.** Mais,

qu'elle ait lieu ces prochains jours, un peu plus tard ou après une victoire du « Non », elle ne pourrait entraîner que la mise en place d'un gouvernement d'union nationale entre le PASOK ou une partie du PASOK et la droite ou une partie de la droite, dont la politique « alternative » serait de faire appliquer les mêmes plans que Papandréou, mais par la force (interdiction des grèves et des manifestations, répression généralisée). On peut mesurer la réalité d'une telle menace à la décision de Papandréou, dénoncée par la droite, de remplacer tout l'état-major de l'armée grecque, mis en place en 2009 par la droite, comme s'il craignait un coup d'État militaire. Le problème (et la raison pour laquelle Papandréou veut pour le moment éviter cette solution), c'est que la mise en place d'un tel gouvernement autoritaire (avec dans son sillage une montée en puissance de l'extrême droite, qui se développe sensiblement depuis trois ans) aurait pour conséquence immédiate une nouvelle radicalisation de la lutte des classes, aux conséquences incalculables. Et cela d'autant plus que la situation est marquée par les processus révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte, où les masses ont vaincu la répression. **Le pari stratégique de Papandréou est donc une tentative désespérée pour éviter que la situation pré-révolutionnaire qui s'installe en Grèce ne débouche sur une situation ouvertement révolutionnaire.**

Pour les travailleurs, les travailleuses et la jeunesse aussi, le signal doit être clair : **il est hors de question d'attendre un référendum** dont la question sera forcément biaisée, avec plusieurs semaines de propagande

médiatique et un chantage odieux pour faire accepter le plan d'austérité aux électeurs déboussolés en leur disant : il faut voter « oui » ou ce sera le chaos. **La crise politique exacerbée par l'annonce de Papandréou est le moment ou jamais pour réaliser la grève générale, faire chuter le gouvernement Papandréou tout en interdisant un retour de la droite au pouvoir, pour imposer un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations !** Il s'agit d'imposer cette solution aux directions syndicales, aux réformistes et aux staliniens du KKE, en les obligeant à rompre avec leur logique légaliste, institutionnelle et électoraliste ou en les démettant de leurs mandats s'ils refusent. La classe ouvrière grecque fait tourner le pays, elle a déjà montré qu'elle pouvait le paralyser : elle détient entre ses mains les clés de la situation. Le niveau désormais atteint par l'auto-activité des masses pose concrètement la question décisive de mettre en place dans tout le pays des comités auto-organisés qui élaborent une véritable alternative politique en se fédérant à tous les niveaux, en dynamisant et dirigeant la résistance et en défendant un programme de rupture avec le FMI, l'UE, les banques et les trusts capitalistes. Les révolutionnaires et notamment les différents groupes qui se revendiquent du trotskysme doivent convaincre que seul un gouvernement des travailleurs eux-mêmes pourra mettre en œuvre un tel programme. Pour cela, ils doivent se regrouper immédiatement, au-delà de leurs divergences, en en discutant collectivement, pour former un parti révolutionnaire unifié et pluraliste avec un congrès constituant ouvert à toutes et tous les militants

de l'avant-garde grecque indépendants des réformistes et du KKE et qui cherchent une alternative en termes de pouvoir des travailleurs.

Les travailleurs conscients d'Europe et du monde sont solidaires du peuple grec. **Il s'agit de se mobiliser pour suivre de près ces événements d'importance mondiale et soutenir par tous les moyens les mobilisations des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse de Grèce.** C'est d'autant plus vrai en France, où nous luttons contre Sarkozy, qui est l'un des principaux ennemis impérialistes du peuple grec, tout en combattant la fausse « alternative » de Hollande, le Papandréou français.

Cela implique de **proposer dans les plus brefs délais aux partis du mouvement ouvrier et aux syndicats une manifestation de soutien pour dire : ce n'est pas à Sarkozy de décider à la place du peuple grec !** À bas le plan d'austérité ignoble imposé aux travailleurs grecs ! À bas le budget d'austérité de Sarkozy contre les travailleurs et les jeunes en France aussi !

Nous y développerions bien sûr également nos propres mots d'ordre : travailleurs et jeunes de toute l'Europe, suivons l'exemple de nos camarades grecs ! Soulevons-nous contre les gouvernements à la botte des banquiers et des patrons ! Ils sont une poignée et nous sommes des millions : pour imposer nos solutions, imposons notre gouvernement, celui des travailleurs !

Paris, le 2 novembre 2011

Grèce : la bourgeoisie grecque peut dire merci aux bureaucrates et aux réformistes

L'intensité de la lutte de classe...

Le gouvernement grec a perdu la main. Même si les bureaucraties syndicales ont jusqu'ici réussi à empêcher la montée vers la grève générale (canalisant la colère des travailleurs dans des journées d'action), le gouvernement est impuissant face au grand mouvement de désobéissance qui empêche que les mesures votées soient pleinement exécutées. De nombreux collectifs « on ne paie pas » ont été montés ces derniers mois et bloquent la rentrée des recettes fiscales : blocages de péages d'autoroutes, commandos dans les hôpitaux pour inciter les patients à ne pas payer le forfait de 5€ dû à chaque consultation, etc. Les inspecteurs du fisc pratiquent une grève du zèle qui ralentit la perception des impôts.

Dernier exemple en date : une taxe immobilière a été créée il y a quelques semaines. Elle doit toucher 70% des Grecs (propriétaires de leur maison) et devait rapporter 2,1 milliards d'€ d'ici fin 2012. En l'absence de cadastre, c'est le DEH (l'EDF grec) qui a été chargé de sa collecte *via* la facture d'électricité, avec la menace de couper le courant aux récalcitrants. Mais le puissant syndicat des électriciens a décidé de suspendre les coupures d'électricité et a occupé le centre informatique de DEH d'où doivent partir les factures. D'ores et déjà, la troïka (Commission européenne-BCE-FMI) ne mise plus que sur une recette d'1,2 milliard pour cette nouvelle taxe (contre 2,1 prévus).

Avant les deux jours de « grève générale » des 19 et 20 octobre, on avait assisté à une montée en puissance et une radicalisation des grèves sectorielles¹. Notamment une

grève des éboueurs, que le gouvernement a cherché à mater en ayant recours à une entreprise privée, mais les grévistes ont été jusqu'à brûler les camions de cette entreprise. L'armée est ensuite intervenue pour nettoyer les rues.



Sous la pression des travailleurs, les bureaucraties syndicales (celle du privé : GSEE, celle du public : ADEDY) ont transformé leur appel à la « grève générale » de 24h en un appel à une « grève générale » de 48h. Mais elles persistent dans leur stratégie de journées d'action dispersées, qui permettent de laisser exprimer la colère des travailleurs, tout en la canalisant et en sauvant la mise au gouvernement. Cependant, l'auto-organisation se développe depuis quelques semaines, avec la multiplication de comités de lutte, qui organisent des occupations, des AG de quartiers, etc. Mais aucune force politique n'est pour l'instant capable de centraliser cette auto-organisation, ce qui serait nécessaire pour que la direction de la mobilisation échappe aux bureaucraties.

... contraint la bourgeoisie à acter un défaut important de la dette grecque et plonge le pays dans une crise politique aiguë

Le constant d'échec du gouvernement grec est sans appel et il a été dressé par la troïka. Ainsi, les membres européens de la troïka ont rendu un rapport alarmant² sur la situation. Selon ce rapport, l'application des mesures de discipline fiscale a été « défailante » et les réformes structurelles engagées avancent à un rythme trop lent : « *L'application décidée des réformes structurelles et la remise en cause des positions acquises exigent non seulement la cohésion de l'ensemble du gouvernement mais aussi un consensus entre les principales forces politiques.* » La situation est telle que les bourgeoisies européennes ont dû se résigner à acter une décote de 50% (soit environ 100 milliards d'€) de la dette publique grecque détenue par les

¹ On pourra consulter un site en anglais qui liste et actualise ces grèves : <http://livinggreece.gr/strikes/>

² <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0201705526191-grece-les-membres-europeens-de-la-troika-rendent-un-projet-de-rapport-auton-alarmant-237029.php?xtor=RSS-2053>

créanciers privés. C'est un coup dur qu'ils vont s'efforcer de faire payer aux travailleurs des autres pays.

Quelques informations sur la structure économique et sociale de la Grèce

La Grèce est un pays de plus de 11 millions d'habitants, qui comprend deux grandes agglomérations : Athènes (4 millions) et Thessalonique (1 million).

Même si la production agricole est en baisse constante, les agriculteurs composent plus de 12% de la population active (3% en France). Les exploitations agricoles sont de petite taille et peu compétitives ; la viticulture est sinistrée et le pays est désormais importateur net de produits laitiers et de viande.

L'industrie est peu développée et en perte de vitesse (par exemple les chantiers navals procuraient environ 15 000 emplois directs en 1985 contre moins de 3 000 aujourd'hui), d'où l'important déficit commercial (les produits industriels s'exportent, contrairement à la plupart des services). Elle regroupe 18% de la main-d'œuvre (22% en France et 33% en Allemagne).

Les services regroupent le reste de la population active (70%). Le principal point fort est le secteur du tourisme, qui représente 15% du PIB. Avec la baisse des salaires et la mise sous tutelle de la Grèce, ce secteur pourrait prospérer et transformer la Grèce en zoo pour touristes.

La part des salariés dans la population active est très faible : 63,7% (contre 88% pour la France), en raison du grand nombre de petites exploitations agricoles, de petits commerces, d'installations artisanales (à main-d'œuvre familiale).

Le gouvernement Papandréou a un problème de légitimité : les intentions de vote pour le PASOK ont plongé à 22,5% en octobre¹, sans que cela profite au principal parti bourgeois d'opposition, la « Nouvelle démocratie », qui plafonne à 31,5%. Alors que le premier ministre Papandréou supplie

l'opposition de droite de former avec lui un gouvernement d'union nationale, cette dernière refuse, de peur de perdre le soutien qu'il lui reste auprès de la population. Le discrédit des partis de gouvernement (tout juste majoritaires dans les sondages), qui conduit un Grec sur deux à répondre aux sondages qu'il s'abstiendrait en cas d'élections, profite aux forces qui se situent à gauche du PASOK (elles cumulent environ 25% des intentions de vote, les deux principales composantes étant le parti stalinien KKE et la coalition réformiste Syriza) et à l'extrême droite (9% pour le parti LAOS). De façon significative, les deux personnalités les plus populaires sont les dirigeants de Syriza et du LAOS. Pour sortir de la crise politique, trois ministres importants (soutenus par le ministre des Finances Venizelos), ont publié un article appelant le peuple à suivre loyalement les politiques agréées par le FMI et à établir le consentement de la majorité silencieuse contre la soi-disant minorité bruyante qui perturbe le fonctionnement politique du pays. Ces politiciens se font le porte voix d'un secteur important de la bourgeoisie qui pensent de plus en plus à issue autoritaire et anti-démocratique.



Le dirigeant du LAOS (Karatzafervis)

La situation est pré-révolutionnaire : le pays s'enfonce dans la crise, le gouvernement a perdu la main et l'auto-activité des masses se développe malgré l'immense obstacle que constituent les bureaucraties syndicales et les chefs réformistes. Toutefois, une grande partie de la population est désespérée et ne conçoit pas qu'il puisse y avoir une alternative. Pour que la situation devienne révolutionnaire, il faut que l'auto-organisation des masses et la volonté d'une alternative de pouvoir opèrent un saut qualitatif. C'est pourquoi il est crucial qu'émerge une

direction révolutionnaire capable de disputer l'hégémonie aux lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. C'est à cette condition que les masses pourront être convaincues de la nécessité de mettre en place leur propre gouvernement, seul capable de mettre fin à la barbarie d'un système qui les écrase.

Deux jours de « grève générale » contre un plan d'austérité odieux

Depuis près de deux ans, les plans d'austérité se succèdent en Grèce, chacun étant plus odieux et brutal que le précédent. Le dernier plan a été exigé par la troïka comme condition pour le versement d'une nouvelle tranche de 8 milliards du plan « d'aide » de 110 milliards d'euros de mai 2010. Les principales mesures de ce plan sont les suivantes :

- Nouvelle grille de salaire dans la fonction publique qui devrait déboucher sur une baisse des salaires des fonctionnaires d'environ 25% (venant s'ajouter à une baisse de salaires de 20% en 2010) ;

- Mise en réserve de 30 000 fonctionnaires (qui toucheront 60% de leur salaire) et qui ont un an pour trouver un autre emploi, sous peine d'être licenciés ;

- Abaissement du seuil d'imposition à 5 000€ annuel (contre 8 000€ aujourd'hui) ;

- Gel de toutes les conventions collectives, ce qui va permettre au patronat de baisser drastiquement les salaires dans le privé.

Mercredi 19 octobre, la grève a été presque totale. La participation du privé a été très forte, avec un grand nombre de petits magasins² et de petites entreprises fermés. De 70 000 (selon la police) à plus de 200 000 personnes (selon les syndicats) ont manifesté à Athènes

² Les envoyés spéciaux du POI à Athènes indiquent que plusieurs magasins avaient affiché le texte : « Nous fermons aujourd'hui pour ne pas fermer pour toujours » (Informations ouvrières, semaine du 27 octobre au 2 novembre, http://www.luttedeclasses.org/tribune/I0172_2.pdf).

¹ <http://www.publicissue.gr/>

nes. Dans tout le pays, ce sont 125 000 personnes qui ont manifesté d'après la police, des centaines de milliers selon les syndicats. Ce furent les plus grosses manifestations depuis la chute de la dictature en 1973. À Athènes, selon la police, les cortèges se partageaient en trois tiers : un tiers derrière les bureaucraties syndicales (GSEE et ADEDY) liées au PASOK, un tiers derrière le front syndical (PAME) dirigé par le KKE (PC grec) et un tiers derrière les divers groupes de la « gauche radicale » (Syriza, extrême gauche, anarchistes). Lors de la manifestation, des centaines de personnes (pas seulement des jeunes anarchistes, mais aussi des chauffeurs de taxi ou des syndiqués quinquagénaires) ont affronté la police.



Athènes, manifestation le 19 octobre

Jeudi 20 octobre, les manifestations ont regroupé à peine moins de manifestants que la veille. La journée a été marquée par les affrontements entre le service d'ordre du PAME (regroupement syndical dirigé par le KKE) et de jeunes anarchistes, ainsi que par la mort d'un syndicaliste du PAME. Le soir, 153 des 154 députés socialistes – sur un parlement de 300 élus – ont voté en faveur de tous les articles de cette loi. Une seule députée du PASOK a refusé d'approuver l'une des principales dispositions du projet (suspension des conventions collectives), l'ancienne ministre du Travail, Louka Katseli. Elle a été immédiatement exclue du groupe socialiste au parlement.

Autres mobilisations en Europe face à la crise

Au Portugal, alors que le gouvernement met en place un plan d'austérité très sévère (baisse des salaires des fonctionnaires de 20% avec la suppression des 13^e et 14^e mois, hausse des taxes, baisse des pensions, etc.), la bureaucratie syndicale se contente d'appeler à une journée de grève... le 24 novembre, un an exactement après leur dernier appel à la grève !

En Italie, il y a eu des manifestations très importantes (environ 200 000 à Rome), émaillées d'affrontements avec la police, le 15 octobre dernier, jour de mobilisation internationale des « indignés ». Berlusconi vient d'annoncer de nouvelles attaques contre les travailleurs sur injonction de Merkel et Sarkozy : recul de l'âge de départ à 67 ans, 5 milliards de privatisation, réforme du marché du travail.

En Espagne, il y a eu des manifestations gigantesques dans les principales villes du pays (500 000 à Madrid et 400 000 à Barcelone selon les organisateurs) le 15 octobre. Alors que les allocations chômage ont été limitées à un an, des centaines de milliers de chômeurs risquent de se retrouver sans ressources dans les mois qui viennent.

Le KKE protège le parlement bourgeois de la colère des travailleurs

Sur certains points, l'analyse et l'orientation du KKE sont pertinents. Le KKE se prononce pour la répudiation de l'ensemble de la dette publique et critique les organisations réformistes qui distinguent une partie « légitime » et une partie « illégitime » de la dette. Il dénonce également ceux qui veulent réformer les institutions européennes¹.

¹ « Les positions de Synapsismos [principale composante de Syriza] et du Parti de la gauche européenne (PGE) [qui regroupe les principaux partis "communistes" européens] concernant la division de la dette publique entre une

Le KKE dénonce ceux qui font croire que la seule sortie de l'euro permettrait de résoudre la crise dans l'intérêt des travailleurs, imputant à tort (par sectarisme et anti-trotskyisme primaire) cette position à Antarsya² (coalition d'extrême gauche).

partie légitime et une autre illégitime ainsi que sur la possibilité d'une transformation de l'UE dans les intérêts du peuple sont lourdement erronées. Ces positions laissent la porte ouverte à ce que le peuple paye la crise et la plus grosse partie de la dette publique "légitime" dont il n'est aucunement responsable. Les positions concernant une transformation dans les intérêts du peuple de l'UE et une fédération européenne dissimulent le contenu de classe qui est objectivement celui de l'alliance inter-étatique impérialiste qu'est l'UE. Indépendamment de la forme que l'UE prendra, sa stratégie réactionnaire contre les travailleurs et son engagement dans les interventions et guerres impérialistes ne changeront pas. » (<http://fr.kke.gr/news/news2011/2011-09-20-crise>)

² « Diverses fractions de Syriza et d'Antarsya défendent la sortie de la zone euro et l'annulation de la dette, en laissant intact le pouvoir du capital, comme une solution favorable au peuple et un point d'appui pour un rassemblement anti-capitaliste. En outre, certaines forces "nationales-patriotiques" parlent de laisser tomber la zone euro et de rester dans l'UE. Ainsi, la hausse de la dette publique et l'entrée dans la zone euro sont présentées de façon trompeuse comme les principales causes de l'offensive contre le peuple. Or, la casse des droits des travailleurs à la fois dans les États de la zone euro, tels que la Suède et la Grande-Bretagne, et dans une Allemagne qui n'est pourtant pas lourdement endettée prouve que le principal responsable est la voie capitaliste de développement dans son ensemble. La ligne de lutte que le courant opportuniste défend est en fait une forme alternative de gestion dans le cadre du système, ce qui – dans le meilleur des cas – peut contribuer à une relance temporaire de la rentabilité capitaliste. Néanmoins, même si la restauration d'un taux de croissance capitaliste plus élevé est réalisée, cela n'ira pas de pair avec l'amélioration des conditions populaires, mais cela ira au contraire contre elles. Les exemples de l'Argentine et de l'Équateur prouvent que la cessation des paiements et la dévaluation monétaire ont été suivis de nouveaux sacrifices pour les

Le KKE met en avant la perspective du socialisme (« *La solution pour les travailleurs, ce n'est pas un retour au passé, au protectionnisme de l'économie capitalisme au niveau national mais avancer vers le pouvoir populaire, le socialisme* ») et la nécessité de sortir de l'UE et d'annuler l'ensemble de la dette. Cependant, il maintient le flou sur la nature de ce « pouvoir populaire », se gardant bien de dire qu'il peut s'agir seulement d'un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie.



Service d'ordre du KKE

Si certaines positions du KKE peuvent paraître séduisantes, la politique d'une organisation doit se juger sur sa pratique. Sur ce terrain-là, la nature du KKE ne fait aucun doute : il s'agit d'une organisation typiquement stalinienne qui défend l'ordre bourgeois, s'oppose à l'auto-organisation de la classe et défend la tactique des journées d'action contre la perspective de la grève générale. Malgré un langage anticapitaliste radical, le KKE est hostile au programme de la révolution ouvrière pour renverser le capitalisme grec. Il a même été jusqu'à participer à un gouvernement bourgeois avec la droite en 1989 !

Depuis des mois, le KKE appelle à des élections anticipées, faisant croire par là même qu'il pourrait y avoir une solution dans le cadre des institutions actuelles, alors même que le rejet du système politique est tel qu'un électeur sur deux annonce son intention de s'abstenir en cas d'élections.

Quelques jours avant les deux jours de « grève générale », le KKE

travailleurs afin de renforcer la compétitivité de l'économie et de stimuler les exportations. »

avait clairement annoncé ses intentions : « *Je tiens à préciser les points suivants: l'encercllement et le blocus du Parlement qui a été décidée par les syndicats et les autres organisations, une décision que nous soutenons, n'a rien à voir avec le fait d'empêcher des députés d'entrer au Parlement. Il a un seul but : faire qu'autant de députés possibles votent contre le projet de loi. C'est ce qui nous intéresse. Parce que si cette loi est adoptée, il y en aura d'autres. Parce que nous voulons empêcher le désespoir populaire par tous les moyens. C'est le rôle du blocus du parlement. Pour former la plus grande majorité possible pour le "NON". Et de cette façon la chute du gouvernement sera le résultat de la pression du peuple* »¹.

Autrement dit, le KKE annonçait son intention d'encercler le parlement tout en disant clairement que son but n'était pas d'empêcher le vote, et encore moins de marcher sur le parlement, mais de faire pression symboliquement de l'extérieur sur les députés. Il faisait croire que cela pouvait permettre d'obtenir qu'une majorité vote contre le plan d'austérité, voire de faire chuter le gouvernement !

Alors que, le 19 octobre, il s'en est fallu de peu que l'assaut des manifestants sur le parlement franchisse les barrages policiers, le service d'ordre du KKE (casqué et armé de battes de base-ball) a effectivement entouré le parlement le 20 octobre et a empêché une masse de jeunes révoltés (soutenus par de moins jeunes) d'arriver au parlement. Les affrontements ont été très durs et de jeunes anarchistes ont voulu atteindre le Parlement et donc tenté de percer le cordon des nervis staliniens (notamment en envoyant des bombes incendiaires). Dans un communiqué du jeudi 20 octobre au soir², le KKE a stigmatisé les « anarcho-fascistes »³ tout en

n'offrant aucune perspective aux travailleurs après ces deux jours de grève. Dans une déclaration le 21 octobre⁴, les staliniens attribuaient la mort du manifestant du PAME aux anarchistes alors que le rapport de l'hôpital indique bien que le manifestant est mort d'un arrêt cardiaque provoqué par l'inhalation du gaz envoyé par les flics.

Il est clair que les staliniens ont sauvé la mise au gouvernement. Le *Guardian* écrit ainsi : « *Si les militants du parti communiste, immensément disciplinés, n'avaient pas formé une chaîne humaine autour du Parlement, il est probable que la masse humaine bouillonnante aurait tenté de prendre d'assaut le bâtiment dès le début* »⁵. Non seulement ils n'ont pas cherché à marcher sur le parlement, mais ils ont collaboré étroitement avec la police (allant jusqu'à leur livrer des manifestants) pour éviter tout débordement. L'assemblée populaire de Syntagma du 21 octobre a ainsi déclaré qu'« *ils [KKE] ont assuré la bonne garde du parlement et, au lieu de l'encercler, ont agi encore plus sauvagement que la police, brisant des crânes et livrant des manifestants aux forces de répression* »⁶.



symbole de la lutte contre la dictature.

⁴ <http://inter.kke.gr/News/news2011/2011-10-21-murdenous-attach>

⁵ <http://www.guardian.co.uk/business/blog/2011/oct/19/european-debt-crisis-shares-rally>

⁶ <http://www.ventlibertaire33.com/artic-le-resolution-de-l-assemblee-populaire-de-la-place-syntagma-87163165.html>

¹ <http://inter.kke.gr/News/news2011/2011-10-18-apergiai> (traduit par nous).

² <http://inter.kke.gr/News/news2011/2011-10-202mera/>

³ Déjà en 1973, le KKE dénonçait comme « provocateurs » les étudiants qui occupaient l'école polytechnique,

L'adaptation des principaux courants trotskystes aux réformistes et aux staliniens

Position de la Tendance Marxiste Internationale (La Riposte en France, courant de gauche du PCF)

Dans un texte du 17 octobre¹, la direction de la Tendance Marxiste Internationale (TMI) déclare que la situation est sur le point de devenir révolutionnaire, mais affiche ses illusions à l'égard du KKE, en faisant croire qu'il aurait abandonné ses appels à des élections anticipées et que sa décision d'encercler le parlement est un acte fort contre le gouvernement, alors qu'il s'agit de protéger le parlement de l'assaut des travailleurs².

Certes, le 20 octobre, la TMI dresse lucidement le bilan des deux jours de grève : critique des réformistes qui « refusent de soutenir et d'organiser une escalade de la lutte jusqu'à la grève politique » et nécessité d'une direction révolutionnaire « pour transformer cette vague massive de protestation en un mouvement révolutionnaire victorieux ». Et la TMI avance des perspectives intéressantes pour les

¹ <http://www.marxist.com/greece-situation-becoming-revolutionary.htm>

² « La direction stalinienne du KKE pour la première fois, et après la pression des travailleurs, a abandonné ses appels à des élections anticipées et a, au contraire, décidé d'organiser un encerclement spectaculaire sur le bâtiment du Parlement ce jeudi. L'occupation de la zone en face du bâtiment du Parlement que nous avons vu au cours de l'été à l'initiative de l'Assemblée populaire de la place Syntagma avait un caractère spontané et amateur. Un encerclement organisé par le PAME (fraction du KKE à l'intérieur des syndicats) et le KKE sera totalement différente. Il sera organisé avec la participation de "bataillons lourds" de la classe ouvrière, les ouvriers du bâtiment, les ouvriers des chantiers navals, etc. Cela signifie que le conflit cette fois-ci impliquera un nombre beaucoup plus grand et sera également beaucoup plus organisé. »

travailleurs : « L'étape suivante, naturelle et nécessaire après cette puissante grève de 48 heures de grève générale, est d'aller vers une grève générale politique, organisée par les syndicats, avec l'élection de comités de grève sur chaque lieu de travail et la mise en place des piquets de grève, d'escadrons de défense, de fonds de grève, de soupes populaires et aussi l'élection d'un comité central de grève à l'échelle nationale avec des représentants des confédérations syndicales et des fédérations, des comités de grève et de ceux des lieux de travail où il n'y a pas de structure syndicale organisée. L'objectif devrait être la suppression immédiate de ce gouvernement, de la troïka qui est derrière lui, et l'élection d'un gouvernement qui s'engage à réaliser les demandes du mouvement, annuler la dette et instituer une économie socialiste, démocratiquement planifiée, à mettre un terme à ce système capitaliste pourri et à mettre en mouvement la transformation socialiste de la société comme une étape vers la victoire du socialisme en Europe et dans le monde. »



Alan Woods (principal dirigeant de la TMI) avec Hugo Chavez)

Mais l'incroyable apologie de l'attitude du KKE le 20 octobre réduit à néant les déclarations d'intention. Le 22 octobre, la TMI dresse des lauriers à la direction du KKE en affirmant que « les forces organisées du PAME, elles-mêmes basées sur les meilleures traditions du mouvement ouvrier, ont courageusement fait face à des provocateurs et les hooligans »³.

³ <http://www.marxist.com/greece-fist-death-millions-in-struggle.htm>

Position du Comité pour une Internationale Ouvrière (Gauche Révolutionnaire en France, courant de gauche du NPA)

Le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) et son groupe Xekinima en Grèce jouent les « monsieur plus » : au lieu d'affronter les directions réformistes, ils leur demandent de multiplier les grèves de 48h (jusqu'à épuisement des travailleurs ?)⁴. De façon scandaleuse, le CIO se contente de relater les affrontements entre le service d'ordre du KKE et les « anarchistes », sans prendre position. On peut d'ailleurs comprendre que le cœur penche du côté du KKE puisque les anarchistes sont mis dans le même sac que les « agents provocateurs » (quand sont relatés les affrontements avec la police).

Position de la Ligue pour la Cinquième Internationale

La Ligue pour la Cinquième Internationale critique l'attitude du KKE, mais considère que ceux qui les ont attaqués l'ont fait de façon disproportionnée : « Bien que le KKE se considère comme un "propriétaire" du mouvement et que de nombreux manifestants fussent en colère contre leur blocus devant le Parlement, il ne peut y avoir aucune excuse morale et politique pour les anarchistes qui ont attaqué les communistes avec des bombes incendiaires et des pierres. Le sang n'est pas de l'eau, les êtres humains ne sont pas remplaçables. »⁵ C'est une position moraliste qui fait l'impasse sur le fond politique : si on considère l'attitude du KKE comme contre-révolutionnaire, nous ne pouvons qu'être solidaires des anarchistes face aux staliniens protégeant le parlement.

⁴ <http://www.socialistworld.net/doc/5360>

⁵ <http://www.fifthinternational.org/content/greece-october-20-second-day-48h-general-strike-clashes-between-demonstrators> (traduit par nous)



Aleka Papariga, dirigeante du KKE

Cela ne signifie pas qu'il était tactiquement juste d'attaquer le service d'ordre du KKE. Pour cela, il aurait fallu réunir deux conditions : que la masse des travailleurs souhaite en découdre avec le SO stalinien et qu'une auto-organisation suffisamment développée puisse l'affronter efficacement. Mais cela supposait tout un développement de la conscience politique et de l'expérience par les masses de ce que sont réellement les directions syndicales réformistes et les staliniens du KKE. On n'en est encore loin malgré la radicalisation et les progrès de l'auto-activité. En l'absence d'organisation révolutionnaire capable d'organiser un secteur important de la jeunesse et des travailleurs, les conditions ne sont pas encore réunies pour vaincre politiquement — et, le cas échéant, par la force — les réformistes et les staliniens. C'est pourquoi la décision des anarchistes était aventuriste.



Banderole déployée par le KKE

Lutte ouvrière est « solidaire »

Lutte ouvrière se contente d'afficher son soutien à la mobilisation, mais, comme à son habitude, ne propose aucune perspective¹. Elle dit seulement que « les travailleurs grecs ont mille fois raison de refuser de payer une crise dont ils ne sont pas responsables ». Pas un mot sur le rôle des réformistes et des staliniens !

Le POI dénonce les groupes de « provocateurs » mais couvrent les bureaucraties syndicales

Dans *Informations ouvrières*, les envoyés spéciaux du POI relatent les deux jours de grève. C'est intéressant, factuel, mais aucune critique de la politique des directions syndicales n'est proposée aux lecteurs. Pire, les anarchistes qui ont attaqué le service d'ordre du KKE sont traités de « groupes de provocateurs ».

Le POI nous informe que, après la grève de 48h, les dirigeants de la GSEE ont indiqué : « Nous envisageons une opposition sur le long terme, pour nous assurer que les coupes budgétaires imposées par nos créanciers ne seront pas appliquées. » Autrement dit, ces bureaucrates renoncent à appeler à la grève générale et déclarent fièrement leur volonté de laisser pourrir le mouvement. Cela laisse stoïque le POI, qui n'a aucune politique à proposer.

Position d'Antarsya

Antarsya est une coalition d'extrême gauche qui regroupe notamment la section du « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale » (OKDE Spartakos) et la section de la Tendence socialiste internationale (SEK) liée au SWP britannique. De façon correcte, les dirigeants de l'OKDE (position relayée par le NPA, qui n'a pas fait de communiqué ou d'article propre) critiquent la tactique des journées

¹ <http://www.lutte-ouvriere.org/notre-actualite/communiqués-44/article/vive-la-lutte-des-travailleurs-17232>

d'action et mettent en avant la nécessité d'une grève générale qui bloque le pays :

« Mais au soir du 19, la seule question à se poser était la suivante : vaut-il mieux refaire une deuxième journée calquée sur la première (l'argument étant d'encercler le Parlement avant son vote de nouvelles mesures assassines) ou décider de bloquer le pays par la grève reconductible et auto-organisée (la fermeture des magasins induisant l'idée du ravitaillement en cas de grève durable) ? Mais telle n'était évidemment pas la volonté des bureaucraties syndicales ou de PAME ! »²



Banderole de l'OKDE le 19 octobre

Ils critiquent également l'attitude du KKE lors de la journée du 20 octobre : « Il est sûr que l'attitude du KKE en garant de la démocratie bourgeoise ne pouvait que faire réagir bien des manifestantEs qui aimeraient justement faire tomber au plus vite cet outrage à la démocratie que représente le gouvernement Papan-dréou. »

De façon très juste, le dernier communiqué de l'OKDE³ met clairement en avant la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour sortir de la crise.

G. L.

² <http://www.npa2009.org/content/gr%C3%A8ce-la-mobilisation-monted%E2%80%99un-cran%E2%80%89>
³ http://okde.org/keimena/OKDE_271011.pdf

Honeywell Conde-sur-Noireau ne doit pas fermer ! Réquisition sans indemnités, ni rachat !

Le 19 octobre, la direction de l'usine d'Honeywell de Conde-sur-Noireau (Calvados) a annoncé lors d'un comité d'entreprise extraordinaire la fermeture du site qu'elle a prévue pour le 30 juin 2013. Ce sont 323 emplois qui vont se retrouver sur le pavé.

Le groupe Honeywell est bénéficiaire et a réalisé un chiffre d'affaires de 33 milliards de dollars en 2010 contre 30,4 milliards en 2009. (860 millions de dollars au 3^{ème} trimestre 2011). Le groupe emploie 120 000 personnes dans le monde dont 3 650 sur 30 sites en France.



Usine à hauts risques sanitaires : travail sur fibre cancérigène, interdite en France depuis 1997, elle est installée sur 32 000 m² et a compté jusqu'à 2 600 salariés dans les années 1960. Elle fabriquait des garnitures de frein notamment pour le groupe PSA. Depuis dix ans, elle était sous contrôle du groupe américain Honeywell et les effectifs sont tombés à 323. Le site de Conde-sur-Noireau est un centre de production et de développement pour Honeywell. D'après les chiffres de 2009, l'usine produit environ 20 millions de plaquettes de frein par an, et accueille également un centre R&D qui, en moyenne, fabrique 16 000 prototypes de plaquettes par an, et mets au point 150 formules. Il réalise environ 750 essais sur les 4 bancs dynamométriques et une centaine d'essais bruits. En dépit de ce que peut annoncer la direction, Conde est donc parfaitement viable tant par son savoir-faire que par la technologie présente mais la page semble tournée.

L'usine Honeywell de Conde-sur-Noireau (Calvados) va fermer en 2013

L'annonce a été faite ce 25 octobre, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire. Sonnée, abasourdie, l'intersyndicale (CGT, FO, CFDT, CGC) n'avait pas imaginé cette issue brutale. Pour FO « On s'attendait à un plan social. La direction nous dit que l'on n'a plus le bon process, que l'usine est vieillissante et à moitié vide. Mais, ce sont nos dirigeants qui ont fait toutes ces erreurs depuis dix ans et ils nous le font payer ». « On prend une claqué » déclare un représentant CGT

Elle a fait l'effet d'une bombe tant l'impact va être grand économiquement et socialement pour une petite commune de 5 600 habitants puisqu'il est le 3^e employeur. Honeywell impactera aussi lourdement le bassin d'emploi déjà mis à mal par la restructuration de Faurecia¹, ce qui fait dire à la présidente de l'union des commerçants, Sandrine Oudard, que « Honeywell fait partie de l'histoire de la ville ». Pour FO, c'est une « vraie catastrophe pour le bassin d'emploi de Conde-sur-Noireau ».

Mais aujourd'hui, la direction de l'entreprise juge que le site n'est plus compétitif. Selon François Serizay, le directeur des relations sociales du site : « les causes de cette décision sont multiples » ; « Conde-sur-Noireau enregistre des pertes depuis cinq ans, avec un déficit cumulé de 15 millions d'euros dont 7 millions sur 2011 ». Mais nous « regarderons avec beaucoup d'attention les propositions qui seront faites, bien que la technologie ne réponde plus aux attentes des clients, et que donc il se trouve au-

jourd'hui obsolète. Économiquement et commercialement, il n'est plus viable. Il faudrait que les collectivités débloquent 100 millions d'euros pour remettre le site aux normes ». Voilà leur morale.

Mais les causes de cette fermeture sont d'une toute autre nature

Pour ces capitalistes avides de rentabilité et de dividendes pour leurs actionnaires, la solution consiste à aller s'installer en Roumanie « pour accompagner la croissance importante des pays de l'Est ». Une nouvelle usine de plaquettes de freins est en chantier en Roumanie avec tout ce qui se fait de plus moderne en la matière. Sans compter une main d'œuvre bon marché, les investissements sont déjà réalisés, avec le soutien de l'Union Européenne. Alors la vieille usine dépassée de Conde...

Un aveu dont le cynisme et l'arrogance n'ont d'égal que du peu de cas qu'ils font des travailleurs et de leur famille. Pour aggraver encore la situation avant la fermeture, les travailleurs seront mis en chômage partiel jusqu'à la fin de l'année.

Premières ripostes des travailleurs

Dès le 20 octobre, lors de sa rentrée plénière le conseil général a reçu la visite d'une délégation de représentants syndicaux et de salariés. Comme les élus locaux, il s'est dit mobilisé « pour sauver les emplois avec le déblocage de subventions pour réorienter le groupe américain sur le site ».

Pour un élu municipal, c'est « une catastrophe, pour les salariés, pour notre ville, pour l'intercommunalité qui touchait 1,2 million d'euros par Honeywell comme taxe profes-

¹ Voir notre article « Connaître et comprendre pour mieux résister: voyage dans l'univers Faurecia » <http://tendanceclaire.npa.free.fr/c contenu/autre/artpdf-283.pdf>

sionnelle ». Dans les prochains jours, d'après leurs dires, des élus locaux vont tenter de reprendre la main face à la direction. L'initiative a néanmoins peu de chance d'aboutir. « *Je n'y crois pas, estime François Serizay. Il faudrait que les collectivités débloquent 100 millions d'euros pour remettre le site aux normes* ».

Une table ronde s'est tenue le 25 octobre avec le préfet, les représentants du personnel, les dirigeants de la société, les élus. Pour mettre la pression sur ces « décideurs », la ville a été déclaré « ville morte » ; en signe de solidarité, les commerçants avaient baissé leur rideau de 15h à 16h, conscients de l'impact qu'aurait la fermeture de *Honeywell*. Un rassemblement des travailleurs du bassin a eu lieu également devant la préfecture. Si la fermeture est confirmée « *ce serait une des plus grandes catastrophes économiques de la région depuis la fermeture de Moulinex en novembre 2001* » tonne un élu municipal.

Les premières négociations sociales sont prévues pour le 26 octobre. Les syndicats ont d'ores et déjà annoncé être « prêts à mener des actions pour garantir la survie du site et les 323 emplois ». Pour FO, « *C'est trop facile d'acheter un site, de le laisser crever à petit feu et de gratter ce qu'il y a et de nous laisser sur le carreau. On se battra jusqu'au bout* ».

Report du comité d'établissement

Honeywell souhaitait aller vite dans la liquidation du site et avait donc prévue une réunion du CE qui devait lancer la procédure du Plan de Sauvegarde de l'emploi (PSE) le 26/10 avec l'étude des raisons économiques de la fermeture du site le 30 juin 2013. Suite à la table ronde du 25/10 qui a vu la mise en place d'un groupe de travail afin de rechercher des pistes pour maintenir le site, les élus locaux ont demandé à la direction de *Honeywell* le report de ce CE. Report qui a été accepté ainsi qu'une prochaine réunion le 28/10, ce qui permettrait aux élus locaux de peaufiner leurs

propositions au groupe américain afin de lui proposer un nouveau site, à l'image de l'usine *Faurecia* de Flers où un plan de plus de 28 millions d'€ a permis de soutenir un millier d'emplois. Mais pour les responsables de *Honeywell*, aucune proposition concrète n'a été faite hier, juste des promesses. « *Nous avons accepté de repousser la réunion du Comité d'Établissement initialement prévue demain mercredi et allons rencontrer à nouveau ce vendredi les services du Préfet, les syndicats et les autorités locales afin de s'accorder sur un calendrier de consultation pour les semaines à venir (...)* Nous espérons que ce processus nous permettra d'impliquer les représentants de nos salariés et les pouvoirs publics locaux dans un échange constructif à mesure que nous avancerons dans la discussion », conclut la directrice de la communication d'*Honeywell*.

Propositions plus que discutables des élus

Tous en cœur, les élus de tous bords se disent prêts à sauver les emplois « *avec des aides pour que Honeywell puisse redéployer la production à Condé pour cela les collectivités vont mobiliser des lignes de crédits importantes. Nous serons une opposition frontale et constructive* ».

Si nous nous référons aux estimations du directeur des relations sociales évaluées à 100 millions d'€ pour faire redémarrer l'usine, les élus seraient donc prêts à injecter une telle somme d'argent public pour sauver un capitaliste avide de super-bénéfices et d'hypothétiques emplois qui seraient laissés sans nul doute à l'appréciation d'*Honeywell*. Un tel marchandage serait se plier aux diktats du capitalisme, ce serait lui faire un chèque en blanc avec de l'argent public, ce serait faire payer leur crise à la collectivité alors qu'il y a une multitude de besoins sociaux non satisfaits.

Au lieu de contester les raisons invoquées par la transnationale américaine pour fermer le site, les élus devraient, dans le cadre de leurs res-

ponsabilités et dans le respect des fonds publics dont ils ont la charge, décider avec les organisations syndicales, les travailleurs, la population de réquisitionner l'usine puisque la direction *Honeywell* ne veut pas maintenir le site avec son appareil de production et les emplois qui y sont encore attachés. Un tel geste condamnerait la stratégie d'un groupe qui achète des entreprises, exploite les salariés, laisse périliter le site avant de délocaliser ses productions.

Alors que la santé du groupe est au zénith, il serait crapuleux de ne pas s'affranchir de ce capitalisme prédateur, il serait immoral de faire payer les perdants de cette restructuration. Il y a donc mieux à faire que distribuer l'argent à fond perdu et les travailleurs sont en capacité de le faire. Ils l'ont démontré à de nombreuses reprises leur force et leur détermination. L'histoire de *Honeywell* est traversée de nombreux conflits tant pour la défense de leurs conditions de vie que de travail. Oser poser la réquisition à ce reniement social et humain qu'est la fermeture de l'usine de Condé-sur-Noireau est la seule solution efficace. Si les élus peuvent réellement trouver 100 millions d'euros pour faire les investissements nécessaires à la modernisation de l'usine, alors ils peuvent aussi bien le faire pour une usine sous contrôle ouvrier que pour *Honeywell*. Alors, plutôt que de renflouer une fois de plus le patronat avec l'argent des travailleurs, qui de toute façon recommencera le même chantage dans peu de temps ou partira après avoir empoché les subventions, tous ensemble disons :

• Non à tous les licenciements

• Oui à la réquisition sans indemnités ni rachat sous contrôle des travailleurs

Jean Veymont

Non aux licenciements dans le groupe GPV !

La victoire n'est possible que dans l'unité et la lutte convergente de tous les sites !

Présentation du groupe GPV

Le groupe GPV, installé à Davézieux en Ardèche (enveloppes et emballages postaux), est l'aboutissement de la fusion, dès 1901, de deux entreprises (*Pierre Ponsonnet* et *René Garnier*) et de la filialisation en 1978 de la société *Vuillard*. GPV (Garnier-Ponsonnet-Vuillard) emploie 1 100 salariés en Europe et fabrique 45 millions de ces produits chaque jour pour un chiffre d'affaire de 140 millions d'€ en 2009. Il compte trois sites de production en France : Davézieux (Ardèche) avec 300 salariés, Roanne (Loire) et Saint-Amarin/Schiltigheim (Haut-Rhin) totalisant 575 travailleurs dont 250 personnes à Saint-Amarin et 25 à Schiltigheim.



A la fin des années 1990, GPV veut acquérir une dimension européenne : aussi porte-t-il son offensive sur des unités industrielles qui conjuguent une forte valeur ajoutée technique à une appréciation fine des spécificités commerciales locales notamment en Grande-Bretagne et en Europe de l'Est (Roumanie) ainsi qu'une dizaine de représentations commerciales. Résultat, GPV devient le seul acteur européen spécialisé à intégrer l'ensemble des secteurs d'activité de la correspondance et de l'emballage postal, ce qui le positionne comme leader sur ces marchés.

En 2010, le groupe GPV France a réalisé un chiffre d'affaires net de 120 M€ (millions d'€), le

résultat net affichant une perte de 1,5 M€. En 2009, le chiffre d'affaires avait atteint 132 M€ pour une perte nette de 5,7 M€. C'est le lourd endettement du groupe qui plombe les comptes de l'entreprise puisque, depuis deux ans, le résultat d'exploitation¹ a été positif (800 000 € en 2009, 1 million en 2010).

Le capital du groupe GPV est détenu, à hauteur de 40%, par trois fonds d'investissement du *Crédit mutuel*, ainsi que le fond *Electropar* (ex *Caisse des Dépôts et Consignations*) et *BNP Fortis* (un peu plus de 10%).

Mais le groupe connaît des difficultés financières depuis la crise et le développement d'Internet. Il voit son chiffre d'affaire (CA) en constante diminution ; des centaines de licenciements ont été annoncés en 2010 mais cette variable d'ajustement a été remise au placard pour un temps car le groupe était visé par une enquête de la Commission européenne sur ses pratiques en matière de concurrence. D'après les syndicats, sept inspecteurs de la commission européenne ont effectué, le 14 septembre, une inspection au sein du groupe, avec mise sous scellés de documents administratifs. Cette perquisition visait à faire la lumière sur des soupçons d'entente illicite entre différents groupes spécialisés dans la production d'enveloppes notamment au Danemark, en Suède, en France et en Espagne. Cela visait GPV, *Hamelin* et *Tompla* (avec pour filiale française *La Cou-*

¹ C'est le résultat réalisé par une entreprise à travers l'exploitation habituelle de ses seuls facteurs de production. Il ne prend en compte ni les produits et charges financiers, ni les produits et charges exceptionnels, ni la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, ni les impôts sur les bénéfices.

ronne). Les groupes *Tompla* et *Hamelin-Bong* auraient passé des accords afin de ne pas se concurrencer. Ce secteur industriel est traversé par un vent de concentrations réduisant le nombre d'opérateurs européens de cinq (*Mayer*, *Bong*, *Hamelin*, *Tompla*, GPV) à trois (*Bong-Hamelin*, *Mayer* et *Tompla*). La nouvelle entité *Bong-Hamelin* devenant leader européen avec 350 M€ de chiffre d'affaire devant l'allemand *Mayer* 220 M€.

Les caïmans se mangent entre eux : reprise du groupe par l'allemand Mayer

C'est GPV, dans l'immédiat, qui en fait les frais et est entré dans la spirale judiciaire. Placé en redressement judiciaire en juin dernier, le tribunal de commerce d'Aubenas a désigné le 27 septembre le repreneur : c'est l'allemand *Mayer* leader du marché européen des enveloppes qui a emporté le morceau également convoité par l'espagnol *Tompla*².

L'espagnol *Tompla*, numéro 2 du marché en Europe, souhaitait couper la poire en deux, à savoir garder 105 des 185 salariés de Davézieux et 120 des 239 employés de Saint-Amarin, tout en maintenant 90 des 105 postes administratifs et commerciaux.

Le plan de *Mayer* prévoit de supprimer 270 emplois et de fermer purement et simplement l'usine de Davézieux (et ne garder que 25 commerciaux et administratifs sur 65) et de récupérer certaines machines pour les faire tourner à

² Cf. <http://alsace.france3.fr/info/haute-alsace/gpv-saint-amarin-mayer-choisi-comme-repreneur-70586185.html>

Saint-Amarin où le nombre de salariés ne bougerait pas.

Mayerou Tompla : la peste ou le choléra ! Les travailleurs de tous les sites de GPV sont frappés de plein fouet par ce rachat

Les plans de reprise ont permis de mettre en concurrence donc en opposition les travailleurs des différents sites inquiets sur leur devenir. Cette visée capitaliste aura-t-elle raison de la nécessaire solidarité ouvrière et de la convergence de leur lutte ? Davézieux et Saint-Amarin sont clairement en concurrence. « *On est tous dans le même bateau* », commente Mickaël Corompt, secrétaire du comité d'entreprise et délégué central CGT, pour qui « *aucune des offres ne sauve la totalité des emplois et n'est donc satisfaisante et nous devons parler en termes de solidarité et non de rivalité* ». Mais ces propos masquent mal l'état d'esprit qui anime les différents sites.

Si le Comité central d'entreprise (CCE) s'est prononcé par 7 voix sur 10 pour l'offre de Mayer, qui prévoit la fermeture du site de Davézieux (07) mais qui garderait l'ensemble du personnel de l'usine alsacienne de Saint-Amarin. Sur le Roannais, Mayer conserverait 19 des 34 salariés de la Manufacture roannaise d'enveloppes et 8 des 27 salariés de Lyon Enveloppe, deux sites installés à Mably. L'usine roannaise conserverait pour sa part 23 des 57 emplois actuels. « *Au début, Mayer prévoyait de fermer purement et simplement le site de Roanne. On est parvenu à arracher 23 postes mais il y a quand même 34 personnes qui vont rester sur le carreau* », constate Jean-Luc Devernois, délégué CGT du site roannais.

Quant aux élus locaux et aux responsables syndicaux ardéchois, ils défendaient la moins mauvaise option pour eux, à savoir l'offre de Tompla. Sans enthousiasme cependant. « *Il y a simplement un choix*

qui, localement, est moins pire que l'autre. Mais Tompla, c'est le personnel payé 35 heures au Smic pour 37 heures de travail, des cadences infernales, une flexibilité totale... », dénonce Luigi Tournan, délégué syndical CFDT. Cette option Tompla prévoyait la fermeture des trois sites roannais et de nombreux licenciements à Davézieux et Saint-Amarin. Tel est l'ignoble marchandage dont est victime l'ensemble de travailleurs de GPV et qui a conduit à un affrontement syndical voire des travailleurs lors de l'audience de liquidation judiciaire.

Une délégation d'une centaine de travailleurs venue de Saint-Amarin, sous la bannière CFTC, affichait le 13 septembre une banderole « *Non à Tompla* » qui a déclenché la colère des militants CGT et des travailleurs de Davézieux qui y ont vu là un acte de « *provocation* ». Deux salariés de Saint-Amarin, affirmaient, par exemple, être dans leur bon droit : « *on trouve tout à fait normal que le repreneur se concentre sur notre site car on est l'unité du groupe. Nous, on n'est pas venu pour se battre.* » L'unité affichée au mois de juillet a donc bel et bien volé en éclats, chacun plaidant aujourd'hui pour la sauvegarde de ses emplois.



*Division entre le cortège CFTC et CGT
le 13 septembre à Aubenas*

Réactions des travailleurs de Davézieux

Pour protester, les travailleurs de GPV ont décidé en assemblée générale, le 19/09 de bloquer jour et nuit toutes les portes de leur entreprise : pour faire pression sur les actionnaires, les candidats à la reprise mais surtout pour protéger les stocks et les machines conscients que l'outil de travail leur appartient

et empêcher accessoirement l'entrée des membres de la direction.

Pour Mickaël Corompt, délégué CGT ce que « *nous voulons, c'est le maintien de l'emploi à Davézieux et si nous n'y arrivons pas, nous réclamons des primes supra-légales dignes pour ceux qui seraient licenciés. Nous revendiquons également un délai supplémentaire au tribunal avant de désigner un repreneur car les offres doivent être meilleures, et mettons nos actionnaires dont le Crédit Mutuel face à leurs responsabilités et nous étudions la possibilité d'une SCOP* ».

Si cette déclaration de Mickaël Corompt ouvrait une dynamique de lutte et une perspective de pérenniser les emplois, celle à sa sortie du CCE quelques jours plus tard – « *l'offre Mayer a le désavantage de la suppression des sites industriels de Davézieux et de Roanne, mais deux entrevues ont permis de faire évoluer son offre, avec le maintien d'une unité de production sur Roanne, l'engagement fort et sans équivoque du repreneur dans l'accompagnement des salariés malheureusement licenciés (2 750 000 €), sont les éléments qui ont permis au CCE de se positionner favorablement sur ce projet* » – est gravissime, scandaleuse, démoralisante dans sa stratégie. Comment un militant CGT peut-il souscrire à ce marché de dupes ? Oser mettre en balance la fermeture de deux usines et la mise au chômage des travailleurs qui leur sont attachés sur le carreau et les quelques miettes concédées par le patronat relève de l'inconscience.

La vague de colère des travailleurs déborde dans la rue

Le blocage ininterrompu de leur usine ne suffisait plus à la centaine de travailleurs grévistes les plus combattifs face à la morgue de leur direction qui refuse toujours le dialogue, d'autant que les deux experts annonçaient le statu quo dans leurs tâches pour faire évoluer le conflit. C'est pourquoi, le 21 septembre, ils ont décidé de donner

une autre dimension à leur mouvement de contestation en sortant de leur usine. Ils sont descendus dans la rue, pour exprimer leur colère, leur détermination à sauver leur emploi, pour revendiquer la solidarité ouvrière mais aussi celle de la population du bassin d'Annonay.

Leur cible dans cette démonstration a été bien sûr *Le Crédit Mutuel* de Davézieux premier actionnaire du groupe GPV et donc premier responsable de la restructuration.



Le 21 septembre, après avoir inondé d'enveloppes Davézieux, les grévistes étaient le 23 à la sous-préfecture de Tournon et s'invitaient à l'inauguration de la déchetterie d'Annonay. Le 24, une cinquantaine de travailleurs a manifesté devant une agence du *Crédit mutuel* à Lyon Part-Dieu qui a dû fermer ses portes. « *Le Crédit Mutuel refuse de nous recevoir depuis un an et met en danger par son attitude le site de Davézieux, où les investissements nécessaires n'ont pas été réalisés* », a déclaré Mickaël Corompt, délégué CGT.

Hargneuse, impitoyable, avec la complicité de l'administrateur judiciaire, la direction de GPV a poursuivi son agression contre les travailleurs et leurs élus. Le 24, au matin, des huissiers se sont présentés sur le piquet de grève pour remettre des assignations en justice à quatre élus de la CGT et à un de la CFDT. Les cinq élus ont été assignés en justice par la direction de GPV le 28 septembre, au TGI de Privas pour entrave à la liberté du travail. Le 29 septembre, la justice bourgeoise a ordonné aux salariés de GPV de lever le blocus de l'usine, sous peine d'une astreinte de 500€ par jour d'occupation supplémentaire et par personne.

Comité d'accueil pour l'espagnol Tompla le 27 juillet 2011, à Saint-Amarin

Usine et machines arrêtées, travailleurs en grève... Le message adressé aux représentants du groupe espagnol *Tompla*, candidat à la reprise de GPV, venus visiter le site, était clair. Pour les salariés et leurs représentants du syndicat CFTC, le projet *Tompla* est le plus mauvais scénario possible.

Les travailleurs comprennent d'autant moins que leur usine a connu une très bonne année 2010, avec des bénéfices de plusieurs millions d'euros et que le dépôt de bilan du groupe est une nouvelle catastrophe économique et sociale pour leur vallée et qui aura des répercussions importantes sur de nombreuses entreprises sous-traitantes.

Le site roannais spécialisé dans la fabrication d'enveloppes pré-timbrées ne compte plus aujourd'hui que 51 salariés. Il avait été très durement impacté en 2009 puisque GPV avait supprimé 64 postes sur ce site qui employait 115 salariés à l'époque. L'attentisme semble être de rigueur pour l'instant ; pourtant la fermeture pure et simple du site est programmée par *Tompla*.

Mayer, quant à lui, conserverait quelques emplois au sein de deux filiales installées à Mably. « *À la Manufacture roannaise d'enveloppes, 19 postes sur les 34 actuels seraient maintenus. Et à Lyon enveloppe, 8 postes sur 27 seraient sauvés..... Si on ajoute le site de Roanne, cela fait 98 suppressions de postes sur l'agglomération roannaise* », détaille Jean-Luc Devernois, délégué CGT du site roannais de GPV.

Si les travailleurs roannais préfèrent l'offre allemande, il n'en est pas de même pour ceux du site de Davézieux. Ces derniers privilégient en effet la proposition de *Tompla* qui permettrait de sauvegarder une centaine d'emplois, alors que l'offre

allemande envisage de fermer le site.

Nous voyons au travers cette restructuration comment la direction de GPV est en capacité de jouer la carte de la division des travailleurs, d'autant plus que les directions syndicales sont incapables d'offrir un front unique face à l'agression. Toutes les raisons objectives sont pourtant réunies pour une riposte à la hauteur de l'enjeu mais la subjectivité n'est pas au rendez-vous.

Ce qui pourrait permettre à la direction de passer cette restructuration sans trop de problème surtout que les rumeurs enflent. La dernière serait que si *Mayer* est le reprenneur (et il l'est aujourd'hui) il consentirait à « *laisser certaines machines aux fins d'une création de Scop, qui exploiterait un atelier de repiquage destiné à servir des marchés de proximité* ». Cette hypothétique nouvelle pourrait sauver quelques d'emplois à Davézieux mais ils n'ont que jusqu'au 31 décembre pour le faire...

Pourtant en juillet, colère, déception, amertume, volonté de lutte étaient les sentiments qui animaient tous les travailleurs... C'est ce que ressentent notamment les salariés de Davézieux, lors l'audience de liquidation, en accueillant sous les sifflets, les jets d'enveloppes et même une boîte de bière le président du directoire de GPV Jean de Couéspel



Après le tribunal de commerce le 27 septembre...

Comme le redoutaient les travailleurs de Davézieux, c'est le projet de l'allemand *Mayer* qui a convain-

cu le tribunal de commerce d'Aubenas. Pour le centre de production de Davézieux, la note est salée puisque 185 producteurs et 40 administratifs vont être jetés sur le pavé du Nord-Ardèche qui connaît déjà de graves difficultés économiques. (seuls 25 administratifs sont conservés jusqu'à la fin 2013). En dix ans, le bassin d'Annonay a perdu plus de 2 400 emplois. Dans la Loire, sur le site de Roanne, une vingtaine de postes seront maintenus. En revanche, le repreneur allemand conserve la quasi-totalité des emplois sur St-Amarin..... mais jusqu'en 2013.

Face à cette hécatombe d'emplois et à la colère prévisible des travailleurs de Davézieux, le tribunal de commerce n'a pas rendu sa décision en audience publique pour éviter tout débordement. Si la décision satisfait la CFTC et les travailleurs de St-Amarin, il est évident que Mayer aura beau jeu de fermer le site alsacien, de s'emparer des machines, des stocks et des licences. Telle est sans nul doute, la stratégie envisagée par le magnat industriel. Ce marché de dupes accepté par la CFTC et les travailleurs de St-Amarin et la passivité des autres sites aura permis cette liquidation de Davézieux et le sursis pour tous.



... le tribunal de grande instance le 28/9

Pour entrave à la liberté du travail, 4 élus syndicaux étaient devant la justice le 28 septembre, mais pour éviter encore tout heurt, le délibéré n'a été rendu que le lendemain. Quel courage, cette justice de classe !

La centaine de travailleurs qui étaient venus soutenir leurs collè-

gues en ont profité pour exprimer leur colère à l'égard du *Crédit Mutuel* et 4 agences ont été visées et touchées (1 Privas, 2 à Valence et 1 Tournon). Pour Mickaël Corompt, délégué syndical central CGT, « *On demande qu'il prenne ses responsabilités en répondant à nos revendications. Nous exigeons le maintien de l'emploi à Davézieux et une prime supralégale de 30 000 euros par salarié licencié* ». Après ces démonstrations de force et de détermination, la mobilisation ne devrait pas s'arrêter là. « *On est déterminé et on ne lâchera pas le morceau tant que le Crédit mutuel ne nous aura pas écoutés !* »

Pour François Jacquard, conseiller régional (PCF) : « *Il faudrait que l'outil de travail reste sur le site et que le Crédit mutuel ne se débarrasse pas des locaux sans avoir, avec les collectivités locales, discuté des conditions de reprise des locaux dans le cadre d'une Scop. C'est pourquoi, je continue à demander l'organisation urgente d'une table ronde réunissant tous les acteurs, dont les collectivités locales.* »

La sentence de la justice de classe est tombée, ce 29 septembre : les travailleurs de Davézieux sont expulsés de leur entreprise à compter de ce 29 à 23h30 à défaut les quatre élus seraient condamnés à acquitter 50€ par jour et par salarié. Une telle condamnation aurait pu sonner le glas de tous les espoirs.

Après avoir accusé le coup, les GPV repartent au combat en multipliant les actions coup poing sur les centres névralgiques du capital

C'est ainsi que le 04/10, une cinquantaine de travailleurs s'est rendue au siège du CIC, avenue de Provence à Paris. Ils ont « envahi » les locaux du siège de la filiale du *Crédit Mutuel* en criant leur colère et en y déversant quelques « 150 000 à 180 000 enveloppes ». Cette action surprise n'a semble-t-il pas été vaine puisque qu'un diri-

geant du *Crédit Mutuel* a daigné descendre discuter et donner un rendez-vous pour le 05/10, au siège du Medef à Lyon, avec le président de RDBA holding actionnaire à hauteur de 92 % de GPV

Cette réunion avait pour objet de discuter des primes de licenciement des 270 travailleurs licenciés. Les travailleurs réclament une prime de licenciement de 30.000 euros pour chacun d'entre eux.

Mayer-Kuvert a prévu de consacrer 2,750 millions d'euros pour le plan social mais de cette somme il faut déduire environ 800.000 euros destinés au reclassement des personnes licenciées. Pour la CGT, « *RDBA doit financer la totalité de cette somme à laquelle il doit et verser 20.000 euros à chaque licencié, pour arriver à une prime individuelle de 30.000 euros* ».

Si RDBA a bien proposé de financer le plan social, il a omis d'en déterminer la hauteur et Selon la CGT, « *on est loin des 30.000 euro* ». Mécontents du résultat de cette réunion, la délégation des GPV a mis le feu à un stock d'enveloppes devant le siège lyonnais du Medef tandis qu'à Davézieux, entre doute, attente et incertitude, une dizaine de licenciés continuaient d'assurer le blocage de l'usine.

Sous la pression, RDBA devrait faire ne proposition le 10 /10 mais les GPV savent combien est retors ce capitalisme et qu'il faudra encore beaucoup de force, de courage et de détermination pour le faire plier.

Comment lutter pour gagner ? Unité, solidarité, luttes convergentes de tous les sites : tel devrait être le mot d'ordre des organisations syndicales

Face à la division ouvrière et syndicale, division sur laquelle surfe la direction, il faudrait construire l'unité d'action sur tous les sites. Une telle démarche affirmerait : le refus de payer les frais de leur crise,

de contester le droit des capitalistes à sacrifier les travailleurs sur l'autel de leurs profits, la négation d'adhérer aux objectifs du patronat. (mise en concurrence des travailleurs et des sites)

Il faudrait donc tous ensemble se battre pour empêcher tout licenciement. S'affronter égoïstement dans l'espoir de « *sauver un temps sa peau* », c'est à coup sûr perdre tous. Par contre, décider en assemblée générale l'état de guerre contre la direction de GPV impliquerait une convergence des luttes, l'occupation de tous les sites dans la perspective de les mettre sous le contrôle des travailleurs. Impulser de telles initiatives seraient conformes aux intérêts des tous les travailleurs et de tous les sites, c'est ce à

quoi devraient travailler toutes les organisations syndicales.

Pour l'unité des prolétaires de tous les sites !

L'enjeu est de réussir à ne pas tomber dans le piège du patronat : ne pas se laisser diviser, refuser le chantage pervers du patronat qui utilise la concurrence, le chômage pour opposer les uns aux autres. Il faudrait exiger le maintien de tous les emplois ou pour le moins le partage des heures de travail entre tous, avec réduction de la journée de travail, sans réduction de salaire ni précarisation. Une telle revendication permettrait d'unifier tous les travailleurs dans leur lutte pour l'emploi. La victoire n'est possible

qu'en développant jusqu'au bout une orientation de classe en cherchant l'unité avec les autres secteurs du bassin

Face à l'agression, l'arrogance du patron voyou, il faudrait pouvoir revendiquer l'expropriation du patron, la nationalisation par l'État et sa gestion sous le contrôle des travailleurs. Cette proposition est loin d'être une utopie : c'est au contraire la réponse concrète à la crise, seule solution pour maintenir les postes de travail et le salaire et pour en finir avec la dictature du patron de votre groupe. Dans l'entreprise et au niveau du pays, il faut poser la question du pouvoir.

J. V.

Chomarat Textiles Industries (Ardèche) une fois de plus dans le tourbillon capitaliste

Solidarité ouvrière, convergence des luttes Chomarat/Bijoux GL !

Situé dans le parc naturel des Boutières (Vivarais) industrialisée au siècle dernier, Le Cheylard connaît depuis quelques décennies une lente agonie en raison de la crise cumulée à des conditions d'enclavement donc d'isolement. Cette situation géographique a donc créé un ancrage territorial des activités et de l'emploi industriel, reposant sur un patronat local et une classe ouvrière issue du déperissement de l'agriculture de montagne. Depuis une bonne décennie, elle subit de plein fouet la crise avec comme conséquence plusieurs fermetures (tannerie, bijouterie, textile, confection) et un taux de chômage à 9,2%.



Quelques données économiques sur le groupe *Chomarat*

Subsiste le Groupe *Textiles & Plastiques Chomarat* (TPC) installé au Cheylard depuis trois générations. C'est un groupe familial qui emploie 1700 salariés dans le monde dont 693 en Ardèche. Il y a dix ans, *Chomarat* au Cheylard comptait plus de 1000 travailleurs. Délocalisations, crise, surexploitation ont mis à mal près de la moitié des effectifs.

Chomarat opère sur des marchés aussi variés que le Transport, la Défense et Sécurité, la Construction, l'Énergie, les Sports et Loisirs ou la Mode.

Chomarat commercialise des textiles enduits de plastique pour les intérieurs, des revêtements textiles et plastiques pour les secteurs de l'habillement, l'ameublement, la maroquinerie et les applications industrielles ainsi qu'une gamme de

textiles et renforts pour l'industrie du composite.

Chomarat fabrique des produits composites à base de fibre de verre et de carbone, utilisés dans les bateaux, les skis, les éoliennes, les carrosseries ou l'étanchéité dans le bâtiment.

Chomarat, c'est aussi en son sein, mais aussi à sa périphérie, d'autres entreprises : teinture fil et teinture pièce au Cheylard, impression à Saint-Martin, tissages et soieries à Saint-Sauveur. Quant à Mariac, elle est un des spécialiste des FACC « *les Fils d'Auguste Chomarat et Compagnie* » tissus de verre, travaillant pour le marché national et européen (55% du chiffre d'affaires se fait à l'export) et emploie 300 travailleurs.

Chomarat est installé aux USA depuis 1985 (80 salariés) en Tunisie depuis 30 ans (650) en Chine depuis 2010, et en Espagne (50).

Chomarar a un holding de prêt-à-porter féminin *Chattawak* (120 boutiques en France)

Réorganisé autour de la production de textiles divers pour l'industrie automobile : à partir de ses ateliers cheylarois, qui sont autant d'entreprises (enduction, tricotage trame et circulaire), T.P.C. est fournisseur du groupe TREVES, un des grands équipementiers automobiles (celui qui avait acculé les travailleurs de *Sodimatex* de Crépy-en-Valois à menacer de faire sauter leur usine pour l'obtention d'une prime extralégale de 21 000€ dans le cadre de leur licenciement)

La dépendance à ce rapace et la crise ont impacté les dernières années de TPC, qui a connu deux vagues de retraites anticipées suivies d'une trentaine de licenciements secs. Selon la direction, TPC aurait perdu en 2010 4 millions d'€ et 2011 s'annoncerait encore plus déficitaire. Pour pallier cette « infortune », TPC va donc licencier (en jouant sur cette marge d'ajustement que sont les travailleurs et délocaliser en Chine où la main d'œuvre est moins chère).

Chomarar dans une démarche de délocalisation : les travailleurs ripostent

Le 26/10, l'union syndicale du groupe *Chomarar Textiles Industries* a réuni les travailleurs des sites du Cheylard et de Mariac en assemblée générale car un nouveau plan de licenciement plane sur les entreprises. 122 emplois devraient être supprimés sur les 693 si les plans de la direction étaient mis en application en raison d'une délocalisation d'une partie de la production en Chine.

Jusqu'alors les délégués syndicaux CGT et CFDT avaient privilégié « le dialogue social entre partenaires », alors qu'ils auraient dû préparer les travailleurs à cette nouvelle offensive. Mais face à la colère des travailleurs, à l'accélération du calendrier de la direction qui veut éviter autant que faire se peut une réaction de masse des sites ardé-

chois, ils ont été obligés de faire le constat « qu'un rapport de force sera inévitable et nécessaire pour gagner le combat ». Une position souhaitée par la majorité des ouvriers. : « On nous fait tourner en rond. Les clients s'en vont, nos outils de travail aussi, il faut arrêter de parler et aller au front parce que la fin de l'année c'est demain ! » a dit par exemple un salarié du pôle impression.



Blocage pendant le CE

Les premières suppressions de postes étaient prévues dès le 15 novembre

En réponse à cette stratégie destructrice, à l'arrogance du PDG, les travailleurs en AG à l'unanimité ont décidé une grève illimitée pour sauver leur emploi. Les élus CGT et CFDT et les travailleurs réunis en AG, le 27 octobre, exigeaient une réunion avec la direction du groupe afin de proposer des propositions alternatives (le maintien de l'activité d'impression) et entamer les négociations pour arrêter la procédure en cours depuis le 10 octobre visant à aboutir au licenciement de 122 salariés ou encore de discuter de la mise en place de l'activité partielle de longue durée (APLD) : dispositif ayant pour objectif « de prévenir les licenciements, pour permettre aux entreprises de passer la période de chute de la demande en conservant leurs salariés » qui se traduit par une indemnisation égale à 75% du salaire brut, pour les salariés subissant une réduction d'activité en dessous de la durée légale de travail pendant une période de longue durée. Mais la direction a refusé toute discussion. Cette récusation a eu pour résultat de faire monter la pression d'un cran si bien que **l'AG a voté une grève illimitée avec blocage tant que la direction**

exclura le délai (février) nécessaire pour que l'expert mandaté par le CE rende un premier avis et propose une alternative au PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi). Ils refusent d'attendre l'arme au pied la réunion qu'avait concédée la direction le 7 novembre « pour étudier le calendrier et réexaminer certains dossiers » en sachant que la procédure est enclenchée et que la direction essaie de jouer la montre.

D'ailleurs, face à la colère des travailleurs, elle a tenté de rassurer et désamorcer une grève qui montait en puissance : « Un plan de sauvegarde de l'emploi a été établi, qui sera soumis à l'avis du comité d'entreprise le 15 novembre. A cette date, si le CE donne un avis favorable, le processus sera enclenché » : départ volontaire, temps partiel, reclassement... « Il n'y aura donc pas de licenciement dès le 15 novembre. Chomarar est une entreprise ardéchoise et restera ardéchoise. Nous comprenons les inquiétudes des salariés, nos priorités sont leur avenir, mais aussi la pérennité de l'entreprise. Ce plan doit permettre un retour à l'équilibre en 2014 », a martelé le directeur industriel sur France Bleu Drôme Ardèche.

Ce discours est loin de rassurer les travailleurs conscients qu'il n'a qu'un seul but : faire craquer les plus faibles, diviser, casser l'unité, la détermination de ne rien lâcher sur les emplois.

Pour Daniel Baquelot, (CGT) « la réaction des salariés est positive et satisfaisante ». Pour Gérard Janvier, élu à la CFDT, la situation serait « une véritable catastrophe si les employés des deux entreprises se retrouvaient sur le marché de l'emploi au même moment ». Quant à François Icard, élu CGT au CE, il « s'attend à une montée de la pression ces prochains jours ».



Salariés réunis en AG le 27 octobre

Les travailleurs de Chomarat ont bien l'intention de se battre car ils ont retenu les leçons de GPV Davézieux¹

Chez Chomarat, le combat de classe est donc engagé. Pour vaincre, les travailleurs doivent donc construire un rapport de forces pour contraindre la direction.

Les moyens pour y parvenir

Des revendications définies en AG, une grève tenace et reconductible portée par la démocratie ouvrière, l'unité dans la lutte, la popularisation sur le bassin, sa convergence avec les autres sites Chomarat afin qu'elle prenne une dimension interprofessionnelle notamment avec les « Bijou GL ». C'est le rapport de forces, la force collective d'un puissant mouvement qui imposera les revendications, construira la conscience de classe nécessaire pour refuser de payer leur crise, fera plier la direction, Sarkozy et son successeur.

La mobilisation a atteint les 90% selon un communiqué départemental de la CGT Ardèche : « Toutes les unités de production et administratives sont arrêtées », a affirmé Henri Nicolas, délégué CGT le 28 octobre, précisant « que les salariés reprendraient le travail le 29 avant un nouveau mouvement de grève à partir de jeudi 3 novembre, décision prise en AG ». Les raisons de l'interruption du mouvement illimité tenaient au fait que les travailleurs ont fait le pont de la Toussaint. Cette décision a ainsi

¹ Cf. notre article sur <http://tendanceclaire.npa.free.fr/cntenu/autre/artpdf-292.pdf>

éviter de perdre trop d'argent car leur volonté était de tenir le temps qu'il faut. Cette trêve a été mise à profit pour faire connaître leur lutte dans tout le bassin cheylarois (distribution de tracts sur le marché du 2/11, appeler à la solidarité et à la convergence des luttes notamment avec les travailleurs de Bijoux LG qui est secoué par une restructuration qui devrait conduire à des licenciements. Il faut qu'une véritable contagion de luttes et de solidarité s'empare du bassin, la manifestation du 3 pouvant en constituer les prémices (les commerçants comme les grandes surfaces ont baissé leur rideau en signe de solidarité de 13h à 16h).

Une manifestation historique : du jamais vu au Cheylard

C'est sous une pluie diluvienne que travailleurs et population cheylaroise (1 000) ont manifesté le 3 novembre dans les rues de la ville en criant leur colère face à un patronat arrogant et intransigeant refusant à cet instant toute discussion hors celle qu'il a planifiée. Aux interventions syndicales appelant à continuer le combat se succédaient les chants révolutionnaires (*Internationale*). Au terme de la manifestation, une délégation était reçue par la municipalité UMP qui bien sûr « soutient » les Chomarat mais appelait à ne pas dramatiser.

Mais d'ores et déjà, les travailleurs ont redit leur volonté de poursuivre dans l'immédiat la grève en y adjoignant des actions, démarches qui seront déterminées en AG. Si pour les plus combatifs la séquestration du patron devrait être envisagée (« Il faut se comporter comme ces voyous »), un sentiment d'amertume flottait malgré tout sur le Cheylard : « On est foutu, tout fout le camp à l'étranger et nous sommes seuls contre tous »

Fin (provisoire ?) de la grève

Les Chomarat ont repris le travail le 10 novembre après avoir obtenu le « report jusqu'à fin février » du plan social prévoyant la suppression de 122 postes. Le PSE

avait été déclenché le 10 octobre, et devait se conclure le 15 novembre, date à laquelle pouvaient débiter les licenciements.

Il n'y aura pas de licenciements jusqu'à fin février. Le délégué CGT a indiqué que « la direction a cédé sous la contrainte, grâce à la mobilisation des salariés » et suite à une menace de mener une action en justice contre le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en exhibant des « vices de formes ». Ce report est « une avancée, même si elle n'est pas extraordinaire », car les syndicats comptent mettre à profit ce laps de temps pour « travailler avec les clients, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics pour trouver des solutions alternatives » à la suppression annoncée de 122 postes, a poursuivi le délégué CGT.

« Nous avons l'espoir qu'il est possible de réduire le nombre de licenciements, à faire fléchir la direction » a-t-il indiqué. La direction de Chomarat a accepté « la possibilité de départs volontaires » une mesure qui pourrait concerner « 10 à 20 personnes » s'est félicité Henri Nicolas, délégué CGT.

Comme il était prévisible, la direction joue la montre, la division et consent à un sursis de trois mois avant de réenclencher son plan social en le modulant à la marge. Certes, après trois semaines de grève, c'est une trêve pour les travailleurs qui peut leur permettre d'emmagasiner des forces, des solidarités afin de poursuivre le combat non pas pour un bon plan social mais pour le maintien des 122 postes de travail.

La menace d'un séisme social et économique sur le bassin

Si ces deux boîtes devaient connaître des licenciements c'est tout le bassin qui en serait affecté tant le tissu industriel est frappé de plein fouet par la crise. Chomarat du Cheylard est le deuxième pôle industriel de l'Ardèche et le groupe voisin Bijoux GL traverse aussi une crise économique avec presque 14 000 heures de chômage partiel et

une délocalisation possible en Thaïlande. De nombreux travailleurs(euses) et notamment des couples travaillent dans l'une ou l'autre de ces deux entreprises. Si ces deux seules usines devaient réduire leurs effectifs, ce sont des dizaines de salarié(e)s qui seraient dans des situations dramatiques (maisons/crédits).

Quelques données économiques sur Bijoux GL dont la devise est : « Partenaire de vos rêves »

Bijoux GL dont le siège social est installé au Cheylard est spécialisé dans la fabrication et la vente de bijoux plaqués or et argent. Il a été fondé en 1917 par Georges Legros. La société holding "Établissements Georges Legros SA" est dirigée par deux actionnaires familiaux Pierre Legros et Madeleine Chomarat et compte plusieurs entreprises : Altesse, GL Paris SLAM, Crézyor, Mondial Bijoux, SMV (Thaïlande), créée en 1990 : fabrication bijoux plaqué or, argent et GL Diffusion, leader européen des bijoux en ar-

gent et plaqué or sous licences : Kenzo, Ted Lapidus,..... et en marque propre : Altesse, GL Paris, Valès Dordal



Le groupe compte 1 500 employés, représente 89 millions d'euros de chiffre d'affaires avec 10 millions de bijoux produits dont 2 300 kilomètres de chaînes, 2 200 prototypes créés, 13 millions de pierres serties.

Depuis quelques années, *Bijoux GL* a une politique de délocalisation qui a conduit à la suppression de plus de 130 postes en 2009 et d'une trentaine début 2011. Selon les travailleurs du site, ces plans successifs n'annoncent qu'une fermeture définitive de la boîte. Ce sont 680 travailleurs qui sont concernés par cette conjoncture. Mais aux côtés de leurs camarades de *Chomarat*,

ils comptent bien défendre chèrement leur peau car pour les *Bijoux LG* la catastrophe serait encore plus tragique puisque au-delà de la fermeture c'est tout le bassin d'emploi qui serait mis à mort.

De cette société-là, les travailleurs n'en veulent plus !

La guerre économique, la crise, la course effrénée à la compétitivité et à la productivité avec leur cortège de misère et de drames, c'est le capitalisme, nous n'en voulons plus.

Opposons-leur la mobilisation la plus large et unie pour combattre l'agression de classe du patronat et de son gouvernement. Nous voulons vivre mieux et sans l'angoisse du lendemain tout en œuvrant pour en finir au plus vite avec ce capitalisme et ses zélés serviteurs entraînant la société à l'abîme.

Non à tous les licenciements chez Chomarat et Bijoux GL

J. V.

Colère rouge

Petits boulots = grande exploitation Quand l'humanité s'arrête aux portes de l'entreprise...

Article tiré du vécu d'un travailleur précaire

Depuis de nombreuses années déjà, les travailleurs les plus fragiles ont recours aux dits « petits boulots » ou « Mac Job » de courte durée. Mais ce terme d'apparence sympathique (petit boulot = peu de boulot ?) cache la pire et la plus vile exploitation.

Il y a des secteurs clé et des contrats clé pour les « petits boulots » : les travaux saisonniers, le bâtiment, les contrats intérim dans l'industrie en font partie.

Sous couvert d'être de courte durée, ces contrats abusent de la vulnérabilité des ouvriers pour accentuer de manière ultra violente les cadences

Pour parler franchement : on ne s'appartient plus, on est transformé en esclave des temps modernes, passant de mains en mains. Les conditions de travail y sont souvent extrêmes ; il faut être disponible jours et nuits.

Les travaux de manutentions dignes du moyen âge ont pour résultat d'abîmer les corps, d'épuiser moralement et physiquement.

Lorsque les capacités physiques du travailleur s'amenuisent, son contrat est rompu et il est rejeté du monde du travail... Il aura fait son temps.

Le discours dominant dit : « *Mais tu travailles, ne te plains pas, d'autres voudraient bien ta place.* » Pas un mot sur les conditions de travail... pour ceux qui ont la « chance » de pouvoir travailler !

Combien de blessés ? Combien de mutilés ? D'hommes et de femmes atteints de maladies liées au travail ? Mais chut ! Ne ternissons pas la valeur travail, la croissance.

L'exploitation des plus précaires est un des méfaits les plus violents et obscènes du capitalisme. Elle n'émeut pas grand-monde et les réformistes de tout poil ne s'en soucient guère : pas rentable d'un point de vue électoral ! Pour eux, le

pouvoir du patron dans son entreprise est une donnée qu'il n'est même pas imaginable de remettre en question.

Pour chaque article de consommation produit, il y a de la sueur, des larmes et parfois du sang. Mais la loi du silence règne. La démocratie s'arrête aux portails des entreprises. Circulez, y'a rien à voir !

Par ailleurs, les travailleurs éprouvent les plus grandes difficultés à en parler. Cela est lié à leur précarité, à la crainte de perdre le peu qu'ils ont. C'est la jungle capitaliste. Le salaire de la peur. Bon nombre d'entre eux le disent : « *Je suis piégé, je n'ai pas le choix ; si je me plains trop bruyamment, c'est la porte.* » Il ne reste plus qu'à tenir bon et à serrer les dents.

C'est un drame quotidien qui s'explique par l'abandon de tout un pan du prolétariat. Par l'absence de syndicat sur place. Par l'abandon de la lutte de classe par les directions syndicales, qui ne s'occupent guère de ces travailleurs (souvent jeunes) sacrifiés sur l'autel du capital. Une vie faite de chômage et d'aliénation, que la gauche institutionnelle ignore et donc accepte.

Alexandre Laville

❖ POUR L'ORIENTATION DU NPA

Congrès de la fédération de Paris du NPA (27 novembre 2011) : un congrès dépolitisé et anti-démocratique

Nous publions ici le bilan des délégué-e-s élu-e-s sur la base de la plateforme alternative au secrétariat fédéral sortant, initiée par la Tendrance CLAIRE avec d'autres camarades de la position C.

Le congrès s'est tenu dans un contexte d'accélération de la crise et des attaques du gouvernement et du patronat contre les salariés. Cela a une résonance particulière dans la capitale d'un pays centralisé, gouvernée par l'actuelle « opposition » PS-EELV-PCF-PG-MRC-PRG. C'était l'occasion d'une discussion riche pour fixer des axes politiques clairs et relancer la construction.

Le congrès a certes acté quelques points justes : plus d'interventions vers et sur les lieux de travail, souci de plus centraliser l'activité, transformation du secrétariat en direction politique. Mais, sous prétexte de ne pas refaire les débats de la Conférence nationale, la Position 1A [centre de la majorité du NPA au niveau national] la Position 2 [gauche de la majorité au niveau national] et la Position B [minorité de droite au niveau national] s'étaient mises d'accord pour verrouiller toute discussion politique. Or comment construire sans orientation précise ? Certains répondent que le NPA 75 se fera en marchant. Cette logique adoptée par le congrès fondateur a conduit

à la crise du NPA dans un contexte où il devrait avoir le vent en poupe. Pourquoi répéter les erreurs du passé ? La crise nous impose toujours plus de trancher des questions clés. Et le nouveau secrétariat va les trancher de fait, en sortant communiqués, tracts, etc. : c'était à la base de décider les axes. C'est à cela que sert un congrès !

Nos amendements (dont l'ensemble constituait une plateforme) allaient dans ce sens :

1) mettre en avant à partir des revendications immédiates un programme de transition (interdiction des licenciements, annulation de la dette, expropriation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs des banques et des groupes du CAC 40) articulé au gouvernement des travailleurs ;

2) avoir une politique de front unique juste : unité sur les revendications communes et indépendance politique du parti avec liberté de critique, notamment des directions syndicales ;

3) dans la campagne dette, affirmer que toute la dette est illégitime et refuser un audit d'experts, pour que les travailleurs jugent eux-mêmes ;

4) se fixer comme une priorité le soutien, la coordination et l'intervention politique dans les luttes ;

5) dénoncer non seulement la politique du PS à la mairie et au conseil régional, mais aussi le PCF et le PG qui, en votant le budget, l'approuvent ;

6) faire de la construction dans les entreprises une priorité et mieux articuler les comités de quartier, de boîtes et de branches.

Bien que la majorité de ces amendements ait été adoptée par au moins une AG électorale, au congrès, même les camarades P2 ont refusé de les discuter et appelé à les rejeter par principe au nom de l'union sacrée P1A-P2-PB. Pire, inquiets de devoir tenir compte de notre poids politique croissant à Paris, ils se sont permis avec leurs alliés de multiplier les violations de la démocratie. Ils ne nous ont pas donné les dates des AG électorales pour défendre notre plateforme et n'ont pas soumis celle-ci au vote là où n'avions pas de militants. Au congrès, ils nous ont refusé le 8^e délégué auquel nous avions droit, en prétendant que notre plateforme aurait été déposée « hors délai », argument faux, apparu quelques jours avant le congrès, alors que le secrétariat n'en avait rien dit en la publiant.

Malgré tout, nous avons eu 7 voix contre 47 pour le texte du secrétariat, soit 13%. Or les dirigeants P2, P1A et PB ont fait voter que notre représentation au secrétariat 75 serait réduite à 1 membre sur 20 (7 P2, 5 P1A, 7PB), là où à la proportionnelle au plus fort reste, nous aurions dû en avoir 3 — et alors que nous n'en réclamions que 2 ! Il y a eu seulement 19 pour, 11 contre, 15 abstentions.

Les dirigeants de la P2, lorsqu'ils étaient dans l'opposition à la direction, avaient mené un combat politique sur le fond (quoique partiel et ambigu) et pour le respect de la démocratie ; désormais dans la direction, ils reprennent la logique du compromis flou et des méthodes bureaucratiques pour l'imposer, afin d'accroître leur poids dans l'appareil. Cela ne peut que prolonger la crise du parti au lieu de la résoudre, dégoûter les militants au lieu de les mobiliser,

bref freiner la construction au lieu d'ouvrir une dynamique. Pour donner envie aux travailleurs et jeunes révoltés de militer avec nous, il faut parler du fond, être fidèles à la démocratie et à l'autogestion ouvrière vantée dans nos meetings, définir une orientation révolutionnaire rigoureuse.

**Les délégué-e-s de la
plateforme alternative à
celle du secrétariat sortant**

Conseil Politique National du NPA des 19 et 20 novembre : Un CPN pour rien

Les 19 et 20 novembre, s'est tenu le CPN (Conseil Politique National) du NPA. Le contexte appelait une riche discussion et des axes nouveaux pour l'orientation dans la lutte des classes comme pour la campagne. Au début, tout le monde a constaté un tournant international, un saut qualitatif dans la crise en Europe, une situation devenant explosive... Mais aucune conséquence n'en a été tirée !

La résolution politique a certes renoncé à certaines ambiguïtés keynésiennes du projet initial, grâce à nos interventions, et intégré des éléments positifs quoique insuffisants sur les directions syndicales ; mais sur l'orientation et la construction, elle n'ajoute rien au précédent CPN. La résolution de campagne souligne les réels acquis du début de campagne, mais sans bilan de fond de celle-ci ; et presque toutes nos propositions, y compris les plus élémentaires (pour la régularisation des sans-papiers ou les droits des femmes !) ont été rejetées avec comme argument que le « profil » avait été décidé en septembre... Pourquoi alors une nouvelle réunion du CPN ?

Dans un esprit constructif, nous avons de nouveau fait des amendements sur des questions très concrètes que se posent les travailleurs/ses et jeunes attirés par le profil de Philippe :

- à l'heure où des gouvernements d'union nationale s'installent en Europe, pour que l'objectif du gouvernement des travailleurs ne reste pas une formule de résolution, mais soit défendu centralement dans la campagne comme seule façon de ne pas payer la crise, en lien avec les travailleurs de toute l'Europe ;
- pour l'expropriation sans indemnités ni rachat non seulement des banques, mais aussi des entreprises du CAC 40 qui leur sont liées et s'appêtent à licencier massivement malgré 80 milliards de profits ;
- pour opposer à la politique des directions syndicales, qui refusent toute lutte sérieuse contre l'austérité, l'unité sur les revendications, l'auto-organisation et l'objectif de la grève générale ;
- pour une délimitation claire par rapport aux réformistes du Front de gauche ;
- contre la formulation suggérant qu'on appellerait à voter pour le PS au second tour au motif de chasser Sarkozy : pour que le CPN assume le report de cette discussion qui nous divise et qu'en attendant la campagne soit centrée sur le combat contre la politique d'austérité menée par Sarkozy, mais promise aussi par Hollande.

Or nous nous sommes heurtés au front commun des différentes

composantes de la direction (« P1A » et « P2 »), qui ont refusé toute discussion ! Un dirigeant de la droite du parti (« PB », devenue courant Gauche anticapitaliste) avait dit que la composante de gauche de la majorité (« P2 ») était en train de gagner le pouvoir dans le parti... et qu'elle était poussée par la « P4 » (les partisans d'un NPA clairement révolutionnaire) ! Sans doute pour prouver le contraire, les dirigeants « P2 » ont tenu à se faire les porte-flingue contre nos amendements, l'un d'eux n'hésitant pas à dire qu'il fallait voter contre... parce qu'il était d'accord, mais que, selon lui, cela visait à « découper le parti » ! Pourtant, sur la résolution de campagne, si la P2 votait avec la P4 au lieu de céder au centre, ces amendements passeraient (la PB fait NPPV).

Ces gages donnés par la P2 n'ont pas empêché leurs alliés ingrats de la P1A de s'unir à la PB pour voter un texte scandaleux sur la campagne dette, acritique vis-à-vis de l'appel pour un audit citoyen et portant des revendications réformistes très proches du Front de Gauche (« taxation des transactions financières », « arrêt du recours des États aux marchés financiers »...). La P2 a même été battue sur le porte-parolat de campagne : elle demandait l'intégration de l'un de ses dirigeants, avec le soutien de la gauche de la P1A et le nôtre bien sûr, pour des raisons démocratiques élémentaires. Or cela été rejeté par

une alliance entre le centre de la P1A et la majorité de la PB, qui a osé voter cela... alors qu'elle n'a pas pris part au débat sur la campagne elle-même ! La même PB/Gauche anticapitaliste poursuit sa politique ouvertement fractionnelle pour une alliance de la gauche de la gauche, y compris aux législatives : la plupart n'ont même pas voté la motion

visant à accélérer la recherche des signatures !

La fraction P2, gauche de la majorité, tient à ses militants un discours radical les jours de fête, mais s'érige en fer de lance de la dépolitisation du parti au fur et à mesure qu'elle gagne du poids dans l'appareil. C'est une tout autre voie qu'il faut prendre pour sortir le parti

de la crise en allant vers un NPA révolutionnaire, mais aussi pour mobiliser les camarades dans la lutte des classes et pour mener la campagne offensive et enthousiasmante que nous voulons.

**Les élu-e-s P4/Tendance
CLAIRE au CPN**

CPN du NPA des 24 et 25 septembre

La clarification politique et le lancement de la campagne ont été largement gâchés par les manœuvres d'appareils

La Conférence nationale de juin (CN) avait décidé la candidature Poutou, mettant fin aux vaines discussions avec le Front de Gauche. Mais la nouvelle majorité (position A) avait refusé toute discussion programmatique, préférant entretenir le flou quant aux bases mêmes de la campagne. Le Conseil Politique National (CPN) des 24-25 septembre était donc l'occasion de définir enfin les orientations du parti en cette rentrée marquée par l'aggravation de la crise capitaliste et de nous mettre en ordre de bataille pour trouver les 500 signatures et lancer la campagne.

En fait, on a un peu avancé sur le fond, mais surtout constaté l'exacerbation des tensions internes. Le problème de fond est que la nouvelle majorité n'est qu'un accord de direction sans véritable base politique commune. Cela ne peut conduire qu'à la paralysie et aux manœuvres d'appareils, en lieu et place des nécessaires discussions politiques de fond.

Partisans de la campagne et donc d'un dispositif organisationnel immédiat qui la rende possible, nous avons pris nos responsabilités en offrant une porte de sortie au CPN afin que puisse être mise en place une coordination de campagne malgré le refus d'une minorité de la direction que notre position y soit représentée. Nous l'avons fait dans l'intérêt du parti, mais ce mépris de la démocratie est intolérable.

Les résolutions adoptées contiennent des éléments positifs et ont même intégré quelques-uns de nos amendements (pour un gouvernement des travailleurs, contre la néo-colonisation de la Libye...), mais elles continuent d'entretenir l'ambiguïté sur les questions clés, en ne proposant aucune campagne sur la Libye, en se prononçant pour un audit et un moratoire de la dette (vote majoritaire d'amendements de la droite du parti), en refusant de mettre en avant un véritable programme révolutionnaire, de combattre ouvertement l'orientation réformiste du Front de Gauche et la stratégie des directions syndicales, pour l'auto-organisation des travailleurs et la perspective de la grève générale. Cela ne peut qu'empêcher la relance du NPA comme parti de lutte immédiatement utile à notre classe et *a fortiori* sa nécessaire redéfinition comme parti anticapitaliste révolutionnaire. C'est d'autant plus grave que le soulèvement des peuples arabes comme des indignés espagnols et grecs met à l'ordre du jour le combat pour un véritable programme révolutionnaire de transition.

Les décisions prises par ce CPN ne vont donc pas sortir le NPA de sa crise structurelle — alors que des centaines sont encore parties depuis la CN. Au-delà de la nécessaire campagne électorale, il faut mettre fin aux manœuvres d'appareils, mener les discussions politiques de fond et gagner des travailleurs et des jeunes par l'intervention directe,

toujours prioritaire, dans la lutte des classes.

Les amendements de la position 4 aux résolutions

Nous avons décidé de nous inscrire dans une démarche constructive afin d'armer au mieux le parti pour l'intervention dans la lutte des classes en cette rentrée comme pour le lancement de la campagne de Philippe Poutou. Nous avons donc élaboré et envoyé des amendements sur les deux projets de résolution initiaux soumis au CPN par le Comité exécutif (CE) : nous les publions *in extenso* (passages en gras et souligné dans les projets de résolution en annexe).

Cependant, la crise interne du CPN et l'incapacité de la direction à mener correctement les débats ont d'abord réduit les commissions destinées à examiner les amendements à une durée ridicule, ensuite diminué le temps qui devait être consacré à la discussion en séance plénière de la résolution « Profil de campagne », enfin conduit à des conditions inacceptables pour « discuter » et amender la résolution de rentrée sur la situation politique en toute fin de CPN (ce point a commencé au moment où le CPN devait se terminer, alors que beaucoup de camarades étaient déjà partis).

Nous avons donc été obligés de ne retenir en séance plénière qu'une

minorité des amendements que nous avons préparés initialement, sélectionnant ceux qui nous semblaient non seulement parmi les plus importants sur le fond, mais aussi susceptibles d'être votés par le CPN, au-delà des désaccords de fond soulevés par certains de nos amendements initiaux.

1) Amendements P4 à la résolution « Profil de campagne »

Nous avons proposé initialement quatorze amendements pour cette résolution, dont le projet initial était sensiblement en deçà de la résolution sur la situation politique, c'est-à-dire souvent confus et même parfois très ambigu.

La réunion de commission a été tellement bâclée qu'il n'a même pas été possible d'en présenter la plupart et ceux qui ont pu l'être ont été presque tous rejetés... Seuls ont été intégrés :

- Un bout de notre amendement (légèrement revu) exigeant l'« **annulation de la dette de la Grèce et des pays dominés à l'égard des banques et de l'État français** » ;
- Notre amendement précisant de préciser que la « **limitation du salaire des élus** » que nous voulons doit s'entendre « **au niveau du salaire moyen** » (mais la commission a tenu à rejeter notre proposition d'expliquer : « **pas plus de 2100 euros nets !** »...)

Cependant, des amendements d'autres camarades ont été intégrés en commission qui ont permis de limiter sensiblement plusieurs ambiguïtés du texte, même s'ils restaient eux-mêmes insuffisants.

En séance plénière, nous avons choisi de défendre cinq amendements. Nous avons dû renoncer à la grande majorité des autres à cause de l'absence d'une véritable discussion en commission la veille, mais avons reformulé les cinq amendements retenus pour leur donner le maximum de chances d'être adoptés à la majorité. Trois de ces amendements ont été adoptés :

- Remplacement de l'objectif vague d'un « **gouvernement de rupture** »

par celui d'un « **gouvernement des travailleurs** » (le paragraphe où cela s'insère reste cependant assez confuse...) (39 pour, 13 contre, 8 abst, 55 NPPV) ;

- Amendement destiné à préciser que nous ne dénonçons pas seulement la violence faite aux femmes dans le cadre du foyer (le projet de résolution ne disait rien de plus quant au constat !), mais « **plus généralement l'oppression qu'elles subissent à la maison et dans la société en général, notamment les discriminations au travail et les attaques particulières contre leurs droits (fermeture des centres IVG, retour à l'ordre moral...)** » (32 pour, 14 contre, 17 abst, 17 NPPV) ;
- Ajout d'un point essentiel : « **contre la néocolonisation de la Libye par la France et d'autres impérialistes** » (28 pour, 15 contre, 20 abst, 40 NPPV).

Deux amendements très importants ont en revanche été rejetés :

- Proposition de préciser nos différences avec le Front de gauche sur des questions concrètes clés, qui ne sauraient se réduire à l'indépendance à l'égard du PS, de la « tonalité nationaliste et "républicaine" » et du nucléaire : « **De plus, le Front de Gauche n'est pas pour l'interdiction des licenciements, pour l'annulation de la dette, pour la régularisation de tous les sans-papiers, il ne s'est pas battu pour la grève générale à l'automne 2010 et Mélenchon a appelé et soutenu l'intervention impérialiste en Libye.** » (20 pour, 22 contre, 19 abst, 47 NPPV) ;
- Amendement sur la « **démocratie réelle** » à la fin du texte, car il s'agit pas de nous en tenir à des revendications purement démocratiques compatibles avec les institutions bourgeoises, mais plus fondamentalement de combattre pour « **l'auto-organisation des travailleurs, travailleurs et des jeunes, indispensables dans les luttes, comme pour le gouvernement des travailleurs et la transformation révolutionnaire que nous voulons** » (6 pour, 41 contre, 10 abst, 37 NPPV)

Le rejet injustifiable de ces amendements à la fois élémentaires et décisifs, alors que nous avons déjà dû renoncer à la majorité de ceux que nous avons faits initialement et que nous avons revu nos formulations initiales pour tenir compte des discussions et les rendre acceptables par une majorité du CPN, nous a conduits à nous abstenir sur le texte global de la résolution.

2) Amendements P4 à la résolution de rentrée sur la situation politique

Nous avons proposé initialement neuf amendements pour cette résolution, dont le projet initial contenait des passages très justes, mais restait silencieux ou confus sur les axes programmatiques et stratégiques.

En réunion de commission, seuls deux ont été intégrés et le second de façon partielle :

- Notre amendement n° 4 proposant de préciser la « **politique d'urgence sociale, financière, démocratique, écologique** », la « **politique de rupture avec le capitalisme** » à mettre en œuvre comme « **une politique qui articule les revendications immédiates avec l'objectif du renversement du capitalisme et du gouvernement des travailleurs** » ;
- Une partie de notre amendement n° 7 qui proposait de remplacer l'exigence d'un « **grand pôle bancaire public** » par celle d'un « **monopole bancaire public** » et qui précisait que cela « **permettrait aussi d'annuler la dette de la Grèce et des pays dominés à l'égard de la France** ». En revanche, la fin de cet amendement n° 7, qui proposait d'exiger, au-delà des banques, l'« **expropriation et socialisation sous contrôle ouvrier des entreprises du CAC 40** » a été refusé !

Tous les autres amendements que nous avons eu le temps de défendre ont été rejetés.

En séance plénière, nous avons choisi de défendre la fin de cet amendement 7 et nos amendements 3 (perspective de la grève générale et

nécessité de l'auto-organisation contre la stratégie des « journées d'action » et le « dialogue social » des directions syndicales), 8 (nécessité du combat pour les États-Unis socialiste d'Europe) et 9 (nécessité d'une campagne contre la colonisation de la Libye par la France, les impérialistes et leurs alliés du CNT). Nous les avons un peu reformulés pour tenir compte de la discussion en commission et leur donner ainsi un maximum de chances d'être majoritaires, mais ils ont tous

été rejetés (obtenant entre 12 et 16 voix pour, entre 25 et 36 contre, 12 à 16 abstentions, 5 à 10 NPPV).

Les conditions démocratiques étaient gravement défaillantes : la pression du manque de temps et l'incompétence de la tribune nous ont contraints à une présentation sommaire l'un à la suite de l'autre ; les votes n'ont même pas été organisés au fur et à mesure de leur présentation ; la version de la résolution amendée

par la commission n'avait même pas été distribuée aux membres du CPN (qui n'avaient que la version initiale) ; enfin et surtout, il ne restait qu'une minorité des membres du CPN. C'est pourquoi nous avons finalement refusé de prendre part au vote sur cette résolution.

**Les élu-e-s P4/Tendance
CLAIRE au CPN**

Pas d'issue sans stratégie ni programme révolutionnaires !

Bilan de la Conférence Nationale par la délégation de la position C

La situation montre que, pour être utile aux travailleurs et à la jeunesse, il ne suffit pas d'encourager les luttes. Après la vague de processus révolutionnaires dans les pays arabes, une crise politique majeure couve en Grèce, maillon le plus faible de l'UE. Face à un monstrueux plan d'austérité, la mobilisation de dizaines de milliers d'indignés, les journées de grève générale, l'encerclement du Parlement n'ont pas permis d'arrêter le « socialiste » Papandréou. Or le régime grec menace les prolétaires de toute l'UE. En France, les suppressions d'emplois pleuvent, PSA a annoncé la fermeture d'Aulnay et Sevelnord, le management impose des cadences infernales, le gouvernement veut forcer les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain, les immigrés sont dénoncés comme boucs émissaires et pourchassés... et Sarkozy promet pire encore sous prétexte d'éviter la situation grecque !

Pour ouvrir une issue politique à celles et ceux qui luttent, nous avons proposé aux camarades de doter le NPA d'un programme révolutionnaire. Lors du vote non contradictoire, nous nous sommes abstenus sur le texte A, avons voté contre le texte B (qui proposait de poursuivre les discussions avec le Front de gauche). Nous avons été choqués de voir que la quasi-totalité des délégués de la position A (y compris la majorité de la P2) ont joint leur voix à la B pour voter contre notre texte C, alors que, lors des AG électives, certains avaient dit être d'accord sur l'essentiel avec la posi-

tion C, afin de convaincre les hésitants de voter « tactiquement » pour la A.

Le texte A ayant obtenu une courte majorité absolue sur du flou (une campagne se faisant l'écho des luttes, mais sans stratégie ni programme), nous avons adopté d'emblée une démarche constructive en proposant à la conférence nationale de le clarifier sur des points clés :

1. Expropriation sans indemnité ni rachat et sous notre contrôle non seulement des banques (pour financer l'économie) et des entreprises de l'énergie (pour sortir du nucléaire en dix ans), mais aussi des entreprises du CAC 40 en général avec leurs 100 milliards de profits, condition pour que nous puissions, exploités et opprimés, réellement diriger la production.

2. Destruction des institutions actuelles au service du capital à remplacer par un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, seul capable d'imposer la pleine réalisation de nos mots d'ordre : aucun licenciement, partage du travail jusqu'à la disparition du chômage, etc.

3. Une stratégie clairement différente de celle des directions syndicales réformistes, centrée sur l'auto-organisation, les initiatives pour la convergence et le combat pour la grève générale.

4. Une caractérisation précise du Front de gauche : front antilibéral qui ne remet pas en cause la propriété privée des grands moyens de production, gère les institutions (hier et peut-être demain au gouvernement central, aujourd'hui dans les régions, départe-

tements et villes) et soutient les directions syndicales réformistes, obstacle essentiel aux luttes.

Malheureusement, la conférence nationale n'a pas planché sur le contenu de la campagne. D'emblée, les dirigeants de la position A ont décidé de discuter d'abord du choix du candidat, puis des axes de campagne, privilégiant le « casting » au « scénario ». Ils ont rejeté en commission nos 4 amendements au projet de déclaration et, contrairement à l'usage, nous ont refusé de les soumettre en plénière. Les délégués n'avaient le choix qu'entre approuver ou rejeter en bloc le texte préparé par une poignée de dirigeants. Les autres commissions ont été centrées sur les slogans et la forme de la campagne et leurs débats n'ont même pas été pris en compte ! C'est très grave : la contradiction est terrible entre le projet émancipateur que nous portons et les pratiques internes qui ne peuvent que frustrer et décourager les militants.

Alors que certains dirigeants de la position B ont laissé entendre qu'ils ne feraient pas la campagne du NPA (espérons que les camarades de la base de la B ne les suivront pas !), nous la ferons. Cependant, les compromis flous nous condamnent à l'impuissance. Nous continuons donc le combat pour convaincre une majorité de camarades. Face à la crise capitaliste et à la montée du FN, notre parti ne peut être utile aux travailleurs que s'il se dote d'une stratégie et d'un programme révolutionnaire concret et vivant.

Décès de Léonce Aguirre

Celles et ceux qui ont connu Léonce Aguirre ne peuvent qu'éprouver une grande peine en apprenant sa mort brutale. Léonce était un camarade chaleureux, enthousiaste et passionné. Même dans les discussions les plus virulentes, il se montrait toujours particulièrement attentionné et respectueux de chacun-e. Son souci de la démocratie dépassait les divergences politiques. Les militant-e-s de la Tendance CLAIRE le savent bien : malgré nos désaccords, Léonce a toujours combattu publiquement les mesures visant à nous exclure, avec la détermination et l'ardeur que tout-e-s lui connaissaient. Il va nous manquer.

❖ **INTERNATIONALISME**

Déclaration de la Tendance CLAIRE

À bas la recolonisation de la Libye ! Non au gouvernement du CNT à la solde des impérialistes ! Les travailleurs libyens ne peuvent compter que sur la lutte de classe !

Six mois après le début de l'insurrection, Kadhafi a donc chuté, mais cela a été finalement obtenu par l'intervention décisive de l'impérialisme, qui a réussi à détourner le soulèvement révolutionnaire initial dans le sens de ses intérêts et s'apprête désormais à piller le pays. La propagande impérialiste et le manque d'informations sur la réalité des événements et des combattants depuis février rend l'analyse de la situation extrêmement compliquée : le risque d'erreur d'analyse et de perspective est grand. Cependant, le fait est que, aujourd'hui, le trait dominant de la situation est la victoire de l'impérialisme en Libye. Le risque majeur est donc celui d'une recolonisation totale du pays et d'attaques centrales contre les acquis nationaux et sociaux du peuple — y compris donc contre les intérêts des dizaines de milliers qui, dans le sillage des processus révolutionnaires arabes du début de l'année, se sont initialement soulevés pour renverser la terrible dictature de Kadhafi.

Comprendre la nature et l'évolution du régime de Kadhafi et ses rapports avec l'impérialisme

Nationalisme arabe et mesures anti-impérialistes

Après la prise du pouvoir des officiers dirigés par Kadhafi en 1969, des mesures anti-impérialistes ont été prises rapidement par ces nationalistes arabes qui se réclamaient du combat de Nasser. La plus importante d'entre elles a été la nationalisation des compagnies pétrolières étrangères et la création de la *Compagnie nationale du pétrole* (NOC : *National Company Oil*). Mais les impérialistes n'ont jamais été totalement expulsés de Libye : la NOC a constitué des joint-ventures avec des participations minoritaires de compagnies étrangères, l'objectif étant de bénéficier de l'expertise et des capitaux nécessaires afin de développer la production nationale. Il n'en demeure pas moins que les intérêts impérialistes ont été dans une large mesure spoliés.

En outre, les autres secteurs économiques ont été très largement nationalisés, l'État devenant le pre-

mier employeur du pays. Dans les années 1970, Kadhafi a utilisé l'argent du pétrole pour lancer une politique d'industrialisation et tenter de réduire la dépendance du pays aux importations. Pour réaliser une certaine unité de ce pays divisé en tribus ancestrales, le régime a limité les écarts de revenu, a mis en place une politique de redistribution ainsi que des services gratuits pour la population : éducation, santé, etc. Pour autant, l'unité nationale est restée partielle, notamment parce que Kadhafi a privilégié l'enrichissement de son clan et de ses principaux alliés, au détriment d'autres tribus et surtout des masses, qui n'ont que très partiellement bénéficié des retombées de la rente pétrolière. Il a également maintenu les divisions entre tribus pour pouvoir en jouer, ce qui a entraîné le maintien de traits de féodalisme et de tendances centrifuges qui se sont manifestées notamment dans les années 1980.

Kadhafi a également financé des mouvements anti-impérialistes à travers le monde et a œuvré en vain à des rapprochements entre pays arabes puis entre pays d'Afrique, pour faire contrepoids à l'impérialisme. En redistribuant une

partie de la rente pétrolière au delà des frontières libyennes, Kadhafi a acquis une popularité certaine auprès des masses africaines. On comprend donc aisément pourquoi il était devenu la bête noire des impérialistes.



Kadhafi et Chávez au Venezuela, en septembre 2009

Dictature sanguinaire

Cependant, derrière la rhétorique socialiste et autogestionnaire du *Livre vert* et la *Jamahiriya* (« État des masses »), Kadhafi a mis en place une dictature sanguinaire au service de son clan et de ses alliés de la classe dominante libyenne. Dès son accession au pouvoir, il entame une répression contre tous les opposants, réels ou supposés, de son régime. Universitaires, étudiants, Frères musulmans ou journalistes sont tous considérés par le « Guide » comme des « ennemis de la révolution ». Les officiers de l'armée libyenne ne sont pas épargnés. Kadhafi réforme le système pénal, créant des « tribunaux du peuple ». Il décrète en novembre 1974 : « La mort est la peine pour toute personne qui formerait un parti politique. » Des dizaines de pendaisons et de mutilations d'opposants — souvent télévisées — s'ensuivent.

En 1980, le régime lance une série d'exécutions extrajudiciaires des opposants politiques, traités de « chiens errants ». Un coup d'État raté contre le leader libyen en mai 1984 entraîne l'emprisonnement de milliers de personnes. Nombre d'entre elles sont exécutées. En 1988, le régime déclenche une nouvelle vague de répression. Amnesty International constate sur place « des arrestations de masse, des disparitions et la torture systématique ». Ce nouveau durcissement s'explique par le retour de combattants libyens du front afghan

qui espéraient établir un État islamique.

Après une seconde tentative de coup d'État, dans laquelle de hauts gradés sont impliqués, Kadhafi purge l'appareil militaire. Il élimine systématiquement tout rival potentiel. Fin juin 1996, plus d'un millier de prisonniers sont tués par les forces du régime en deux jours dans la prison d'Abou Salim, notamment des militants de la cause berbère qui sont arrêtés, emprisonnés ou liquidés. C'est probablement l'acte le plus sanglant du régime. La langue berbère est interdite en public, les livres rédigés en berbère brûlés, alors que, sur les 6 millions d'habitants que compte la Libye, il y a près de 300 000 Berbères. Dans la foulée, Kadhafi interdit l'enseignement de toute langue étrangère.

À la fin des années 1980, Kadhafi doit faire face à l'opposition des mouvements islamistes, notamment des Frères musulmans. Pour contrecarrer leur influence, il adopte la Charia comme fondement du droit libyen en 1994, tout en menant une sévère répression. Il utilise habilement la menace islamiste pour obtenir la coopération des autorités égyptiennes et des pays arabomusulmans, menaçant d'expulser leurs ressortissants installés en Libye (ce fut le cas de dizaines de milliers d'Égyptiens et de Soudanais en 1995).

Avec l'effondrement du bloc stalinien, la question de la survie du régime était posée. En 1986, après avoir largué un déluge de bombes sur la Libye, les États-Unis ont pris des sanctions économiques, de même que l'ensemble de la « communauté internationale » (ONU) à partir de 1992.

Fin des années 1990 : Kadhafi se soumet partiellement aux impérialistes

Dans les années 1990, le régime était complètement isolé et l'état se resserrait. Pour tenter de survivre, Kadhafi a pris un tournant radical en faisant des concessions politiques et économiques très importantes aux impérialistes. L'ONU a suspendu les sanctions en 1999

avant de les lever en 2003 et les États-Unis ont levé leurs sanctions en 2006. Pour cela, Kadhafi a dû arrêter de financer des mouvements anti-impérialistes, indemniser les victimes de Lockerbie (en 2003), stopper son programme nucléaire, se transformer en sous-traitant de la politique d'immigration des pays européens et permettre aux trusts impérialistes de se servir en Libye. Redevenu fréquentable, le dictateur a été réintégré dans la prétendue « communauté internationale » et notamment reçu en grande pompe à l'Élysée en 2007 par Sarkozy (sus-citant la protestation publique de Rama Yade, alors secrétaire d'État aux droits de l'homme).



Rencontre à l'Élysée en 2007 (photo que Sarkozy a fait retirer du site de l'Élysée)

La Libye a vu affluer les compagnies pétrolières occidentales : une quarantaine d'opérateurs étrangers du monde entier ont participé aux rounds d'attribution aux enchères des nouveaux champs d'exploration. Le groupe ENI, première société industrielle italienne, dont l'État italien est le principal actionnaire, est de loin le principal opérateur pétrolier étranger en Libye. Citons également la présence du groupe français Total, de l'espagnol Repsol, de l'allemand BASF, ainsi que plusieurs compagnies américaines, mais leurs intérêts y sont bien moins vastes que ceux d'ENI. Précisons également que, malgré l'ouverture croissante au capital étranger, la majorité de la production était toujours entre les mains de la compagnie nationale libyenne.

L'ouverture au capital étranger ne s'est pas limité au secteur pétrolier : l'économie a été en partie désétatisée (notamment le bâtiment, les travaux publics, le secteur ferro-

viaire, l'hôtellerie ou les banques depuis 2007), même si l'État restait encore le principal employeur du pays. Dans les années 2000, et avant le déclenchement de la crise mondiale, la croissance a été très forte (8% en 2006 par exemple) et l'État a investi considérablement dans le développement des infrastructures, les transports (aéroports, autoroutes) et les télécommunications. Mais Kadhafi a aussi investi des dizaines de milliards pour entrer dans le capital de nombreuses entreprises impérialistes, notamment italiennes (la plus grande banque du pays Unicredit, le groupe d'aéronautique et de défense Finmeccanica, le club de football Juventus de Turin...) ou britanniques (Royal Bank of Scotland, groupe d'édition Pearson, immeubles de prestige londoniens...)¹. Pour faire passer la pilule et éviter la colère des masses, des mesures sociales ont été prises, comme l'augmentation du salaire minimum, le blocage des loyers ou l'augmentation du budget de la santé.

Ce rapide rappel historique permet de comprendre les liens spécifiques entre Kadhafi et l'impérialisme. Après une période marquée par le nationalisme arabe et une indépendance nationale assise sur la manne pétrolière, la dictature de Kadhafi a modifié son attitude envers les pays impérialistes et s'est mise à leur vendre une partie des richesses du pays aux impérialistes. Cependant, il est évident que Kadhafi n'était pas un pion parfait de l'impérialisme, comme pouvaient l'être Ben Ali ou Moubarak. Alors que les impérialistes en demandaient toujours plus, il imposait certaines limites sans lesquelles son prestige nationaliste acquis dans les années 1970 se serait effondré et aurait aggravé les tensions centrifuges et les rivalités entre les tribus au moment même où les concessions à l'impérialisme ne pouvaient que relancer celles-ci.

De plus, Kadhafi n'était pas fiable et prévisible. Et il lui restait des restes de sa période panafricainiste : il a notamment été le fer de

lance du projet de satellite africain (Rascom) qui mettait en cause (modestement) la mainmise des impérialistes dans ce secteur clé. L'État libyen disposait en outre d'un fonds souverain d'investissement considérable : 70 milliards issus de la rente pétrolière qui échappait encore aux impérialistes.

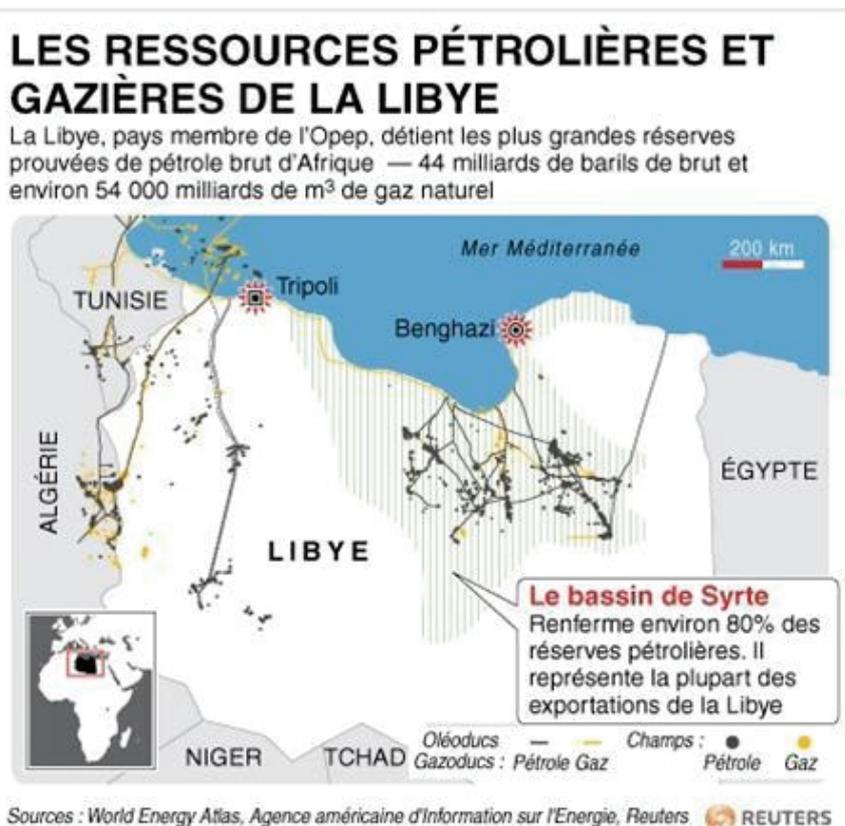
Enfin, les acquis de la période anti-impérialiste de Kadhafi n'ont pas été entièrement liquidés, loin s'en faut : l'éducation et les soins continuent à être gratuits ; l'éducation est obligatoire jusqu'à 16 ans ; le taux d'alphabétisation (plus de 80%) est le plus élevé d'Afrique du Nord ; la condition des femmes n'a rien à voir avec celle des pays voisins, avec par exemple une majorité de femmes dans les universités. En 2007, la Libye était le pays le plus développé d'Afrique si l'on se réfère au classement IDH (Indice de développement humain) établi par le Programme des Nations unies pour le développement.

Les causes de l'intervention impérialiste

Si le soulèvement populaire du début de l'année a été utilisée comme prétexte pour l'intervention

impérialiste en Libye, il est important d'identifier la conjonction de facteurs qui permettent de comprendre les raisons plus profondes de celle-ci.

Une première raison tient au fait que Kadhafi, même s'il livrait progressivement les richesses de son pays aux impérialistes depuis le début des années 2000, n'était pas pour eux le dirigeant idéal : son pouvoir étant assis sur les acquis de l'indépendance et sa personnalité peu fiable, il demeurait encore un obstacle à la totale néo-colonisation de la Libye. Le principal verrou à faire sauter pour les impérialistes était la loi qui accorde à l'entreprise pétrolière nationale National Oil Corporation une participation majoritaire dans l'extraction du pétrole. Compte tenu de l'énorme potentiel pétrolier de la Libye (c'est le pays qui possède les plus importantes réserves du continent), l'enjeu est considérable. Si les impérialistes italiens avaient peut-être plus à perdre qu'à gagner au renversement de Kadhafi (d'où les réticences de Berlusconi à lâcher son ami Kadhafi), les autres impérialismes ont tout à gagner. Derrière le paravent du discours sur les droits de l'homme et de la démocratie, c'est dans « les eaux glacées du calcul égoïste » qu'il faut chercher la



¹ Marc Roche, *Le Monde*, 27 août.

cause fondamentale de l'intervention impérialiste en Libye. Et les pulsions guerrières du capitalisme sont d'autant plus exacerbées que la rentabilité des investissements capitalistes est durablement faible dans les vieux pays impérialistes. D'où la nécessité de dénicher des terrains vierges à l'accumulation du capital. Les bombardements de l'OTAN qui ont provoqué la destruction des infrastructures et mis le pays à sac sont à ce titre une opportunité supplémentaires pour les trusts impérialistes et une catastrophe pour la population.

Une deuxième raison tient à des considérations de politique intérieure. Affaiblis par la crise économique, discrédités par le soutien apporté aux dictateurs renversés par les peuples (Ben Ali, Moubarak...), les dirigeants impérialistes et notamment Sarkozy cherchent à redorer leur blason auprès de leur « opinion publique ». Ces interventions visent également à persuader les populations qu'ils sont du côté des peuples qui luttent pour la liberté et la démocratie. Et ils peuvent bien entendu compter pour cela sur des médias complaisants qui accompagnent avec délectation ces campagnes guerrières.

Une troisième raison tient à la nécessité de prendre le contrôle des soulèvements populaires afin de transformer les processus révolutionnaires naissants (et dangereux pour les intérêts impérialistes) en chevaux de Troie de l'impérialisme. Plutôt que de défendre les dictatures jusqu'au bout (et notamment quand ces dictateurs sont aussi peu fiables que Kadhafi), il est plus habile pour les impérialistes de les lâcher pour mieux contrôler les révoltes populaires, voire en profiter pour accentuer leur emprise politique et économique, comme en Libye.



Le soulèvement populaire a été récupéré et dénaturé par les impérialistes et leurs suppôts du CNT

Lorsque les émeutes ont éclaté au début de l'année, il s'agissait d'une vaste mobilisation populaire contre la dictature de Kadhafi, un processus révolutionnaire naissant dans le prolongement de ceux de Tunisie ou d'Égypte. Les insurgés, massivement, refusaient toute intervention impérialiste. Mais les dirigeants auto-proclamés (ou plutôt adoués par les impérialistes) de l'insurrection ont non seulement décidé de faire appel à l'aide des impérialistes, mais se sont placés sous leur commandement. Les milliers de combattants qui s'étaient engagés dans la rébellion pour renverser le dictateur Kadhafi comme en Tunisie et en Égypte, les milliers qui les ont rejoints ensuite dans chaque ville dans le même but au fur et à mesure que la guerre civile s'étendait, n'avaient pas de programme révolutionnaire. C'est pourquoi l'OTAN et ses alliés du CNT (Conseil National de Transition, comprenant à la fois des « démocrates » libéraux, des chefs de tribus, d'ex-dignitaires du régime et des islamistes réactionnaires) ont pu jouer un rôle considérable dans le conflit. Les combattants ont été encadrés et armés par l'OTAN, et le centre de gravité des opérations militaires a été mis sur les bombardements et les opérations aériennes effectués par les seuls impérialistes. Même si l'OTAN n'avait que quelques cadres au sol, c'est bien elle qui dirigeait les opérations, payait, fournissait les armes. Des hommes d'affaires libyens ont également mis la main à la poche. Des Noirs, des travailleurs immigrés, ont été pourchassés ; mais il ne faut pas oublier que Kadhafi, loin d'être l'ami des Noirs, avait accepté de bloquer l'immigration africaine pour le compte des gouvernements impérialistes. La direction de la rébellion œuvrait objectivement à la recolonisation de la Libye. Si Kadhafi a fait appel à des mercenaires étrangers, l'OTAN a fait de même : selon le journal « de référence » pakistanais

The Nation, la CIA a par exemple recruté 1 500 mercenaires afghans¹.



Hilary Clinton avec le président du CNT, Abdel Jilili

Le bilan de l'intervention de l'OTAN, ce sont surtout des destructions massives d'infrastructures et des milliers de morts s'ajoutant à ceux de la guerre civile elle-même. Minutieusement préparée, l'entrée des rebelles dans Tripoli a été permise par un déluge de bombes et le débarquement de spécialistes et de commandos étrangers. *Le Monde* du 25 août raconte comment les chefs du CNT à Benghazi ont empêché des jeunes de cette ville de participer à l'opération alors qu'ils le voulaient spontanément : les impérialistes ont tenu à n'envoyer que des troupes intégralement encadrées et contrôlées par leurs soins.



Le programme du CNT prétend reconnaître l'ensemble des libertés politiques démocratiques (liberté d'opinion, droit d'organiser des partis politiques, des syndicats, etc.)². Mais il place la propriété privée des moyens de production au dessus de tout et réaffirme que la charia doit être la source de la législation (principe déjà reconnu par Kadhafi dans les années 90). Il ne fait guère de doute que le projet de recolonisation porté par le CNT

¹ <http://nation.com.pk/pakistan-news-newspaper-daily-english-online/Politics/31-Aug-2011/CIA-recruits-1500-from-MazareSharif-to-fight-in-Libya>

² http://www.tamazgha.fr/IMG/pdf/constitution_libye_fr.pdf

impliquera de substantielles restrictions aux principes démocratiques, tout comme de possibles concessions aux islamistes. En outre, il est évident que le gouvernement du CNT va s'attaquer pour les mêmes raisons aux acquis sociaux (école et santé gratuites, etc.). Enfin, il est clair que le CNT cherchera à privatiser les secteurs nationalisés et à livrer entièrement les richesses du pays aux impérialistes. Le président du CNT n'a même pas attendu la chute de Kadhafi pour proclamer que les puissances étrangères qui l'ont aidé bénéficieront de « privilèges spéciaux ». De fait, le cours de bourse des trusts pétroliers a explosé au lendemain de la prise de Tripoli et la conférence internationale de Paris a permis aux impérialistes de se partager le gâteau, le CNT offrant 35% du pétrole brut libyen à la France pour remercier Sarkozy.

Notre boussole : les intérêts de la classe ouvrière et du peuple libyen

Nous sommes choqués par la position de la direction de notre parti quand elle écrit dans un communiqué que « *la chute de Kadhafi est une bonne nouvelle pour les peuples* »¹ et que « *c'est une nouvelle vie qui s'ouvre* », mettant à l'ordre du jour « *la liberté, les droits démocratiques, l'utilisation des richesses dues aux ressources naturelles pour la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple* ». Le triomphalisme de ce communiqué suscite un malaise profond car il fait comme si la chute de Kadhafi n'avait pas été réalisée avec la participation décisive de l'OTAN et par conséquent comme si les impérialistes n'allaient pas faire payer au peuple le prix de son soi-disant soutien, comme si ce prix pouvait être autre chose que le pillage !

C'est une illusion de croire qu'une victoire obtenue avec l'aide militaire décisive des impérialistes et leurs bom-

¹ <http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-kadhafi-tomb%C3%A9-aux-populations-de-d%C3%A9cider>

bardements puisse être couronnée d'une réelle démocratie, d'une satisfaction des revendications démocratiques et sociales du peuple et des travailleurs. Au contraire, forts du résultat de leur intervention et du prestige qu'il leur donne, les impérialistes mettent en place maintenant un gouvernement fantoche à leur botte, comme en Irak ou en Afghanistan. Mais il n'y a pas encore de troupes impérialistes d'occupation (contrairement à l'Irak et à l'Afghanistan) et le CNT est très hétérogène, divisé selon des clivages à la fois politiques et mafieux : cette faiblesse peut se transformer rapidement en force centrifuge et cela donne d'autant plus de poids aux travailleurs, à tous ceux et toutes celles d'en bas, s'ils trouvent le chemin de l'action indépendante. De plus, tout porte à croire que les dizaines de milliers de jeunes qui se sont insurgés contre leur dictateur sont toujours là, ils sont armés et certains pourraient se retourner contre le CNT à la botte des impérialistes en reprenant la dynamique initiale de leur soulèvement, à condition de s'organiser politiquement et syndicalement de façon indépendante. **Quoi qu'il en soit, la clé de la situation est que les travailleurs et les masses populaires de Libye prennent leur destin en mains.**

Comme communistes révolutionnaires, nous sommes par principe solidaires des actes de résistance à l'impérialisme, y compris militaires, à partir du moment où les impérialistes veulent piller et soumettre un peuple opprimé. Mais, au-delà de tout combat militaire, **la stratégie juste consiste principalement à mettre en place des cadres auto-organisés, à construire des organisations syndicales et politiques indépendantes de la bourgeoisie, à recourir à l'arme de la grève contre les privatisations.** Après 42 ans de dictature, les travailleurs ont besoin d'apprendre à lutter pour leurs propres intérêts de classe, de trouver le chemin de l'action politique indépendante. Celle-ci pourrait

commencer par l'orientation immédiate suivante :

• **À bas la recolonisation de la Libye par les impérialistes et leurs suppôts du CNT !**

• **Arrêt immédiat des bombardements ! Retrait sans conditions des impérialistes, de tous leurs personnels militaires et civils !**

• **Aucune concession du pétrole et des richesses nationales du pays aux puissances étrangères !**

• **Libertés démocratiques pour tous et toutes, à commencer par le droit de s'organiser, de manifester, de faire grève !**

• **Mise en place d'une Assemblée constituante souveraine !**

• **Création de syndicats libres et de comités auto-organisés de travailleurs, de travailleuses et de jeunes dans tout le pays !**

• **Préservation des droits du travail et des acquis sociaux, réduction du temps de travail, augmentation des salaires !**

• **Protection des Noirs et de tous les travailleurs immigrés par leurs frères et sœurs de classe libyens !**

Il est urgent que cela soit imposé par des mobilisations les plus larges possibles. C'est l'orientation immédiate que doivent défendre les communistes révolutionnaires tout en soumettant leur propre programme à la discussion, en faisant valoir notamment la nécessité de nouer des liens internationalistes avec les travailleurs des pays arabes et au-delà, d'exproprier les grands groupes capitalistes de Libye, d'évincer les dirigeants des entreprises nationales et de placer celles-ci sous le contrôle des travailleurs, de combattre pour la centralisation des comités d'auto-organisation à construire jusqu'au gouvernement des travailleurs eux-mêmes...

Quant à nous, communistes révolutionnaires en France, nous sommes et resterons en première ligne dans

le combat pour la solidarité internationaliste avec les travailleurs et le peuple de Libye. Il est tragique que le NPA – et l'extrême gauche en général – soit silencieuse et ne mène aucune campagne de masse, laissant le monopole de la mobilisation contre l'intervention impérialiste aux staliniens et à l'extrême droite. **Notre premier devoir est de combat-**

tre centralement l'impérialisme français qui, après s'être accommodé de Kadhafi pour bénéficier de juteux contrats pendant des années, a initié et joué un rôle majeur dans l'intervention de l'OTAN. Et il prétend aujourd'hui jouer un rôle d'« avant-garde » dans la recolonisation du pays !

• **Patrons français, Juppé, Sarkozy, bas les pattes devant le peuple libyen !**

• **Retrait des soldats français de Libye !**

• **Plus aucune bombe ne doit tomber sur le sol libyen !**

• **À bas le pillage de la Libye par les entreprises françaises !**

Japon : le 49^e meeting anti-guerre de la Ligue Communiste Révolutionnaire – Fraction Marxiste-Révolutionnaire marqué par la catastrophe nucléaire de Fukushima

Tous les ans, au début du mois d'août, la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon – Fraction Marxiste-Révolutionnaire (LCRJ-FMR, site internet <http://jrcl.org/english/e-top.htm>) organise un meeting international contre la guerre. La date du meeting est ainsi choisie en souvenir des bombardements atomiques de Hiroshima (6 août 1945) et de Nagasaki (9 août 1945). De fait, cette organisation a toujours accordé une importance capitale au combat contre le développement de l'armement nucléaire, mais également contre l'utilisation civile du nucléaire par les capitalistes au mépris de la sécurité de la population. Cette année, ce combat acquiert une résonance particulière avec la récente crise nucléaire de Fukushima, crise dont on n'entrevoit toujours pas la sortie.

Nous avons reproduit sur notre site leur appel international (<http://tendanceclaire.npa.free.fr/>

[article.php?id=286](#)), qui revient en particulier sur la manière totalement intolérable dont le gouvernement japonais est en train de gérer la crise, sa responsabilité et celle de TEPCO dans l'accident, le rôle des directions syndicales dans l'étouffement de la contestation du nucléaire..., mais aussi sur la manière dont l'impérialisme américain a profité de la catastrophe pour tester ses dernières technologies militaires et pour vassaliser davantage le Japon. Le texte discute également des derniers développements de la lutte de classe et de la lutte anti-sioniste et anti-impérialiste dans le monde. Treize organisations provenant de dix pays différents ont répondu à l'appel en envoyant des messages de solidarité ou des commentaires sur le texte.

Nous avons été invités à assister au meeting central de Tokyo. Comme dans le texte de l'appel, les interventions ont accordé une très large place à la catastrophe nu-

cléaire de Fukushima. L'intervention d'un militant syndical de Rengo (la principale centrale syndicale japonaise) et d'un dirigeant de Zengakuren (la principale association étudiante d'extrême gauche au Japon) ont donné des détails plus concrets sur leur combat dans leur lieu de travail et d'étude contre le nucléaire. Ils doivent notamment très souvent faire face aux bureaucrates syndicaux ou aux membres du Parti Communiste du Japon qui, avant le 11 mars, étaient « pour un nucléaire sûr », mais qui ont tu depuis, de manière temporaire et complètement opportuniste, leur soutien au nucléaire tout en essayant de faire taire les opposants au nucléaire. Enfin, le meeting s'est achevé par une interprétation pleine de combativité de *l'Intanashonaru* par les 700 participants.

Dinesh Agarwal,
militant de la Tendance
CLAIRE du NPA au Japon

Tribune libre

Émeutes en Angleterre ou quand le capitalisme s'indigne devant sa propre décomposition

La vague d'émeutes qui a enflammé les banlieues anglaises pendant 4 jours a déclenché la réponse habituelle de la bourgeoisie à ce genre de situation. Coté pile, une féroce répression policière, coté face,

un concert d'indignation contre ce qui ne pourrait être qu'une violence absurde, dénuée de tout fondement et de toute légitimité. Tel un architecte qui s'obstinerait à expliquer l'effondrement de sa maison par la

méchanceté des éléments, le gouvernement conservateur et libéral-démocrate, ainsi que l'opposition travailliste, voudrait nous faire croire qu'il n'y a ici que des voyous, des « chavs » sans foi ni loi, de la

racaille comme on dit chez nous. Pour nous, communistes révolutionnaires, si la maison s'écroule c'est par ce que le bois est pourri.

La décomposition du système capitaliste, dont la crise de la dette révèle chaque jour un peu plus l'ampleur, est évidente dans un quartier comme celui de Tottenham, d'où sont parties les émeutes. « Pauvre et pluri-ethnique » reprennent en boucle les médias dominants, pour signifier pudiquement que c'est l'une de ces zones où le capital parque son armée de réserve, loin des yeux des touristes et de l'*upper class*. Chômage endémique, concentration de minorités (principalement des africains et antillais), budgets sociaux rachitiques, brutalité d'une police qui ne voit dans ces habitants, et notamment les jeunes, que des criminels en puissance... Ces faits ne sont pas nouveaux, et avaient conduit à des événements similaires sous Thatcher (notamment les émeutes de Brixton en 1981 et de Tottenham en 1985), mais sont singulièrement aggravés par la politique d'austérité du gouvernement Cameron.

Le 6 août donc, Mark Dugan, père de famille de 29 ans d'origine jamaïcaine, est abattu par des policiers, qui l'accusent d'avoir ouvert le feu. Disons-le tout net : il nous importe peu de savoir si c'est effectivement le cas. Cet homme est mort parce qu'il était pauvre, noir, qu'il habitait un quartier ravagé par la

misère et l'exclusion : a-t-on déjà vu la police tirer sur les « *banksters* » de la City, pourtant des brigands d'un tout autre calibre ?

A partir de cette étincelle, la colère se meut en révolte et se propage rapidement à travers Londres et au delà. Affrontements avec la police, pillage de magasins, incendie d'édifices... Aussitôt la bourgeoisie, ses médias aux ordres, ses intellectuels stipendiés, crient au loup : la barbarie est à nos portes ! C'est bien évidemment *en dessous* de la réalité : la barbarie est au cœur même du système. La Grèce que l'on dépèce, la corne de l'Afrique où la famine est tout sauf un phénomène naturel, le peuple Afghan qu'on ne finit pas de « libérer » à coup de bombes, et en Occident même, ces masses de chômeurs, de travailleurs immigrés, de précaires, de sans-droits qu'on exploite impunément...

« Mais, ne pourraient-ils pas protester de manière plus raisonnable? », bredouille le bourgeois apeuré par le déchaînement de violence que son système a lui-même provoqué. L'ennui est que, quand on refuse tout changement véritable, qu'on se gargarise que *there is no alternative* au capitalisme et à son cortège d'abominations, qu'on ne donne aux électeurs le choix qu'entre deux versions du même programme... les gens ont tendance à chercher des solutions non seulement en dehors des institutions

mais surtout *contre* elles. Et nous ne les en blâmons pas.

« Mais pourquoi s'en prennent-ils aux commerces, de leur quartiers qui plus est, et non aux responsables de leurs malheur ? », feignent de s'interroger tous les plumitifs putassiers à la solde du système. Supposons un instant que la question soit sincère, et que ces braves gens ne demandent pas mieux que de voir le Parlement pris d'assaut et le Palais de Buckingham réduit en cendres. Réponse : par ce que l'éducation, la culture, l'ouverture au monde, ce qui est nécessaire à l'émancipation intellectuelle, coûtent chers. Par ce qu'abrutir les masses à coup de pub, de télé, leur présenter la consommation comme un bonheur inépuisable – dont ils sont les premiers exclus – est une affaire rentable. Sauf quand ça pète. Quand on traite les gens comme des chiens, qu'on ne s'étonne pas de se faire mordre.

La seule position digne de notre classe est le soutien aux émeutiers. La responsabilité des partis et syndicats ouvriers est de défendre les révoltés face à l'appareil répressif de l'État bourgeois, d'œuvrer à l'auto-organisation de la révolte, et de préparer la riposte commune de l'ensemble du prolétariat, une confrontation avec le système par la grève générale.

Kolya Fizmatov

Succès des Rencontres Internationales de la Jeunesse (RIJ, 23-30 juillet 2011)

Du 23 au 30 juillet se sont tenues à Fumel (Lot-et-Garonne) les Rencontres Internationales de la Jeunesse (RIJ), réunion annuelle organisée sous l'égide de la « Quatrième Internationale (Secrétariat Unifié) » (SUQI) et le secteur jeune du NPA (dirigé par la position 2). Ces 28^e RIJ ont rassemblé 459 jeunes, dont 220 de France et des camarades d'une quinzaine de pays, essentiellement d'Europe (Grèce, Espagne, Portugal, Angleterre, Danemark, Allemagne, Italie Belgique, Autriche, Suisse, Croatie, Pologne), mais également de Tu-

nisie, d'Irak et du Mexique (d'autres délégations n'ont pas pu venir à cause de la politique extrêmement restrictive de la France en matière de visas). La majorité des participants n'étaient pas membres du SUQI et la plupart des camarades se réclament de celui-ci se situaient politiquement dans sa gauche (à peu près l'équivalent de la position 2 ou de la gauche de la position 1 du NPA).

Dans le cadre d'un camp entièrement autogéré, les discussions ont été extrêmement nombreuses et riches, à la fois pour la formation théo-

rique, pour comprendre la situation internationale et dans les différents pays – notamment la Tunisie, l'Égypte, l'Espagne, la Grèce et la France –, pour discuter des questions de programme et de stratégie ou encore de l'écologie, du féminisme, des revendications LGBTI...

Les clivages politiques entre les différentes positions du NPA, que l'on retrouve sous une forme ou sous une autre dans de nombreux pays (d'autant plus qu'il y a souvent deux, voire trois organisations affiliées au SUQI dans un même pays!), ont été

assez vifs. Ce fut le cas par exemple entre les camarades grecs, soutenus par la majorité des Français, qui se battent pour l'annulation de la dette et la rupture avec l'Union européenne, alors que les Portugais, membres du Bloc des gauche, refusent ce mot d'ordre au nom d'un prétendu « réalisme » et proposent d'aménager la dette... Une grande majorité s'est cependant dégagée pour exiger l'annulation de la dette, comme le montre l'Appel final des RIJ.

Une délégation des jeunes de la Tendence CLAIRE du NPA a participé pleinement aux RIJ dans le cadre de la confrontation fraternelle, défendant nos propositions pour une programme et une orientation révolutionnaires tant en France qu'en Tunisie ou en Grèce. Cela a impliqué bien sûr une confrontation politique non seulement avec les droitiers (comme le Bloc de gauche portugais ou ceux de la position B du NPA), qui étaient très minoritaires, mais aussi avec les camarades du centre et de la gauche du

SUQI (positions 1 et 2 du NPA et leurs équivalents dans les autres pays) qui entretiennent la confusion sur la délimitation programmatique et stratégique au lieu de se battre pour construire des partis clairement révolutionnaires. C'est ce dont témoigne d'ailleurs le caractère minimaliste, parasyndical et bien vague de l'Appel final des RIJ...

La délégation des jeunes de la Tendence CLAIRE aux RIJ

❖ ÉCONOMIE

Les plans d'austérité aggravent-ils les déficits publics et nuisent-ils à l'accumulation du capital ?

À « gauche », et malheureusement également au sein de notre parti, on entend si souvent le même refrain, qu'on le considère désormais comme une évidence : les plans d'austérité portent la récession et l'aggravation des déficits publics comme la nuée porte l'orage¹. Pourtant, derrière ces quelques mots, se concentre une analyse erronée de la crise, qui peut alimenter les illusions des masses en des politiques de réforme du capitalisme, comme celle propagée avec habileté par le Front de Gauche, au lieu de les aider à comprendre à partir de leur propre expérience que leurs revendications, même élémentaires (comme la hausse générale des salaires de 300 € pour tous, un revenu minimum à 1600 € net, etc), ne

peut être satisfaite sans en finir avec le capitalisme et les institutions à son service. D'où l'importance d'en discuter en profondeur.

Réfutation théorique

La discussion sur les effets des plans d'austérité sur l'accumulation du capital renvoie à notre analyse du capitalisme et de ses contradictions.

Malheureusement, l'analyse du NPA (contenue dans le texte adopté au dernier congrès « Nos réponses à la crise ») ne se distingue pas nettement de celle du Front de gauche et de la gauche du PS sur un point essentiel : la crise serait une crise de « sous-consommation » des travailleurs. Les salaires seraient trop bas pour permettre la vente de la totalité des marchandises produites², d'où la crise de surproduction. Les capitalistes seraient donc victimes de leur égoïsme : ils bloqueraient les salaires pour maximiser leurs profits mais cela conduirait inéluctablement à la crise puisqu'il n'y aurait plus suffisamment d'acheteurs pour que les marchandises soient écoulées au prix espéré. Si on adhère à ce type d'analyse, les plans d'austérité sont non seulement injustes, mais aussi inefficaces et ab-

surdes du point de vue même de la logique du système : ils ne peuvent qu'aggraver la crise puisqu'ils ne peuvent que déprimer la demande (et aussi diminuer les rentrées fiscales et donc échouer à réduire les déficits publics) via l'accroissement de la sous-consommation des travailleurs et la diminution des dépenses publiques.

Mais cette analyse est fautive. La capacité à satisfaire les besoins sociaux n'est pas un indicateur de l'état de santé du capitalisme : les capitalistes se moquent bien que des millions d'hommes meurent de faim quand il y a bien assez de richesses pour nourrir tout le monde, que des milliards d'hommes soient mal ou sous-alimentés, ne puissent se soigner, s'instruire, que des millions soient jetés au chômage, que des millions subissent la précarité et la flexibilité, etc. Le capitalisme se porte d'autant mieux que la rentabilité du capital est importante. Quand les salaires sont bloqués et que la rentabilité du capital est très forte, il n'y a aucun problème pour les capitalistes : ils continuent à investir (en achetant des moyens de production et des forces de travail supplémentaires) et la croissance est très forte, même si elle est très inégale : la croissance de la consommation des travailleurs est faible, mais la croissance de la consommation des capitalistes et la croissance de la production de moyens de production est très élevée. Contrairement à une idée véhiculée par les réformistes keynésiens, c'est la très forte rentabilité du capital (rendue possible par les des-

¹ On retrouve ce genre de formules dans les appels unitaires : « ces plans d'austérité sont porteurs d'une logique de récession, et donc d'une réduction des recettes fiscales, qui alimentera encore les déficits publics » (Ce n'est ni notre crise ni notre dette ! Non à la règle d'or !, texte « unitaire » signé par le NPA) ; mais aussi dans la dernière déclaration du CPN : « Cette course généralisée à l'austérité aggrave des déficits public » (Résolution politique du CPN du 25 septembre 2011). Les élus de la position 4 au CPN ont d'ailleurs proposé un amendement (non retenu) supprimant cette phrase et indiquant que « pour tenter de réduire les déficits publics et de relancer l'accumulation, les bourgeoisies européennes vont tenter d'imposer des plans d'austérité drastiques et un recul brutal du niveau de vie des travailleurs ».

² Les salaires sont bien sûr trop bas pour nous, la majorité des salariés. Il est de plus en plus difficile pour beaucoup d'entre nous de boucler les fins de mois, après avoir payé le loyer, la nourriture, les vêtements, les transports pour aller au travail, etc.

tructions de la guerre et la dévalorisation correspondante du capital) qui a permis la très forte croissance d'après guerre, pas la croissance des salaires (que les capitalistes ont pu concéder et absorber en raison de ce haut niveau de rentabilité du capital, contrairement à aujourd'hui).

Toute crise capitaliste prend la forme d'une crise de « surproduction » ou de « réalisation » : une quantité de la valeur produite n'est pas « réalisée », c'est-à-dire que le capitaliste ne récupère pas sous forme d'argent la plus-value qui est contenue dans ses marchandises, par exemple Renault dans ses voitures, parce qu'une partie des marchandises produites ne sont pas vendues. Si la demande est trop faible pour écouler la production, c'est parce que la rentabilité du capital est trop faible. En effet, ce sont les décisions des capitalistes qui déterminent le niveau de la demande : décisions d'investissement (au sens large : c'est-à-dire leurs achats de moyens de production – sous forme de capital constant – et de forces de travail – sous forme de capital variable) et décisions de consommation pour leurs besoins propres. Si le taux de profit espéré plonge (par exemple si les salaires augmentent), les capitalistes investiront moins, et cela déclenchera une crise de « surproduction ». Ce n'est pas que l'on produise trop de richesses par rapport aux besoins humains à satisfaire, mais trop de richesses par rapport à ce qui peut être absorbé par cette forme d'organisation de l'économie qu'est le capitalisme.

C'est pourquoi la cause fondamentale des crises est la suraccumulation de capital : trop peu de plus-value est extraite relativement à la masse de capital investi. Cela peut sembler paradoxal, car on entend tous les jours que les profits du CAC 40 n'ont jamais été aussi élevés. C'est vrai mais d'une part une grande partie de cette plus-value est produite à l'étranger, et d'autre part, ce qui compte pour les capitalistes, ce n'est pas la masse de profit en soi, mais la masse de profit rapporté au capital investi, c'est à dire le taux de profit ! Et ce taux de profit est bien plus bas que pendant les *Trente Glorieuses*, malgré les efforts des capitalistes pour augmenter le taux d'exploitation¹.

¹ Le taux d'exploitation est le rapport

Pourquoi est-il si bas aujourd'hui ? Marx a expliqué cela : c'est la fameuse « loi de la baisse tendancielle du taux de profit », la loi la plus importante de l'économie capitaliste selon lui. Marx explique que, dans la dynamique de l'accumulation, les capitalistes achètent (en proportion) toujours plus de moyens de production, et toujours moins de forces de travail. Or seule la force de travail crée la plus-value, donc mécaniquement le rapport entre la plus-value extraite et le capital investi tend à diminuer.

Pour sortir de la crise, il n'y a qu'une solution *pour le capital* : dévaloriser le capital constant (investi dans l'achat de moyens de production) et dévaloriser le capital variable (investi dans l'achat de forces de travail). Depuis 30 ans, le capital a, dans une certaine mesure, dévalorisé le capital variable en bloquant les salaires. Cela a permis au taux de profit de se redresser partiellement, mais cela s'est avéré insuffisant, car une véritable relance de l'accumulation nécessite une dévalorisation importante du capital constant, une véritable « purge » pour mieux redémarrer. Il faudrait pour cela une guerre ou une vague de faillites qui permettrait aux entreprises survivantes de racheter à bas coût les moyens de production des entreprises qui coulent... Or, Les États bourgeois sont intervenus massivement pour « sauver » les grands groupes capitalistes (« too big to fail »), et éviter les faillites. Cela a permis d'éviter un effondrement économique (et social)... mais cela a aussi empêché une véritable relance de l'accumulation. Du coup, depuis les années 1970, c'est le marasme économique, avec la persistance d'un chômage de masse qui permet au capital de faire pression sur les salaires. Et cela a fini par conduire depuis 2007 à la crise actuelle, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale.

entre la plus-value et le capital variable (salaires des travailleurs) : il matérialise le rapport de forces entre la classe des exploités et la classe des exploités. Rappelons que les travailleurs produisent la totalité de la valeur et que la différence entre la valeur produite et la valeur avancée pour acheter la force de travail (salaires) est la plus-value (part de la valeur qui est appropriée par les capitalistes pour investir – accumuler – ou pour consommer.

Aujourd'hui dans les pays impérialistes, pour payer les dettes publiques et relancer l'accumulation, les bourgeoisies n'ont qu'une politique à leur disposition : les plans d'austérité et la baisse des salaires. Du sang et des larmes pour que ce système monstrueux continue, de plus en plus difficilement, à se reproduire au prix d'une dégradation des conditions de vie d'une majorité de la population. Cependant vu l'ampleur de la crise et la résistance des travailleurs, rien ne dit que cette « solution » fonctionnera cette fois-ci.

Réfutation empirique

Les plans d'austérité abaissent les déficits en Grèce

Le déficit commercial (hors produits pétroliers) a été réduit de 29,5% sur les 7 premiers mois de 2011 par rapport au 7 premiers mois de l'année 2010 : il est passé de 14,17 milliards à 9,98 milliards d'€. C'est assez logique : la baisse des salaires et la diminution des dépenses publiques font plonger les importations (à cause de la baisse du pouvoir d'achat des grecs) et stimulent les exportations (amélioration de la compétitivité prix grâce à la baisse du coût du travail).

Le déficit public est passé de 15,4% du PIB en 2009 à 10,5% en 2010. C'est encore énorme, mais cela apporte la preuve que les plans d'austérité n'ont pas aggravé les déficits publics. Malgré une forte baisse du PIB, la hausse des taux d'imposition et la réduction des dépenses publiques ont fait baisser le déficit public.



Mais la résistance des travailleurs empêche pour le moment Papandréou d'aller aussi loin qu'en a besoin le capital

Si les effets des plans d'austérité ne parviennent pas à diminuer plus rapidement les déficits commerciaux et les déficits publics, ce n'est pas en

raison des mesures qui ont été appliquées depuis deux ans. C'est au contraire parce que ces mesures ont été trop « timorées », compte tenu de l'ampleur des déficits. D'où la colère de la « troïka » (UE-FMI-BCE) qui a quitté la Grèce début septembre en sermonnant le gouvernement grec. En effet, dans son dernier rapport (en date du 20/09/2011), le FMI est plus pessimiste qu'en juin sur l'évolution de la dette grecque, estimant que son poids par rapport au PIB va encore fortement croître de 2011 à 2012, passant de 166% du PIB à 189% du PIB, alors qu'en juin il tablait sur une hausse modérée de 166% à 172% du PIB pour la même période.

C'est la résistance des travailleurs qui a ralenti la mise en œuvre des contre-réformes (mesures d'austérité et privatisations). Certes, les bureaucraties syndicales ont pour le moment réussi à empêcher la montée vers la grève générale qui aurait pu bloquer les plans d'austérité, en épuisant les travailleurs dans des journées d'action à répétition. Mais des mouvements de désobéissance civile se sont développées contre les mesures d'austérité : des campagnes « je ne paie pas » ont été menées contre les augmentations de péages autoroutiers (blocages), contre le forfait de 5 € pour chaque consultation à l'hôpital (descente dans les hôpitaux pour inciter les malades à ne pas payer), etc. Aujourd'hui, une vaste campagne (soutenue par le puissant parti communiste) se prépare contre le paiement de la nouvelle taxe immobilière votée ces derniers jours par le parlement.

Le PASOK parviendra-t-il à imposer à temps aux travailleurs une cure d'austérité suffisamment sévère pour éviter une situation de défaut ?

En outre, il est incontestable que les plans d'austérité, rendus inéluctables compte tenu de l'ampleur des déficits, ont eu un effet récessif immédiat : en faisant baisser le pouvoir d'achat et en diminuant les dépenses publiques, ils ont diminué brutalement les débouchés d'un grand nombre d'entreprises. Alors que les effets négatifs (sur la croissance) sont immédiats, les effets positifs sont différés. Les entreprises ne peuvent changer leurs plans de production et trouver de la main d'œuvre adéquate du jour au lendemain. Ainsi, la situation

est catastrophique aujourd'hui : sur un an, le PIB a reculé de 6%, l'emploi de 5%, et le pouvoir d'achat de 15%¹.

Mais, à *moyen terme*, les plans d'austérité, si les gouvernements parviennent à les imposer à leur population, ne peuvent que stimuler l'accumulation du capital en dévalorisant la force de travail : quand les salaires diminuent, les profits augmentent, et par voie de conséquence le taux de profit, qui est le moteur de l'accumulation. On peut d'ailleurs déjà percevoir les premiers effets positifs pour le capital des plans d'austérité, comme la hausse de 9% au 1er semestre 2011 des recettes du tourisme par rapport au 1er semestre 2010.

Elena Panaritis, députée du PASOK et par ailleurs économiste de profession, implore la compréhension de la bourgeoisie internationale : « *Il a fallu 11 ans à M. Thatcher pour mener à bien ses réformes dans un pays qui avait des problèmes structurels moins importants. Notre programme a été mis en place il y a seulement 14 mois* ». Ce n'est en effet pas évident d'imposer des régressions considérables dans un pays développé dont les travailleurs ont des traditions des luttes.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le gouvernement Papandréou a la capacité d'aller plus loin et de mater la résistance de la population, condition *sine qua non* pour que la plus grande partie de la dette publique soit remboursée. Il est impossible de le savoir aujourd'hui. Par contre, il est certain que le gouvernement grec doit passer à la vitesse supérieure pour espérer éviter un défaut de paiement sur une partie significative de la dette publique. Pour en être capable, le gouvernement a besoin de se relégitimer, d'où l'idée qui a fuité dans la presse d'organiser un référendum sur le maintien dans la zone euro : il s'agirait de terrifier la population sur les conséquences dramatiques d'une sortie de l'euro, pour mieux imposer les remèdes de cheval pour payer la dette et rester dans l'euro. Ce serait un pari risqué mais le gouvernement grec pourrait y être contraint, à moins que l'option choisie

¹ D'après Patrick Artus et Laurence Boone (« 'Prendre ses pertes' sur la dette de la Grèce est une fausse solution », dans *Le Monde* daté du 27 septembre 2011)

par la bourgeoisie soit celle d'un gouvernement autoritaire qui réprimerait toute forme de contestation.

Le gouvernement letton a rétabli sa situation économique, en réussissant à imposer aux travailleurs un terrible plan d'austérité

L'économie lettone a plongé fin 2008 et tout au long de l'année 2009 : en 2009, le PIB a reculé de près de 20% et le déficit public a atteint 9,7%. Face à cela, la politique d'austérité a été d'une brutalité inouïe : diminution du nombre de fonctionnaires de 20%, baisse du salaire des fonctionnaires de 25%, baisse des retraites de 20%, hausse du taux normal de la TVA de 18% à 22% et du taux réduit de 5% à 12%, etc. Au prix d'un grand bond en arrière du niveau de la population, le pays a réduit son déficit public (-7,7% en 2010 et -4,2% prévu pour 2011), et la croissance est repartie : -0,3% en 2010 et +3,3% prévu cette année.

Ainsi, le gouvernement letton a réussi à remplir ses objectifs de croissance et déficit fixés par les bailleurs de fonds internationaux, en parvenant à mettre en place ses contre-réformes sans rencontrer une résistance trop forte. Mais le gouvernement grec n'a pas cette « chance » : sa population résiste de façon scandaleuse !

Les enjeux politiques de la discussion : socialisme ou barbarie (capitaliste)

Il ne s'agit pas d'une discussion d'experts. Les enjeux sont cruciaux, malgré des dénégations de ceux qui veulent à tout prix neutraliser la portée politique de cette discussion. Il ne s'agit pas d'un débat qui aurait sa place dans les cercles universitaires, mais d'un débat central pour tous ceux qui veulent détruire ce système infâme. Nous ne sommes pas des socialistes utopiques, mais des matérialistes qui devons asseoir notre projet politique sur une analyse scientifique de la réalité.

Si on pense que la crise est une crise de sous-consommation, les plans d'austérité sont en effet une aberration : ils ne peuvent qu'aggraver la crise, en faisant diminuer la consommation des travailleurs et en rendant plus aiguë la surproduction de marchandises

ses. Par contre, une politique de relance de la demande, par l'augmentation des salaires et une réforme fiscale redistributive, permettrait de sortir de la crise « par le haut » (en améliorant le niveau de vie des travailleurs) sans sortir du capitalisme. Si une telle analyse était juste, ce ne serait pas une crise du capitalisme, mais une crise du néolibéralisme, qui pourrait être résolue avec une politique keynésienne de relance (du type de celle qu'a mise en

place Mitterrand en 1981 avec le succès que l'on connaît...).

En revanche, si l'on comprend qu'il s'agit d'une crise de suraccumulation de capital, il n'y a pas d'autre issue, dans le cadre capitaliste, que la remise en cause des acquis sociaux, du niveau de vie des travailleurs. Voilà pourquoi ce système est monstrueux, et voilà pourquoi sortir du capitalisme est une nécessité si on veut éviter un grand bond en arrière. L'alternative

entre le socialisme et la barbarie (capitaliste) n'est pas un slogan abstrait. Elle se pose très concrètement au moment des grandes crises. Et il est vital, pour les communistes révolutionnaires, de mener une lutte acharnée contre les réformistes qui trompent les travailleurs en leur faisant croire qu'on peut sortir de la crise « par le haut », sans sortir du capitalisme.

G. L.

Pour sauver leur système, les gouvernements bourgeois vont devoir renflouer les banques et durcir les plans d'austérité

Les beaux discours sur la sortie de crise sont désormais bien loin. Après avoir mis en place des plans de relance et renfloué les banques fin 2008, les gouvernements ont fait exploser leur déficit public, et donc leur dette, sans parvenir à relancer l'accumulation du capital. Ces plans n'ont fait que reporter une partie de la dette du privé vers le public. Et les différents États bourgeois européens ont mis en place des plans d'austérité pour faire payer cette dette aux travailleurs. C'est la seule politique possible pour tenter d'éviter des défauts de paiement importants qui provoqueraient un effondrement du secteur bancaire, et entraînerait l'ensemble des entreprises dans leur chute. Rien ne garantit que les gouvernements bourgeois parviendront à imposer à temps des plans d'austérité suffisamment forts pour empêcher un défaut important de la Grèce, qui pourrait alors entraîner le défaut en cascade d'autres pays européens. Si c'était le cas, l'immense dévalorisation de l'actif des banques (qui possèdent en grande quantité des obligations publiques) nécessiterait une recapitalisation importante du secteur bancaire, c'est-à-dire une injection massive d'argent public qui ne pourrait être possible qu'au prix d'attaques d'une violence inouïe contre les travailleurs. D'ores et déjà, Sarkozy et Merkel se sont réunis les 8 et 9 octobre pour discuter ensemble d'un vaste plan de recapitalisation si la situation des banques se dégradait dans les semaines à venir. Le 12 octobre, Bar-

roso, président de la Commission européenne, a souligné l'urgence de recapitaliser les banques pour faire face à une décote (défaut partiel) de la dette grecque qu'il évalue entre 30% et 50%. Pour sa part, Juncker, chef de file des ministres des finances de la zone euro, parle de 60%.

La restructuration / démantèlement de Dexia est la première manifestation spectaculaire de l'aggravation de la crise en France. Dans la presse bourgeoise, on entend souvent parler de « recapitalisation », « actif pourris », « fonds propres » sans explication claire. L'objectif de cet article est de fournir les éléments nécessaires à la compréhension de la crise bancaire qui s'annonce, ce qui nous permettra de comprendre l'effondrement de Dexia et d'en tirer les conséquences politiques du point de vue des travailleurs.

Éléments pour comprendre le bilan d'une banque

Qu'est ce que le bilan comptable d'une banque ?

Le bilan d'une banque est une photographie de sa situation financière à un instant donné. Dans le bilan d'une banque (et d'une entreprise en général), il y a d'un côté l'actif (ce qu'elle détient) et de l'autre le passif (ses ressources), qui sont nécessairement égaux.

Le passif comprend :

- Les fonds propres (ou ressources propres) : ressources initiales

(apports des fondateurs de la banque) + réserves provenant des bénéfices antérieurs (la partie non distribuée aux actionnaires) + résultat de l'année (positif si bénéfice, négatif si perte)¹ ;

- Les ressources émanant de la clientèle non bancaire : dépôts (comptes courants, etc.) de la clientèle qui représentent une dette de la banque à l'égard des clients ;
- Les emprunts émis sur les marchés de capitaux : titres émis par la banque (certificats de dépôts, obligations) ;
- Les dettes à court terme envers la banque centrale et les autres banques dans le cadre de sa gestion de trésorerie ;
- Les provisions : ressources mises de côté pour faire face à une future dévalorisation d'un poste de l'actif².

À l'intérieur du passif, on distingue deux grands types de postes : les ressources propres (fonds qui appartiennent à la

¹ Si le produit de l'activité bancaire est supérieur aux charges (provisions déduites), le résultat de la banque est positif. Dans le cas contraire, il est négatif.

² Cela permet aux banques d'incorporer dans leur bilan une partie des pertes futures anticipées afin de « lisser » leur compte de résultat et d'éviter une chute brutale du résultat d'une année sur l'autre. Cela illustre le fait que le compte d'une entreprise n'est pas une photo « objective », mais une construction comptable susceptible de manipulation.

banque) et les dettes (dépôts et emprunts). À l'intérieur des dettes, on constate que depuis 30 ans, la part des dépôts dans le passif a diminué de 73% en 1980 à 23% en 2008 alors que celles des emprunts a grimpé 19% à 60%.

L'actif comprend :

- Les actifs réels : biens matériels ou immatériels possédés par la

banque (bâtiments, terrains, brevets...);

- Les crédits consentis à la clientèle non bancaire ;
- Les actifs financiers : titres détenus par la banque pour son propre compte ;
- Les réserves à la banque centrale.

Les crédits représentaient 84% des actifs en 1980 mais seulement

29% en 2008. De façon symétrique, les banques détiennent de plus en plus de titres sur les marchés financiers. C'est la manifestation que les banques font de moins en moins ce qu'elles sont censées faire (recueillir des dépôts et faire des crédits), alors qu'elles « jouent » de plus en plus sur les marchés financiers.

ACTIF	PASSIF
Actifs réels (bâtiments, etc.)	Fonds propres
Crédits aux entreprises, aux ménages, et aux collectivités locales	Comptes courants des clients (dettes de la banque envers les clients)
Actifs financiers : titres divers (actions, obligations, etc.)	Emprunts émis sur les marchés de capitaux
Créances à court terme envers les banques	Dettes à court terme envers la Banque centrale et les autres banques
Réserves à la Banque centrale	Provisions
TOTAL ACTIF = TOTAL PASSIF	

L'arbitrage entre rentabilité et solvabilité

Pour les actionnaires de la banque, la rentabilité de leur investissement se mesure au moyen du ratio résultats/fonds propres. Autrement dit, ils ont intérêt à ne pas investir de fonds supplémentaires et à pousser les dirigeants de la banque à s'endetter pour maximiser la rentabilité. On dit alors qu'ils utilisent « l'effet de levier », en augmentant le ratio dettes/fonds propres. Pour maximiser la rentabilité, ils ont intérêt à maximiser le versement de dividendes, et ils peuvent même aller jusqu'à diminuer les fonds propres en rachetant les actions de la banque.

Mais cette stratégie peut mettre en péril la solvabilité de la banque. En effet, une banque devient insolvable quand la valeur de ses dettes devient supérieure à la valeur de ses actifs (fonds propres négatifs !). Elle n'est alors plus en mesure de remplir ses obligations de remboursement envers les déposants et autres créanciers. C'est la faillite.

Une banque doit être « liquide »

Même s'ils sont parfois liés, les problèmes de solvabilité doivent

être distingués des problèmes de liquidité (qui eux-mêmes peuvent entraîner la faillite). Ainsi, une banque doit avoir suffisamment de réserves (liquides) pour rembourser ses déposants quand il y a des mouvements de retrait des dépôts. Sinon, c'est la faillite. Pour accroître ses réserves, une banque a quatre options : deux options où elle augmente son passif pour accroître ses réserves (en empruntant à d'autres banques ou à la banque centrale) et deux options où elle diminue les autres postes de l'actif pour accroître ses réserves (en vendant une partie de ses titres ou en réduisant le montant de ses prêts — en ne renouvelant pas ses prêts ou en vendant ses prêts à d'autres banques).

On a beaucoup parlé, il y a quelques mois, de l'appel de Cantona à vider ses comptes en banque : « *S'il y a 20 millions de gens qui retirent leur argent, le système s'écroule* ». Que se passerait-il si beaucoup de gens vidaient en même temps leurs comptes courants ? Les banques auraient un problème de liquidité monstrueux : quand les clients retirent de l'argent à un guichet automatique, leur banque débite leur compte et leur fournit en contrepartie des billets. D'où viennent les billets ? De la banque

centrale. Pour fournir les billets, la banque doit alors débiter son compte à la banque centrale (puiser dans ses « réserves »). Mais le « hic », c'est que ses réserves représentent une toute petite part (moins de 5%) des dépôts de ses clients. Dès lors, si 5% des dépôts étaient subitement vidés, les banques ne pourraient pas fournir les billets demandés et seraient contraintes de bloquer les comptes courants de ses clients et de fermer boutique (au moins temporairement). Mais si les banques n'ont pas de réel problème de solvabilité, la banque centrale peut alors massivement injecter des liquidités (et les récupérer plus tard pour éviter une spirale inflationniste) pour faire face à la demande d'espèces.

Toutefois, il faut avoir à l'esprit que si une banque n'arrive plus à obtenir facilement des liquidités (les autres banques rechignant à lui prêter, elle n'arrive pas à vendre facilement ses actifs, etc.), cela peut être le signe d'un problème plus grave de solvabilité. Et c'est en l'occurrence le cas pour la crise que nous connaissons depuis quatre ans. Dans ce cas, le prêteur en dernier ressort qu'est la banque centrale ne fait que résoudre temporairement un problème de

liquidité, mais ne peut résoudre le problème structurel de solvabilité.

Une banque doit être solvable

La solvabilité d'une banque se détériore quand elle détient des actifs qui se dévalorisent (par exemple des crédits qui ne valent plus rien car le client est lui-même devenu insolvable). Dans ce cas, les fonds propres sont diminués d'autant (pour équilibrer le bilan) alors que ses dettes sont intactes. Imaginons qu'un gros client de la banque fasse défaut sur son crédit et que la banque n'ait pas suffisamment de fonds propres pour y faire face : dans ce cas, la banque est contrainte de se déclarer en faillite... sauf si elle est recapitalisée en urgence (par l'État ou d'autres actionnaires qui injectent de nouveaux fonds propres, *via* par exemple l'émission de nouvelles actions).

Pour se consolider, les banques ont donc intérêt :

- à augmenter leurs fonds propres ;
- à n'accorder des crédits qu'à leurs clients les plus sûrs, afin d'éviter que ses crédits se transforment en actifs « pourris » dévalorisés ;
- à se « purger » de leurs actifs « pourris », c'est-à-dire à prendre leurs pertes, et à les absorber par l'injection de nouveaux fonds propres.

L'effondrement en deux temps de Dexia

Brève histoire de Dexia

L'histoire de *Dexia* commence en 1987. Cette année-là, la CAECL (*Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales*), obscure succursale administrative de la CDC (*Caisse des dépôts et consignations*) qui finance les collectivités locales, s'émancipe de sa tutelle et devient le CLC (*Crédit Local de France*), société anonyme commerciale cotée en Bourse à partir de 1991. Le CLC entame son développement à l'international et fusionne en 1996 avec le *Crédit communal de Belgique* pour donner naissance au groupe *Dexia*, qui regroupe aujourd'hui

environ 35 000 salariés. *Dexia* multiplie ses prises de participation à l'étranger (banque *Crediop* en Italie, *Financial Security Assurance* (FSA) aux USA, banque *Denizbank* en Turquie, etc.) et devient le leader mondial sur le marché des services financiers aux collectivités locales.

Dans les années 1990 et 2000, *Dexia* s'est de plus en plus éloignée de son « cœur de métier » pour multiplier les opérations sur les marchés financiers. Elle s'est notamment fourvoyée en distribuant des crédits aux collectivités locales sur la base de prêts fondés sur des instruments financiers sophistiqués qui ont évolué dans le mauvais sens et accru la dette des collectivités. L'actif de *Dexia*, constitué notamment d'obligations publiques et de prêts aux collectivités locales, était devenu très fragile quand éclata la crise financière en 2007.

La recapitalisation de Dexia en 2008

Fragilisée par la crise en 2007, le cours de l'action *Dexia* s'effondre fin 2008 à un peu plus de 2€ contre plus de 20€ début 2007. *Dexia* n'arrive alors plus à trouver des liquidités auprès des autres établissements bancaires ou à se recapitaliser auprès des investisseurs privés.

Pour éviter la faillite au lendemain de la disparition de *Lehman Brothers*, un plan de sauvetage public a été mis en place fin 2008 sous deux formes :

- Une injection de capital de 6,4 milliards d'€ (achat d'actions à 9,90€ alors que l'action était cotée moins de 2€) : 3 milliards par l'État français, 3 milliards par l'État Belge, et 400 millions par l'État luxembourgeois. Une somme que les contribuables des trois pays ne reverront donc jamais puisque *Dexia* est aujourd'hui démantelée ;
- Une garantie d'État (jusqu'à 150 milliards¹) portant sur les nou-

¹ Il est faux d'écrire, comme le fait Yvan Lemaître dans *Tous est à nous!* du 13 octobre (« *Dexia, les États au service des 'Bad banks'* », <http://www.npa2009.org/content/dexi>

veaux financements levés (la Belgique participait pour 60,5% de la garantie, la France pour 36,5% et le Luxembourg pour 3%) ; cette garantie a été levée à l'automne 2010.

Dexia a alors liquidé une grande partie de ses actifs (notamment en cédant sa filiale américaine FSA) et donc réduit fortement la taille de son bilan. Mais la structure est restée plombée par des actifs à risque, notamment des titres de la dette grecque ou des crédits que les collectivités locales ont de plus en plus de difficultés à rembourser.

Le sauvetage n'aura duré que trois ans : le démantèlement de Dexia

S'estimant flouées et prisonnières de taux indexés sur le franc suisse ou le yen, de plus en plus de collectivités locales réclament aujourd'hui la restructuration de ces prêts, voire l'effacement total ou partielle des créances. Huit actions en justice sont aujourd'hui en cours, dont une au pénal par Rosny-sur-Seine dans les Yvelines. De plus en plus de prêts se transforment en actifs « pourris » et plombent le bilan de *Dexia*. La crise s'est accélérée le 3 octobre, quand le cours de bourse a plongé de 10% et surtout quand les épargnants ont commencé à retirer leur argent en Belgique (où *Dexia* a des activités de banque de détail) : 300 millions ont été retirés en une seule journée. La situation n'était plus tenable et les gouvernements ont dû se résoudre à programmer le démantèlement du groupe.

Le 10 octobre, le conseil d'administration de *Dexia* a validé le plan de démantèlement des gou-

a-les-%C3%A9tats-au-service-des-%C2%AB%E2%80%89bad-banks%E2%80%89%C2%BB), que « *Dexia, une première fois en difficulté lors de la crise financière de 2008, a été renflouée pour 150 milliards d'euros par les États français et belge* ». Le renflouement était de 6,4 milliards (l'injection de capital) puisque les garanties n'ont pas été mises en œuvre (les dettes de *Dexia* n'ont donc pas été transformées en dettes publiques).

vernements français, belge, et luxembourgeois. Il prévoit :

1) le découpage en 3 branches des activités du groupe :

- l'État belge va prendre le contrôle à 100% de *Dexia Banque Belgique* (activités de banque de détails du groupe en Belgique), pour 4 milliards d'€ ;
- l'État français va mettre sur pied une nouvelle banque dédiée au financement des collectivités locales, détenue par la Banque postale et la CDC ; cette banque reprendra un portefeuille de prêts de plus de 70 milliards, dont 10 milliards sont aujourd'hui considérés comme « risqués ». La CDC a obtenu que *Dexia* se porte garant jusqu'à 500 millions de pertes, et qu'au delà la charge soit assumée par l'État à 70% et par *Dexia* à 30%¹. Mais en dernière instance, c'est l'État qui devrait payer puisque l'État va se porter garant de ce qui reste de *Dexia* (transformé en « *bad bank* », cf. ci-dessous) ;
- Enfin, la branche luxembourgeoise de *Dexia* va être achetée, pour 1,05 milliard, par un groupe d'investisseurs liés à la famille royale du Qatar.

2) la transformation du reste de *Dexia* en « *bad bank* » qui va gérer 90 milliards d'actifs risqués (pourris) – dont 20 milliards d'obligations publiques grecques, italiennes, portugaises et espagnoles –, auxquels les États français (pour 36,5%, soit 33 milliards), belges (pour 60,5%) et luxembourgeois (pour 3%) vont apporter leur garantie. En sortant ces actifs du bilan des trois nouvelles entités, on assainit leur bilan pour leur permettre de survivre, et on reporte le risque sur la « *bad bank* » (ou « structure de défaillance ») qui va chercher à se débarrasser des actifs pourris. Les pertes probables seront alors supportées par les contribuables de ces trois États.

¹ Par exemple, si 1 milliard de pertes devaient être constatées, il en coûterait 650 millions (500 millions + 30% de 500 millions) à *Dexia* et 350 millions à l'État français.

Que peut-il se passer maintenant ?

Après l'annonce de la garantie apportée par l'État aux emprunts de *Dexia*, des politiciens de premier plan ont affirmé que cela pourrait précipiter la dégradation de la note financière de la dette publique française. Le 5 octobre, Fabius a indiqué sur Europe 1 : si l'État « *se met ça sur le dos, ça veut dire que notre triple A ne va pas être conforté* ». Fillon a immédiatement réagi en démentant tout risque de dégradation, mais il a néanmoins concédé que « *personne ne peut dire à l'avance que cette garantie coûtera au contribuable français, même si naturellement dans chaque opération de garantie, il y a un risque* ». De son côté, Baroin a indiqué : « *Ça n'alourdira pas la dette de l'État français puisque, selon Eurostat, qui est l'organe statistique européen, toutes les garanties aux établissements bancaires ne sont pas intégrées dans la dette publique.* » Mais les normes comptables n'y changeront rien : si les banques font défaut sur leurs emprunts, les garanties se transformeront en dettes publiques.

Or le démantèlement de *Dexia* pourrait bien être au système bancaire ce que la faillite de la Grèce pourrait être à la zone euro : un petit hors-d'œuvre annonciateur d'une orgie destructrice. Les banques européennes sont sous-capitalisées : les fonds propres de BNP Paribas ne représentent que 1/27^e du total du passif, ceux de la Société Générale 1/50^e, alors que le ration n'est que d'1/10^e environ pour les banques américaines. Comme *Dexia*, elles ont passé avec succès les « *stress tests* » : il y a en effet de quoi être « rassuré » !

Nous sommes incontestablement à un tournant et les gouvernements bourgeois s'appêtent à déclarer la guerre aux travailleurs. Pour recapitaliser massivement les banques et éviter l'effondrement de leur système, il va leur falloir imposer des plans d'austérité d'une ampleur qui n'a pas grand-chose à voir avec le plan Fillon de 12 milliards de cet été. D'ores et déjà, il est certain

que ce plan ne suffira pas à réduire le déficit public à 4,5% en 2012 (objectif du gouvernement), puisque le gouvernement comptait sur une croissance de 1,75% qui est désormais hors d'atteinte (les experts de la bourgeoisie tablent sur une croissance maximale de 1%).

Le 23 octobre, un sommet européen va tenter de déboucher sur un vaste plan de recapitalisation des banques, dont l'ampleur sera fonction de la décote de la dette grecque qui pourrait être entérinée. La montée en puissance de la lutte de classes en Grèce, qui devrait culminer lors des journées de grève du 19 et 20 octobre, sera décisive. Elle pourrait déboucher sur une crise politique majeure qui rendrait caduc le plan d'« aide » européen du mois de juillet (qui revenait à acter une décote de 21% de la dette grecque) et obligerait les gouvernements bourgeois à accepter un défaut bien plus important². La situation grecque pourrait alors se généraliser dans la zone euro, ouvrant une épreuve de force décisive entre les classes.

Il est central de se préparer dès maintenant à cet affrontement, en mettant en avant la seule alternative possible aux politiques des gouvernements bourgeois de « gauche » et de « droite » : celle d'un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie, qui seul aurait la force de :

- répudier l'ensemble de la dette publique ;
- exproprier sans indemnité ni rachat les banques et les grands groupes du CAC 40. Cela n'a donc rien à voir avec la nationalisation/rachat du secteur bancaire

² Ce sont les banques grecques qui seraient les plus exposées à un défaut important de la dette publique grecque. C'est pourquoi le gouvernement grec fait pression pour que le défaut acté soit le plus limité possible. Pour la bourgeoisie grecque, la solution est sans issue (l'allègement de la dette publique serait immédiatement annulé par les immenses besoins de nouveaux capitaux pour les banques privées... qui devraient se tourner vers l'État grec !)... sauf si la Grèce bénéficiait de transferts directs importants pour éviter l'effondrement de son économie.

qui reviendrait à socialiser les pertes en payant les capitalistes avec l'argent des contribuables. (Notons d'ailleurs que le « programme populaire et partagé » du *Front de gauche* est même en deçà de cette position puisqu'il prône la constitution d'un « pôle public bancaire » qui cohabiterait avec le secteur privé.) En outre, nationaliser le secteur bancaire sans exproprier les grands groupes du CAC

40 ne pourrait que mettre les banques (le « capital financier ») au service du « capital industriel ». On a déjà donné en 1981 avec les résultats et l'issue que l'on connaît ;
- utiliser les moyens de production pour satisfaire les besoins sociaux, sous le contrôle des travailleurs.

Pour pouvoir réaliser ce programme, un tel gouvernement de-

vrait bien sûr rompre avec le marché capitaliste international : rompre avec l'UE capitaliste, sortir de l'euro, instaurer un monopole du commerce extérieur, instaurer une monnaie inconvertible. Il faudrait rompre avec la mondialisation capitaliste, pour construire une Europe et un Monde socialistes.

G. L.

Notes sur la conjoncture économique (9 décembre 2011)

L'accélération de la crise des dettes publiques plonge la France en récession

Les prévisions de l'INSEE faites début octobre sont désormais caduques : l'institut prévoyait¹ au 4^e trimestre 2011 une croissance nulle du PIB (après avoir prévu en juin² une croissance de 0,5% au 4^e trimestre !) et une légère augmentation de la consommation des ménages (+0,3%), de l'investissement des entreprises (+0,1%) et des dépenses individualisables des administrations publiques (+0,2%).

Désormais, l'OCDE annonce³ que la France est entrée en récession : le PIB baisserait de 0,6% au 4^e trimestre 2011⁴ et encore de 0,5% au 1^{er} trimestre 2012 ; au 4^e trimestre, la consommation des ménages baisserait de 0,2% et l'investissement des

entreprises de 0,4%. Par ailleurs, le nombre de chômeurs officiels a fortement augmenté en octobre (+34 400) pour atteindre 2 815 000 (un record depuis 12 ans)

L'OCDE annonce une croissance annuelle pour 2012 de 0,3% et un chômage en hausse tout au long de l'année (qui atteindrait 9,9% fin 2012), alors que le gouvernement maintient sa prévision (déjà révisée à la baisse deux fois) de 1%, sur laquelle est construit son projet de budget.

Cela signifie que le gouvernement devra procéder à de nouveaux plans de rigueur d'une ampleur considérable s'il veut atteindre son objectif d'un déficit public de 4,5% par rapport au PIB en 2012. En effet, l'OFCE estimait en octobre qu'avec une croissance de 0,8% en 2012, il faudrait un nouveau plan d'austérité d'au moins 27 milliards pour tenir l'objectif fixé. Or, le gouvernement a fait voter un plan de « seulement » 7 milliards en novembre (qui s'ajoutait au plan de 11 milliards de cet été). Avec une croissance de 0,3%, l'ampleur du plan pour atteindre la cible de déficit public devrait être d'une ampleur considérable.

L'OCDE appelle le gouvernement français à mettre en place un 3^e plan de rigueur de 8 milliards. Pour le moment, le gouvernement affirme qu'il s'en tiendra là, mais personne de censé ne peut y croire, et les choses pourraient s'accélérer brutalement si la note de la dette de la France était dégradée dans les semaines qui viennent.

Récession dans la zone euro, faible croissance aux USA, et croissance moins soutenue dans les pays « émergents »

Comme la France, l'Allemagne est entrée en récession : -0,6% prévu au 4^e trimestre 2011 et -0,3% prévu au 1^{er} trimestre 2012. Même si l'OCDE prévoit que la croissance allemande sera ensuite supérieure à la croissance française, le pays le plus fort de la zone euro va pâtir de la mauvaise conjoncture de ses voisins, avec un net ralentissement des exportations.

L'ensemble de la zone euro est et sera en récession fin 2011-début 2012, la croissance annuelle 2012 devrait être proche de 0 (+0,2%) et la production devrait décroître en Grèce (-3%), au Portugal (-3,2%) et en Italie (-0,5%).

En revanche, l'OCDE est plus optimiste pour les États-Unis avec une croissance qui pourrait durablement tourner autour de 2-2,5%, c'est-à-dire trop faible pour faire baisser de façon significative le taux de chômage.

L'ensemble des pays « émergents » devrait connaître un ralentissement de leur croissance :

- la récession dans la zone euro devrait impacter sur leurs exportations ;
- la croissance soutenue de ces dernières années pèse sur le taux de profit et ralentit le rythme de l'accumulation⁵ ;

⁵ Cf. par exemple (pour le cas de la baisse du taux de profit en Chine) : <http://www.herramienta.com.ar/herramienta-web-4/les-limites-de-la-croissance-chinoise>

¹ http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/octobre2011_cafdf

² http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/juin2011_ve.pdf

³ <http://www.oecd.org/dataoecd/46/42/49113702.pdf>

⁴ On mesure à quel point les prévisions de l'INSEE (pour le trimestre en cours !) sont mauvaises : on voit ici les limites d'une méthodologie qui mobilise énormément de savoir-faire technique mais reste prisonnière de modèles « aveugles » qui ne nous aident en rien à comprendre la situation économique. Du coup, quand l'économie plonge, l'INSEE est incapable de le prévoir correctement puisque ses prévisions sont basées sur un pur traitement statistique des données disponibles (donc celles du passé).

- la croissance a été stimulée par des bulles immobilières et financières qui menacent d'éclater (ou qui ont déjà commencé à éclater comme en Chine).

Toutefois les conditions de l'accumulation restent plus favorables que dans les pays impérialistes et les taux de croissance y seront probablement supérieurs : l'OCDE prévoit en 2012-2013 autour de 3-4% de croissance pour le Brésil et la Russie, 6% pour l'Indonésie, 7-8% pour l'Inde et 9% pour la Chine.

Dans les pays impérialistes, la crise va donc s'approfondir, et la bourgeoisie ne peut qu'amplifier les plans d'austérité qui frappent les travailleurs, pour tenter d'éviter une vague de faillites qui précipiterait les économies impérialistes dans une profonde dépression. L'autre issue dans le cadre capitaliste, serait précisément une immense destruction de capital (provoquée par des faillites en cascade ou une guerre), qui permettrait une véritable reprise de

l'accumulation. Dans tous les cas, les travailleurs seront perdants... sauf si, aidés par des partis anticapitalistes révolutionnaires à la hauteur de la situation, ils parviennent à vaincre un certain nombre d'obstacles (bureaucraties syndicales, réformistes, populistes...) et à mettre en place leur propre gouvernement et à devenir maîtres de l'appareil productif.

G. L.

❖ ANTI-SEXISME

Non, monsieur Schivardi, l'attitude des jeunes filles n'est responsable d'aucune délinquance et est encore moins un « appel au viol » !

Gérard Schivardi, candidat du Parti Ouvrier Indépendant (POI) en 2007, maire de Mailhac, et un des quatre secrétaires nationaux du POI, a tenté de mettre en place dans son village de 441 habitants un couvre-feu à 22h pour les moins de 17 ans. L'arrêté, digne d'un élu UMP, a été invalidé par la sous-préfète de Narbonne. Cette mesure, faisant suite à des cas de comas éthyliques et surtout à un viol, était censée protéger la jeunesse de son village. Schivardi s'en justifie dans une interview qu'il a donné pour le site internet « Nouvelles de France » (<http://www.ndf.fr/la-une/21-07-2011/gerard-schivardi-je-defends-ma-population-cest-ma-famille>). Il s'agit d'un site qui se définit comme de droite, libéral et conservateur et qui véhicule une idéologie foncièrement réactionnaire. Pour Schivardi, la « délinquance » qui se développe dans son village est du fait des « Des jeunes de Narbonne viennent avec leurs BM' et font n'importe quoi... ». Mais si ceux-ci viennent, « c'est à cause de la vingtaine de jeunes filles de 13 à 16 ans que compte le village et qu'ils ont rencontré au collège à Narbonne. Ce sont elles qui les ramènent »... Par ailleurs, comme on peut le lire dans un article du *Midi libre*, il déclare « Les filles mettent des choses hallucinantes sur Internet, de vrais appels au

viol » (<http://www.midilibre.fr/2011/07/06/un-couvre-feu-pour-les-mineurs-signe-schivardi,350511.php>)

Ainsi, les choses sont claires, les problèmes de drogues, d'alcool et même les viols, en dernière instance, pour Schivardi c'est de la faute de ces filles qui aguichent les jeunes en BM' dont les hormones les empêchent de réfléchir. C'est le discours sexiste habituel et insupportable, « elle n'avait qu'à pas mettre de mini-jupe si elle ne voulait pas se faire violer ». Mais en plus d'être responsables de leur viol potentiel, ces jeunes filles se retrouvent à elles seules responsables des problèmes de délinquance du paisible village de Mailhac ! Un tel discours machiste est scandaleux de la part de n'importe quel individu, mais venant d'un dirigeant du POI c'est encore plus haïssable.

À l'heure de l'« affaire DSK » qui a donné lieu à un florilège de propos sexistes (« troussage de domestique », « il n'y a pas mort d'homme » etc.), il est plus que jamais nécessaire de rappeler qu'un viol est un crime est que le violeur seul est coupable. L'attitude d'une femme, sa tenue n'ont aucunement à être prises en compte dès lors qu'elle a exprimé son refus. La reconnaissance du viol comme étant

un crime à partir de 1980 et non un simple délit est le résultat des luttes féministes. Le viol dans la grande majorité des cas n'est pas le fait d'individus pervers ou malades, il est une des manifestations les plus violentes des rapports de domination homme-femme. En effet, sur 25 000 cas par an (dont seulement 8 000 recensés « officiellement ». 75 000 cas selon les organisations qui ont impulsé la pétition contre le viol <http://www.contreleviol.com/>) dans 74% des cas les femmes connaissent leur agresseur (Estimations de SOS Femmes : http://www.sosfemmes.com/violences/viol_chiffres.htm). Ainsi, tenir ce genre de propos est extrêmement grave et participe à maintenir cet état de banalisation du viol.

Le POI doit condamner les propos tenus par son dirigeant

Le viol est un crime, quand une femme dit non, c'est non !

Anne Brassac

AURILLAC 2011 : L'art est une arme de construction massive

Le festival international de théâtre de rue d'Aurillac est l'une des plus importantes manifestations d'arts de rue au niveau européen avec plus de 100 000 spectateurs sur 5 jours. Depuis sa création en 1986 par Michel Crespin et grâce à avec les artistes de ce secteur du spectacle vivant, le nombre de compagnies inscrites dans le "in" et le "off" n'a cessé de croître. Cette année, en 2011 il s'élevait à plus de 520 compagnies de France et d'ailleurs.

L'art de rue, qu'il soit théâtre, musique, danse, peinture, etc. est un art qui aujourd'hui doit attirer l'attention des révolutionnaires. En effet c'est l'un des rares domaines artistiques encore relativement indépendant du marché capitaliste. Pas de censure, très peu de médiation, pas de production démesurée, pas de salaires mirobolants (la grande majorité des artistes qui y participent sont intermittents du spectacle, c'est à dire précaires). De fait, par sa relative indépendance, l'art de rue est souvent engagé, révolté ; il hurle, il radicalise, et poing levé il gueule et crache sur la société de consommation, la mondialisation et le capitalisme.

En 1938, dans leur essai *Pour un art révolutionnaire indépendant*, Léon Trotsky et André Breton écrivaient déjà : « L'opposition artistique est aujourd'hui une des forces qui peuvent utilement contribuer au discrédit et à la ruine des régimes sous lesquels s'abîme, en même temps que le droit pour la classe exploitée d'aspirer à un monde meilleur, tout sentiment de la grandeur et même de la dignité humaine »¹

Les arts de rue nous montrent la voie de cette aspiration à un monde meilleur, et il est donc de notre devoir de nous y intéresser.

¹ Léon Trotsky et André Breton : *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, 1938

Rentré tout juste d'Aurillac, voici deux spectacles engagés qui ont retenu mon attention.



Marx le retour, pièce de théâtre écrite par Howard Zinn

Le premier spectacle est une pièce de théâtre, intitulée *Marx le retour* écrite par Howard Zinn en 2002 et rééditée l'année dernière juste après la mort de l'auteur : « J'ai écrit cette pièce à une période où l'effondrement de l'Union soviétique générerait une liesse presque universelle : non seulement l'« ennemi » était mort mais les idées du marxisme étaient discréditées. [...] Je voulais montrer Marx furieux que ses conceptions eussent été déformées jusqu'à s'identifier aux cruautés staliniennes. Je pensais nécessaire de sauver Marx non seulement de ces pseudo-communistes qui avaient installé l'empire de la répression mais aussi de ces écrivains et politiciens de l'Ouest qui s'extasiaient désormais sur le triomphe du capitalisme. Je souhaite que cette pièce n'éclaire pas seulement Marx et son temps mais également notre époque et la place que nous y tenons. »²

La pièce, interprétée à Aurillac avec brio en un peu plus d'une heure par Philippe Costes, tente

² Howard Zinn, *Préface de l'auteur à la pièce de théâtre : Karl Marx le retour*.

donc de laver le nom de Marx au 21^e siècle en montrant notamment que les rapports de production et les rapports entre les classes n'ont pas vraiment changé depuis le 19^e siècle. On retrouve ainsi dans cette pièce théâtrale la théorie expliquée simplement mais clairement selon laquelle dans le système capitaliste il y a inévitablement accumulation de richesses à un pôle de plus en plus restreint et pauvreté de plus en plus étendue à l'autre pôle. L'auteur s'arrête également de façon très lucide sur l'amalgame que fait volontairement la bourgeoisie entre communisme et stalinisme. Extrait : « Ils prétendent que, du fait de l'effondrement de l'Union soviétique, le communisme est mort. (Il secoue la tête). Ces imbéciles savent-ils seulement ce qu'est le communisme ? Pensent-ils qu'un système mené par une brute qui assassine ses compagnons de révolution est communiste ? Scheissköpfe ! (...) Et ce sont des journalistes et des politiciens qui racontent ce genre de salades ! Qu'est-ce qu'ils ont bien pu faire comme études ? Ont-ils jamais lu le Manifeste qu'Engels et moi avons écrit quand il avait vingt-huit ans et moi trente ? (Il prend un livre sur la table et lit) En lieu et place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, nous devons avoir une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous (...) Vous entendez ça ? Une association ! Compréhendent-ils le but du communisme ? La liberté individuelle ! Que chacun puisse devenir un être humain plein de compassion. Pensez-vous que quelqu'un qui se prétend communiste ou socialiste mais se comporte comme un gangster comprenne quoi que ce soit au communisme ? »³

³ Howard Zinn, *Karl Marx le retour, pièce historique en un acte*, Éd. Agone, Paris, 2010.

La pièce évoque également sur la correspondance Bakouline/Marx, sur la question juive, sur l'impérialisme, la théorie de la plus-value, la *Commune de Paris* : « *La Commune fut écrasée par des chacals, mais elle fut la réalisation la plus importante de notre époque* »¹.

L'auteur rappelle entre autres le rôle de la dictature du prolétariat : « *Savez-vous ce qu'Engels et moi avons écrit sur les prisons ? Plutôt que de punir les individus pour leurs crimes, on devrait éliminer les conditions sociales qui engendrent le crime, et fournir à chaque individu tout ce dont il a besoin pour développer sa propre vie (...)* D'accord, nous avons parlé de « dictature du prolétariat ». Mais ni de dictature du parti, ni de dictature du comité central, encore moins de dictature d'un seul homme. Non, nous avons parlé d'une dictature provisoire de la classe ouvrière. Le peuple prendrait la tête de l'État et gouvernerait dans l'intérêt de tous – jusqu'à ce que l'État lui-même devienne inutile et disparaisse progressivement. »²

Le tout est enrobé d'un peu d'humour et d'anecdotes sur la vie de Marx, notamment sur ses rapports avec sa femme et ses filles. Le décor est simple (une table avec quelques livres et journaux posés dessus, une chaise) et la musique (ou plutôt le bruitage) n'intervient que très rarement pour souligner un peu grossièrement des mots, des phrases ou des moments d'intimité ou de révolte.

Cette pièce a été jouée 3 fois à Aurillac et a reçu un très bon accueil. Le public était nombreux, composé de jeunes plus ou moins révoltés contre la société et de personnes âgées qui avaient l'air de savoir de quoi on parlait et qui, parfois, pleuraient à la fin de la pièce.

Pour voir des extraits de la pièce : <http://www.myspace.com/calabasse>

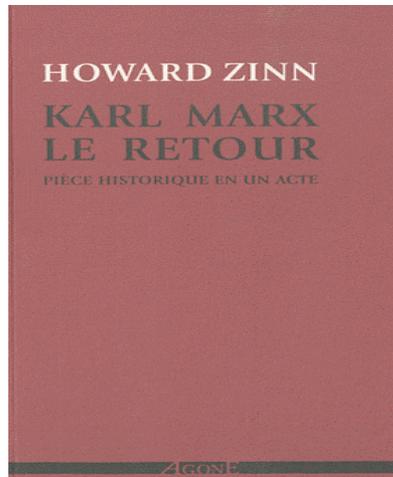
¹ *Idem.*

² *Idem.*

Spectacle de la compagnie *Metalvoice*

Le deuxième spectacle ayant retenu notre attention est la création mondiale cette année de la compagnie *Metalvoice*, compagnie « tête d'affiche » du festival d'Aurillac 2011 et qui a l'habitude de créer des spectacles gigantesques avec un énorme matériel sonore, visuel et instrumental. La compagnie se définit elle-même comme « *poésie industrielle* ».

« *Le monde industriel a depuis deux siècles, créé sa propre dimension, offrant à notre regard une nouvelle échelle d'appréciation. Il est à l'origine de nombreux conflits. C'est de cet univers là que surgissent des problèmes d'exploitation des hommes et des territoires, des exclusions massives, des négligences écologiques (...)* Ce monde étant le nôtre, il devient notre source d'inspiration et notre terrain d'action artistique » (Pascal DORES, Conducteur artistique de *Metalvoice*)



Il y avait environ 6000 spectateurs pour assister à ce spectacle dont le titre est « *Viré(e)s vers l'est* ». Il rend hommage aux ouvrier(e)s d'usines victimes des délocalisations, licenciements et autres monstruosité capitalistes. Les sept musiciens et acteurs de *Metalvoice* habillés en bleus de travail tapent ainsi sur des instruments d'usine (tuyaux en tout genre, carcasses, métaux, etc.) pour faire ressortir une rythmique lancinante rappelant les bruits d'usine. Par dessus, un

texte est déclamé ou slamé, et est accompagné par un orchestre. Le tout est habillé par une scénographie et une construction énorme alimentée par des vidéos projetées sur écrans géants.

L'ambiance est plutôt noire et lourde mais magnifique et rappelle certains projets artistiques des bolcheviques dans les premières années de l'URSS où l'usine et l'industrie étaient au centre des créations. Le texte d'Eugène Duriff, déclamé par les musiciens, est très profond et rend hommage à la classe ouvrière tout en rappelant qu'elle est en perpétuelle lutte contre la bourgeoisie. Extrait :

« [...] *Je suis du pays de l'usine... Je le dis sans fierté, mais je le dis aussi sans effort, car une fois sorti de ce pays, il n'est pas indifférent d'en avoir été l'habitant, il y a comme un savoir qui vous vient dans cette vie là, un savoir que personne ne vous apprend, un savoir, un filtre, un point de vue. Pas besoin de passer par de longues interrogations pour comprendre ce qu'est un rapport de classe, on le sait, intuitivement, on l'a dans le sang. Un exemple ? Quand on rentre à l'école et que pour la première fois, on se retrouve en présence d'enfants de la bourgeoisie, on comprend, immédiatement, tout de suite, sans délai, sans détour, ce qu'est un rapport de classe. On voit des doigts qui se lèvent pour répondre à la question : - Qui est Molière ? Qui peut donner le titre d'une de ses œuvres ?*

Et vous, vous, vos mains sont de plombs, parce que ce mot là, jamais, jamais vous ne l'avez entendu prononcé, jamais.

Molière ?, Quoi Molière ? Qu'est-ce que c'est Molière ?

- Ha ha, celui-là, c'est qu'il est bête, il ne connaît même pas Molière.

Non, je ne connaissais pas Molière. Et voyez comme la vie est ironique, c'est au milieu de cette ignorance, qu'elle vous enseigne quelques vérités bien sonnées, car enfin, des situations comme cela, c'est un sacré signal, ça vous alerte, ça vous jette de la clarté au visage,

on appréhende la géométrie sociale, on appréhende en tout cas la position qu'on occupe dans les rapports de classe, mal classé, très mal classé, heureusement on ne sait pas encore qu'on le sait sinon quel découragement, mais on le sait, on le ressent, on le vit, pas même besoin de souffrir d'une quelconque humiliation, être là suffit, être là, se tenir dans le mutisme, dans l'inculture du pas grand chose, dans leur silence, dans leur vocabulaire basique, et s'apercevoir que l'on parle de sujet, dont on ne dit jamais un mot à la maison et que pour certain le monde n'a pas la même configuration que pour nous ; oui, on le sent, ça brûle, ça s'inscrit dans la chair avant de passer dans le cerveau. Et quand on voit une manifestation dans la rue, on sait, on sait exactement de quel côté on est, même, même si on ne comprend rien aux banderoles et aux cris, même si on est en peine de savoir le pourquoi, même, même si le père, tenaillé entre sa hiérarchie et son appartenance viscérale au monde ouvrier est évasif sur les explications, on le sait ce savoir-là, ce sont des racines... Je suis du pays de l'usine, je suis du pays de l'usine [...]

Un extrait sur

<http://www.youtube.com/watch?v=tpuZE572Eb4>

Plus d'informations sur

<http://www.metalovoice.com/>

Outre ces deux spectacles il y avait bien sûr de très nombreuses autres pièces et/ou concerts sans doute très intéressants politiquement mais je ne pouvais évidemment pas tout voir (plus de 500 spectacles par jour pendant 5 jours). Mais ces deux exemples nous montrent déjà que les arts de la rue ne délaissent pas la révolte, bien au

contraire, ils ont toujours été à l'avant-garde dans la contestation artistique. Il y a donc de nombreux artistes (souvent de tendances anarchistes mais aussi quelques marxistes) qui sont réellement enragés contre le capitalisme et qui le crient dans leurs spectacles. De plus on le sait, les artistes (et *a fortiori* les artistes de rue) ont un statut très précaire du fait de leur rattachement pour la plupart à pôle emploi et à la précarité. Ils doivent notamment, depuis les dernières réformes de 2003, travailler plus en moins de temps pour obtenir leur indemnisation. Du fait de la crise ils doivent également faire face à des restrictions budgétaires de tous cotés, que ce soit pour les aides à la création ou pour l'achat de spectacle par les collectivités. D'autre part, les techniciens et artistes de l'ombre (costumiers, décorateurs, régisseurs etc.) sans qui les spectacles n'existeraient pas, sont de plus en plus touchés par les réformes brutales contre l'intermittence du spectacle et de fait, sont de moins en moins nombreux. Pour toutes ces raisons il faut savoir qu'au festival d'Aurillac par exemple, 95% des artistes présents ont joué gratuitement, sans aucune aide, seulement pour se vendre et se montrer auprès des programmeurs présents. Et le chapeau qui tourne à la



fin des représentations est évidemment loin de rembourser ne serait-ce que les frais de déplacement et de logement des compagnies...

En temps de crise, la culture est l'un des premiers domaines que l'on sacrifie au profit des banques et des actionnaires. Les artistes, qui font, pour la plupart, incontestablement partie de la classe exploitée par le capital, seront donc amenés à combattre aux côtés de l'ensemble du prolétariat lors de la révolution. Mais l'un des problèmes principaux reste que le militantisme politique est assez rare chez eux car il y a une grande méfiance (compréhensible) envers les partis réformistes, envers la bureaucratie et envers les politiciens médiatisés, tous aussi corrompus les uns que les autres.

C'est donc à nous, communistes et fervents défenseurs de l'art indépendant et contestataire d'essayer de gagner les artistes ayant des aspirations révolutionnaires à notre programme pour le renversement du capitalisme. Pour ce faire il nous faut nous intéresser à ce type de spectacles, à ces festivals, à ces créations qui émergent ici et ailleurs, et il nous faut nouer aussi souvent que possible des liens avec les artistes et organiser interviews, échanges, débats avec eux. L'appel créé par Léon Trotsky et André Breton pour rassembler artistes et révolutionnaire est donc plus que jamais d'actualité et mérite d'être relayé dans le monde artistique :

**« Ce que nous voulons :
l'indépendance de l'art pour
la Révolution ; et la Révolution
pour la libération
définitive de l'art. »**

Lazslo Merville

L'éducation à la liberté

Les méthodes éducatives sont passées par plusieurs stades au cours de l'histoire ; au Moyen-âge, la réflexion pédagogique était nulle. Il s'agissait d'apprendre par cœur les vérités des anciens contenus dans les écrits ; puis il y a eu l'école « républicaine » sensée former des citoyens participant à la démocratie et à la défense de la Nation ; aujourd'hui les réformes scolaires amènent de plus en plus l'école à être aux services des entreprises capitalistes avant le développement de l'esprit critique de l'individu. Nous pouvons dire que la forme de l'éducation dépend du type de société dans laquelle elle est située. Elle est un moyen d'atteindre un but que les dominants de chaque société ce sont eux mêmes fixés.

Marx disait de la société communiste qu'elle serait une société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Dans ce cadre là il s'agit de penser une éducation radicalement différente des modèles dominants qui ont été mis en place successivement dans l'histoire.

Dans l'idée de développement, il y a l'idée de potentialité. Avec l'essor de la pensée des lumières, s'exprime tout un tas de nouvelles considérations sur l'éducation, le développement et la liberté propre de l'individu ainsi que ses droits. Il y a de plus à partir de là l'arrivée d'une pensée scientifique de plus en plus présente dans la société. Dieu est remis en cause ainsi que la prétention des Églises à vouloir tout expliquer. Au fur et à mesure que la massification scolaire progresse, de micro-expérience se mettent en place, innovantes dans le domaine de la pédagogie, à partir de la fin du XIX^e siècle. Le but est souvent de développer les potentialités de l'individu (avec souvent une priorité particulière pour tel ou tel pédagogue). C'est « l'éducation nouvelle ». Les pédagogues partent de l'observation de l'enfant et mettent

en place un programme pédagogique pour leur permettre d'apprendre à user de toutes leurs capacités en partant de leurs intérêts propres. Ceci le plus souvent dans un souci d'égalité entre élèves. Ces pédagogues sont souvent des idéalistes qui rêvent, en généralisant leurs méthodes éducatives, de changer la société. Ces nouvelles tentatives pédagogiques prirent de nombreuses formes, elles ont été plus ou moins isolées. Certains mouvements restant confinés à des orphelinats ou des écoles privées, d'autres se développant jusqu'à l'international en réseau (comme Freinet¹ ou Montessori²).

Mais à travers cette flopée de nouveaux initiateurs pédagogiques s'en trouve un particulier qui s'est détaché (en le critiquant notamment) du mouvement de l'éducation nouvelle. Alexander Sutherland Neill, ancien maître d'école anglaise, ancien psychanalyste à l'époque du Freud triomphant. Cet homme décide de créer une école à contre-courant ET de l'école traditionnel ET de l'éducation nouvelle en 1921, « Summerhill ». Son credo : « *faire confiance à l'enfant* ».

La liberté, pas l'anarchie !

Ce qui distingue Summerhill de toutes les autres écoles, c'est la liberté. La liberté est le socle sur lequel tout repose à Summerhill. Neill, en effet, fait confiance à l'enfant, pour lui, l'enfant est natu-

rellement bon et on n'a besoin de lui imposer très peu de limite pour en faire un individu libre et correctement éduquer. Tout est histoire d'équilibre en fait. Il s'agit d'être à mi-chemin entre l'enfant contraint et ce que Neill appelle « l'enfant gâté », c'est à dire un individu égoïste, qui ne pense qu'à lui même et fait peu de cas des autres qui l'entourent. Un enfant gâté est un enfant qui tend vers « l'anarchie »³. À Summerhill, la liberté est un échange, et ce sont là les bases de l'éducation de cette école, c'est par ces règles là que l'enfant apprend la tolérance.

Mais qu'est-ce que la liberté ? Et qu'est-ce que l'anarchie concrètement ? La liberté de l'enfant s'exprime dans tout ce qui touche à sa propre personne : sa façon de se vêtir, de parler, l'acceptation ou non des conventions, de la politesse, l'apprentissage, le jeu, ses choix, son avenir... L'anarchie quant à elle résulte d'un trop plein de liberté. C'est le moment où l'enfant va imposer sa propre volonté, sa propre loi, sur celles des autres. L'enfant ne voit alors que lui, son intérêt, son envie, quelque soit l'impact que ça peut avoir sur la liberté de ses pairs ou sur celle des adultes. Dis de façon plus technique, c'est le moment où deux intérêts antagonistes se rencontrent. L'enfant qui tend vers l'anarchie voudra alors imposer son propre choix, alors qu'en fait le bon sens de l'enfant libre voudra négocier, échanger, la liberté de chacune des deux parties.

À Summerhill, cette liberté se concrétise par le fait que les enfants ne sont absolument pas obligés d'aller en cours. Ils peuvent, s'ils le désirent, jouer toute la journée. Neill affirme que le jeu est d'une importance capitale pour les enfants et c'est pourquoi il leur laisse tout ce

¹ Instituteur après 1918, à cause de son poumon perforé, incapable de crier, il dut inventer une nouvelle manière d'enseigner, plus proche des intérêts des enfants via notamment la coopération et l'auto-édition en classe.

² Pédagogue italienne au début du XX^e siècle ; elle a compris l'importance du matériel pour le développement cognitif de l'enfant et a ainsi créé tout une gamme d'objet adapté à son développement.

³ Anarchie qui n'est pas à entendre dans le sens de l'anarchie politique, mais à prendre dans le sens d'anomie.

loisir. On passe beaucoup de temps à jouer à Summerhill, et les jeux diffèrent d'un âge à un autre.

D'autres activités sont proposées : des représentations de théâtre régulières (parfois une fois par semaine). Les pièces qui y sont jouées sont très souvent écrites par les enfants eux-mêmes, parfois par un adulte, mais jamais des pièces d'auteurs classiques qui sont pour Neill complètement inadaptées aux enfants (c'est un grief qu'il a d'ailleurs contre l'école traditionnelle). Le décor est minimaliste, mais les enfants créent leurs propres costumes. Il y a aussi des activités de danses, mais de la danse plutôt « libres », c'est à dire ne suivant pas les conventions ordinaires des pas prédéterminés. Enfin il y a du sport — qui bien qu'obligatoire en Angleterre est aussi facultatif que les cours à Summerhill.

Entre l'enfant gâté et l'enfant châtié en manque de liberté, Neill défend la position de ce qu'il appelle « l'enfant autonome ». C'est à dire un enfant qui, lorsqu'il fait quelque chose, le fait volontairement (puisque rien ne l'y contraint) et le fait par conséquent aussi à fond, jusqu'au bout. Dans son échange de liberté avec autrui, il a appris à respecter l'autre, à prendre en considération ses désirs. Les enfants de Summerhill ont beau ne pas être obligés d'aller en cours, ils ne sont pas plus bêtes que les enfants des écoles dites « classiques » car lorsqu'ils apprennent quelque chose, ils l'apprennent par plaisir et retiennent donc plus facilement ces savoirs là que les enfants que l'on éduque dans la contrainte. L'enfant autonome développe aussi des qualités, il développe le courage de faire face à des situations complexes. La liberté a rendu ces enfants créatifs. Par l'apprentissage de cette liberté à la fois immense et avec des limites bien placées, l'enfant apprend à faire des tâches pour lesquelles souvent un enfant ordinaire aurait tendance à rechigner.

Autogestion

La vie à Summerhill est directement gérée par les personnes qui y vivent (enfants, enseignants et personnels). Tout est décidé dans des assemblées générales hebdomadaires (exception faite pour le menu de la cuisine et les aspects financiers de l'école et la paie des enseignants) auxquelles tout le monde participe et dans laquelle la voix d'un enfant de 6 ans a autant de poids que celle d'un adulte. Dans ces assemblées générales, comme dans un parlement, y sont votées les lois de l'école, on y décide l'heure du coucher et plein d'autres règles. Mais il ne s'agit pas simplement de voter les lois, mais aussi de les appliquer. Il n'y a ainsi pas de dichotomie entre les pouvoirs législatifs et judiciaires, comme dans ce qui désigne une démocratie modèle d'après les intellectuels de notre temps. Et cela n'est pas un problème car il n'y a pas de hiérarchie entre les individus à Summerhill. La micro-société de l'école est horizontale.

Neill appelle cette manière de gérer les affaires de l'école, l'auto-gouvernement, ou encore l'auto-détermination. Elle permet de créer de nouveaux rapports entre les adultes et les enfants, une forme de complicité nouvelle. L'enfant ordinaire dans son école et qui rechigne à travailler va souvent le faire savoir par un comportement particulier qui va ennuyer son professeur, mais à Summerhill, le partage de la liberté évite bien souvent d'en arriver à là. Même si il n'est pas exclu qu'un enfant se fasse rabrouer par ses camarades lors d'une assemblée générale parce qu'il fait n'importe quoi en classe. C'est déjà arrivé à Summerhill. Le risque zéro n'existe pas.

Certains pourraient se dire que laisser une majorité d'enfant faire la justice pourrait être dangereux, surtout si on y suit à la lettre les sentences. On dit en effet que les enfants sont souvent cruels entre eux, dans notre société. Mais à Summerhill, il n'en va pas ainsi. Les enfants sont plutôt charitables les uns envers les autres. Les peines sont plutôt légères. Elles peuvent

être parfois jugées trop lourde par le condamné et peuvent aussi être rediscutées.

Car une autre atmosphère règne. Neill parle souvent de sentiments pour décrire son action. Ce qui fait qu'en réalité son projet est très peu théorique (les livres de Neill expliquent très très peu de théorie, ce sont des écrits essentiellement pratiques contrairement à ceux de nombreux autres pédagogues). Neill parle en effet beaucoup d'amour et d'approbation qui sont les deux mots clés de son vocabulaire. L'enfant doit se sentir aimé tel qu'il est, et non comme l'adulte voudrait qu'il soit. C'est aussi ça l'enjeu de cette liberté si grande dont jouissent les enfants de Summerhill, leur laisser être ce qu'ils sont, développer leurs propres envies, caractères, sans sentir un regard constamment jugeur, réprobateur. L'approbation est un concept un peu plus particulier dans l'action de Neill, certains pourraient même dire qu'il en fait un usage absurde. Tout ne se règle pas lors des assemblées générales car chaque enfant qui arrive à l'école a reçu une éducation particulière et avait un rapport particulier à l'école. Souvent il faut du temps pour que toute la haine pour son ancienne éducation soit épuisée. Aussi certains cas ne peuvent être traités par une sentence de la part de l'assemblée générale qui pourrait être reçu comme un nouveau rejet par l'enfant et le conforter dans son action parfois destructrice ou « anti-vie », « anti-sociale ». Neill, quand il en ressent le besoin, récompense donc l'enfant pour ses mauvaises actions. Cela finira par lui montrer qu'il est accepté dans la communauté et que son comportement perturbateur n'a plus de base solide sur laquelle reposée.

Et pourquoi pas ?

Neill est un sorte « d'anti-pédagogue ». Il ne s'applique qu'à l'éducation des enfants, leur apprenant la liberté et ses limites. Les enfants apprennent à Summerhill, bien entendu, et il ne faut pas croire que les classes sont à moitié vides toutes la journée, loin de là, car les enfants sont contents d'apprendre

dans cette école. Mais Neill ne préconise aucune méthode d'apprentissage. La question pour lui se résout de manière simple : si l'enfant à envie d'apprendre quelque chose, il l'apprendra, quelle que soit la manière dont on lui présentera le savoir. De fait l'apprentissage se base sur une unique chose : la volonté de l'enfant. On dépasse le cadre de l'apprentissage à partir des intérêts de l'enfant de l'éducation nouvelle. On peut dire que Neill dissout les inégalités d'apprentissages entre élèves, puisqu'on ne parle plus de s'adapter aux capacités de l'élève, qui sont variables d'un individu à un autre — d'où l'inégalité — mais de sa volonté à apprendre telle ou telle chose. L'important pour Neill c'est cette volonté. Il n'y a pas de contrôle à

Summerhill, donc aucun moyen non plus de créer une hiérarchie entre élèves par des notes.

L'expérience de Summerhill est une expérience très limitée, qui n'est pas universalisable au sein du système capitaliste, et pour cause, les pré-supposés éducatif vont à l'encontre du système : horizontalité des individus au sein de la communauté, aucune sélection par le mérite, aucun chef tout puissant. Dans le même temps, cette expérience connaît aussi ses propres limites puisque tout le pouvoir n'appartient pas à toute la communauté. Toute la partie matériel de l'école reste encore sous le contrôle du directeur (comme la paie des enseignants). Elle n'en reste pas moins une expérience originale qui dure encore

aujourd'hui depuis 1921, qui peut nous permettre de nous interroger sur quel type d'éducation émancipatrice donner aux enfants à la fois en leur permettant de développer leur propre individualité, tout en les incluant au sein d'une communauté solidaire.

Un camarade du NPA

À lire / à voir :

• A. S. Neill, *Petite Bibliothèque Payot, ré-édition en 2011, ISBN 978-2-228-90647-0*

• A. S. Neill, *La découverte, 2004, ISBN 978-2-7071-4216-0*

• Documentaire en 3 parties : http://www.dailymotion.com/video/xc3pux_les-enfants-de-summerhill-1-film-do_lifestyl

❖ HISTOIRE DES LUTTES OUVRIERES

Piron, Bretoncelles, 1974-1976 : 21 mois de lutte, dont 6 semaines d'autogestion ouvrière

Situés en zone rurale, les établissements PIRON installés en Perche Ornais étaient une entreprise de sous-traitance (Renault, Citroën, CEPEM, etc.), employaient en majorité une main-d'œuvre féminine, issue pour la plupart de la petite paysannerie, et dont le salaire vient compléter le maigre revenu de la ferme.

Dans cet après 1968, l'installation de Piron en zone rurale, venant de la région parisienne, correspond déjà à une délocalisation et à tous ses avantages inhérents. Aucun respect des conventions collectives (salaires, classification professionnelle, horaires, hygiène et sécurité) pour la majorité du personnel.

Par contre, les quelques professionnels de l'outillage ont un salaire égal à celui de la région parisienne, achetant par là leur silence, entretenant la division et le calme dans l'entreprise.

La violence intrinsèque à l'entreprise est terrible : licenciements, brimades, accidents de travail (entre 1970 et 1973, 8 accidents du travail par amputation des doigts ou de la main complète, œil crevé, fracture, écrasement et autres). La riposte des salariés est puérile, les hommes allant uriner en cœur sur la voiture de sport du fils Piron.

En 1972, après un échec d'embauche aux établissements Moulinex (dû, de son propre aveu, au permanent de la CGT Alençon), Danièle R. et Antoine R. — ce dernier militant CGT et LCR issu d'une entreprise métallurgique de la région parisienne, Clesse Mandet —, enfants de 1968, sont embauchés aux établissements Piron, Danièle R. à l'administratif, Antoine R. à l'outillage. Six mois après, Danièle R. est licenciée pour avoir refusé de camoufler par sa déclaration à la Sécurité Sociale un accident de trajet où un salarié avait trouvé la mort par un

malaise ayant provoqué sa chute en mobylette. Le prétexte du licenciement étant d'avoir « décroché le téléphone alors que le PDG lui adressait la parole » — ce prétexte même en dit long sur le climat de répression.

Spontanément, les ouvrières de fabrication veulent se mettre en grève. La dissuasion est difficile mais l'implantation syndicale en dépend. Le rapport de force se met en place et se consolide.

Après le refus de la CGT, à travers son permanent Richet, de nommer Antoine R., représentant syndical, une section syndicale CFDT se met en place, organise les élections et emporte les 4 sièges à pourvoir, au détriment de FO.

L'élection du comité d'entreprise permet de nommer une commission Hygiène et Sécurité et un expert comptable (cabinet Masson de la région pari-

sienne) pour le compte de CE afin d'établir le bilan de l'entreprise.

La section syndicale prend toutes ses responsabilités, mais l'action revendicative est toujours discutée en assemblée générale du personnel.

Mise en place d'un Comité d'Hygiène et Sécurité avec droit de bloquer une machine ou un poste défectueux sur plainte d'un salarié. Aucun accident du travail grave en 1974 – la convention collective est strictement appliquée.

Brusquement, la direction annonce 26 licenciements, dont plusieurs cadres de l'entreprise. La section CFDT organise l'action : non seulement les licenciements sont annulés, mais tous les O.S. obtiennent une augmentation de 80 centimes de l'heure.

Le 11/12/74, la direction annonce officiellement au C.E. la fermeture de l'entreprise.

Le 12/12/74, spontanément, les travailleurs arrêtent leurs machines. À 9h30, la direction convoque le CE. L'ensemble du personnel occupe le bureau, les couloirs, l'administratif. La direction confirme le dépôt de bilan.

Simultanément, les travailleurs s'opposent à plusieurs chauffeurs et à l'huissier qui venaient récupérer un ensemble d'outils de découpe, appartenant à la CEPPEM, Renault, Citroën.

15h30 : les travailleurs décident en assemblée générale d'expulser Piron Père et Fils de l'entreprise.

À 17h30 un Comité de lutte de 12 membres est élu : il comprend la CFDT majoritaire, FO, les non syndiqués, les cadres.

Un communiqué de presse est rédigé. Il dit notamment : « Devant le cynisme et l'inutilité de

la direction, devant son incapacité permanente à résoudre les problèmes posés, devant sa volonté délibérée de saboter l'outil de travail qu'est notre usine, les travailleurs ont décidé d'expulser Mrs Piron Père et Fils de l'entreprise. »

L'usine est sous notre garde. Toutefois, la production continue, les clients sont livrés. Le directeur commercial de Renault se déplace, inquiet. Nous lui assurons les livraisons dans la mesure du paiement de la production – qui sera réparti en assemblée générale en fonction des besoins.

Une partie des travailleurs est à la production, l'autre partie aux différentes commissions (gardes de nuit, repas, popularisation de la lutte et contrôle financier). La production et les commissions sont tenues à tour de rôle. À aucun moment l'autogestion n'a été abordée, mais elle est de fait. La lutte et la conscience politique se radicalisent de jour en jour en fonction des expériences. Quant à la cogestion ou la coopérative, nous étions résolument contre, l'objectif des travailleurs étant d'obliger les pouvoirs publics à retrouver un repreneur de l'entreprise.

Une assemblée générale a lieu chaque matin avant la reprise du travail. Le comité de lutte est révocable. Toutes les décisions, tant du point de vue de la production que des différentes commissions y sont examinées. Les cadres n'ont d'autre pouvoir que celui de leur compétence. Cette situation crée rapidement une dualité entre ouvriers et cadres : ces derniers sont expulsés. Quelques éléments de FO tentent un coup de force pour prendre le contrôle de la fabrique : ils sont repoussés.

La diffusion du conflit est, dans un premier temps, un des objectifs principaux du Comité de Lutte. Fin décembre, une centaine de personnes se retrouve dans une salle paroissiale de Moutiers-

au-Perche pour créer et coordonner des Comités de Soutien aux travailleurs de Bretoncelles. Groupes ouverts à tous, sur la base d'un soutien aux initiatives des ouvriers en lutte, mais autonomes par rapport à ces derniers. Les objectifs sont définis :

- Populariser au maximum la lutte et organiser la solidarité financière et matérielle ;
- Diffuser l'information ;
- Faire pression sur les pouvoirs publics pour favoriser un règlement acceptable du conflit ;
- La coordination de ces groupes est assurée par un bureau composée d'un représentant de chacun des Comités de soutien.

En quelques semaines, 14 comités de soutien sont constitués dans la région.

Une vingtaine de tonnes d'outils de découpe – estampage, cambrage –, propriétés des clients, Renault en priorité, sont mis à l'abri comme « trésor de guerre ».

Parallèlement, les problèmes de matière première commencent à se faire sentir. Les banques ne versent plus l'argent des salaires. Le tribunal, par ordonnance de référé, décide l'expulsion des travailleurs.

L'Union régionale CFDT prend ce parti et fait un « forçage » pour que nous évacuions les ateliers. Dans la nuit, en assemblée générale, la décision est mise aux voix. Deux tendances se font jour : l'une, soutenue par Antoine R., veut se maintenir dans l'unité de production ; l'autre, représentée par Joseph L., propose de quitter tout simplement l'usine – sans autre perspective qu'une hypothétique rencontre avec les pouvoirs publics. La position de l'Union régionale pèse lourd et crée une division importante. À quelques voix près, l'évacuation est décidée.

Cette décision est terrible de conséquences. En une nuit, les travailleurs présents dans l'occupation de l'usine passent de 70 à 30 pour décider l'occupation de la Mairie, puis de la salle des fêtes.

Toutefois la lutte continue. Un appel à la coordination des luttes réunit 1300 à 1400 personnes (selon Ouest-France) dans la salle des fêtes de Bretoncelles occupée. Contact avec [les entreprises en lutte] Caron Ozanne, Briare, Bigchief, Manuest, LIP, etc. Coordination des luttes avec les Paysans Travailleurs : manif communes, présence physique lors d'expulsions de paysans par les gardes mobiles. Appel à l'auto-défense ouvrière et la coordination des luttes par une affiche éditée par Caron Ozanne en grève. Vente de viande, d'œufs, de lait à prix réduits par les paysans présents dans les Comités de soutien.

D'actions en actions, d'occupation en occupation, avec un soutien sans réserve des Comités de soutien et d'organisations d'extrême gauche, après 21 mois de présence continue sur le terrain, un accord verbal est conclu entre Joseph L., Antoine R. et un repreneur. Les travailleurs encore au chômage en faisant la demande seront repris sans exclusive, à condition que Joseph L. et Antoine R. se retirent. L'accord a

été conclu, le contrat a été respecté.

Quelques mois après, un accident travail cause l'amputation d'une main d'une ouvrière aux presses.

La mise au pas contre la reprise

Le Comité de lutte était composé de 12 membres ; en réalité il était extrêmement difficile de déléguer – chaque travailleur s'accaparant la lutte. Les réunions du Comité de lutte devenaient Assemblées générales. D'un point de vue organisationnel, la situation était très dure à tenir, mais cela a permis une radicalisation importante et une prise de conscience politique de chacun.

L'action de la section CFDT en tant que telle, s'est fondue dans le Comité de Lutte, ce qui bien sûr, soulevait de vives inquiétudes au sein de l'Union Régionale CFDT (qui menait un double jeu) et particulièrement au National, et je reste mesuré.

Une des caractéristiques de la lutte de Bretoncelles, et qui a causé en partie son isolement par rapport aux instances syndicales et politiques (PC, PS), a été, bien sûr, la remise en cause des rapports de production, mais surtout la hiérarchie du pouvoir de domi-

nation (dirigeants /exécutants) et la démocratie directe qui a été le point fort du mouvement.

À ce sujet, la position de l'Union Régionale CFDT appuyant la décision d'expulsion est caractéristique et exemplaire de la hiérarchie du pouvoir. Nous ne pouvons pas parler d'« erreur stratégique » de l'Union Régionale, mais d'une décision cohérente à la bureaucratie syndicale donnant des gages à la bourgeoisie locale, la veille même d'une réunion importante se tenant à la Préfecture.

Le Comité de Lutte, les assemblées générales de travailleurs, les comités de soutien ont été le centre de toutes les attaques de la bourgeoisie bien sûr, mais aussi du Parti Communiste et de la CGT.

Le Parti Communiste lui, décide de ce qui est à l'ordre du jour, il est propriétaire des changements. Il décide contre les faits, contre la lutte, contre les travailleurs. L'ordre du jour, dans cette période, est pour lui le « programme commun ».

**Antoine Rubinat,
un des animateurs de la
lutte, délégué syndical CFDT
chez Piron, militant de la
LCR, aujourd'hui au NPA**

Un camarade ayant exprimé sa surprise que les travailleurs se soient battus pour un repreneur et demandé s'il y avait eu pendant la lutte des discussions sur le mot d'ordre d'expropriation et de reprise publique sous contrôle des travailleurs par l'État, le département ou la municipalité, Antoine Rubinat a apporté la réponse suivante :

Ta question portant sur l'expropriation possible, et de reprise publique sous notre contrôle, bien que tenant en quelques mots, demanderait l'analyse complète de la lutte de Bretoncelles, ainsi que celle de la période. Je vais me limiter à quelques idées fortes.

La lutte s'est développée d'abord en situation d'autodéfense dans un village de quelques centaines d'habitants, isolé géographiquement dans un canton très peu industrialisé et sans aucune tradition syndicale ou de conscience politique au sens traditionnel du terme.

Les salariés étaient composés dans leur ensemble d'une main-d'œuvre sans qualification, à majorité féminine, venant compléter le revenu de la petite exploitation agricole particulièrement touchée dans notre région du Perche Ornaïs.

Le point d'appui de notre action et de toute la lutte a été cette

colère spontanée générée par la brutalité digne du début de l'industrialisation au XIX^e siècle :

ce qui veut dire concrètement que nous devons lutter et prendre conscience politiquement ;

ce qui veut dire déjà pouvoir libérer la parole de nos camarades dans les Assemblées générales et avancer les mots d'ordre dans une dialectique fine avec la prise de conscience.

Ceci dit, l'entreprise « Piron » usine de sous-traitance, n'avait pas de production propre pouvant être commercialisée (pièces détachées spécifiques) : nous dépendions entièrement des commandes Renault, Citroën, CEPEM... L'outillage lui-même, fabriqué par nos soins, était la propriété des donneurs d'ordres.

Il faut savoir que Renault avait immédiatement annulé toute ses commandes de montres de tableaux de bord pendant la lutte de LIP, ce qu'il s'est empressé de faire aux Ets Piron dès l'obtention des pièces les plus urgentes, ainsi que Citroën et CEPEM (ce qui a motivé « le trésor de guerre », propriété de ces entreprises).

Il faut savoir aussi qu'après l'éviction de tous les cadres (après une période de dualité et de tentatives de prise de contrôle par ceux-ci), les rapports de forces en présence se sont particulièrement radicalisés : la bourgeoisie locale, les pouvoirs publics à l'extérieur ; à l'intérieur de l'entreprise, l'Union départementale CFDT a mandaté en permanence un nommé Michel L., licencié des établissements Luchaire, pour contrôler la situation – appuyé par les éléments de la section les plus « droitiers », dont Joseph. L. était le porte-parole. La partie la plus radicale s'appuyait sur moi-même, sachant que la Ligue de Caen avait détaché le camarade Bernard (un des fondateurs des comités de soldats) qui lui aussi était en permanence avec nous, bien que

n'intervenant pas du tout auprès des salariés – trop réservé d'ailleurs à mon goût en regard à Michel L. –, mais ce qui me permettait, en tête à tête, d'exposer mes idées avec lui.

Pour populariser la lutte et avoir une reconnaissance légale, nous avions besoin de l'union régionale CFDT et de là découlait une situation de « compromis ou non », ce qui nous a amenés, par exemple, à nous retrouver en minorité face à la tendance « union régionale » nous demandant de quitter l'usine.

L'autogestion ouvrière était la perspective de départ, mais dans un processus de coordination des luttes débouchant (nous l'espérions) sur une période pré-révolutionnaire. De là notre mot d'ordre « coordination des luttes » et « d'autodéfense ouvrière », une partie des travailleurs, à tour de rôle, étant à la production, l'autre partie à la coordination des luttes en direction des entreprises et à la constitution de Comités de soutien.

Ces derniers ont été un succès : quatorze comités de manière permanente, regroupant une centaine de personnes actives.

La coordination en direction des travailleurs en lutte a été un échec hormis LIP, qui a dépêché une délégation, et un travail d'affiches et de contacts avec les camarades de Caron Ozanne. À cet échec, l'Union Régionale s'est attelée.

Dans cette situation, la majorité du Comité de lutte était contre tout type de gestion isolée, nous amenant fatalement à collaborer compte tenu de notre dépendance aux donneurs d'ordres.

Sur l'expropriation, elle a été de fait : la bourgeoisie locale, pas plus que les pouvoirs publics – jusqu'au Ministère de l'Industrie – n'ont remis en cause le licenciement de Piron Père et Fils (pour des raisons

tenant à l'historique de la bourgeoisie locale que je ne développerais pas ici).

Les raisons objectives qui nous amenaient à revendiquer un « repreneur », et non l'autogestion, les pouvoirs publics en avaient conscience aussi.

Après la saisie légale de l'entreprise sur décision du Tribunal d'Alençon, à travers les Pouvoirs publics, ainsi que le député de droite du département de l'Orne – Roland BOUDET – leurs propositions étaient que nous reprenions l'entreprise – coopérative, achat collectif ou achat par moi-même pour le franc symbolique.

L'histoire après coup nous a donné raison. La lutte a eu une immense popularité dans toute la région, avec une radicalisation des luttes dans les entreprises du département et la mise en place d'une Union locale CFDT formée à la lutte de Bretoncelles.

L'AERACEM (usine de disques à Tourouvre), DREUX à La Perrière, la Fonderie de Randonnai, l'usine de Remorques à Bellême, l'usine de Condé sur Huisne, les Paysans Travailleurs, PROFILORM à Ste-Gauburge, la Champignonnière à Mortagne-au-Perche, et bien d'autres, se sont formés à notre lutte.

Les travailleurs de l'AERACEM – pour illustrer jusqu'au bout ma pensée –, après une lutte exemplaire, ont opté pour la coopérative ouvrière. La mise à l'écart progressive par les cadres de l'entreprise des militants d'avant-garde, les licenciements et finalement la fermeture de l'entreprise ont été l'œuvre des pouvoirs publics, mais aussi de ce type de gestion.

Fraternellement

A. R.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (64 pages)

- **Éditorial** : Regrouper les travailleurs et construire une alternative révolutionnaire **p. 2**
- **Crise de la dette dans la zone euro** **p. 9**
 - Note sur la crise des dettes publiques à la veille du sommet européen des 8 et 9 décembre p. 9
 - 26 octobre : un sommet pour faire payer la crise aux travailleurs européens p. 11
 - Tract du NPA Toulon : Toute la dette est illégitime ! Refusons de la payer ! p. 15
- **Crise en Grèce** **p. 16**
 - L'annonce d'un référendum par Papandréou sème la panique dans toute l'Europe p. 16
 - La bourgeoisie grecque peut dire merci aux bureaucrates et aux réformistes p. 18
- **Quelques luttes ouvrières en France** **p. 24**
 - Honeywell ne doit pas fermer ! Réquisition sans indemnités, ni rachat ! p. 24
 - Non aux licenciements dans le groupe GPV ! p. 26
 - Chomarat Textiles Industries une fois de plus dans le tourbillon capitalistique p. 30
 - Colère rouge : Petits boulots = grande exploitation p. 33
- **Pour l'orientation du NPA** **p. 34**
 - Congrès de la fédération de Paris du NPA (27 novembre) : un congrès dépolitisé et anti-démocratique p. 34
 - CPN des 19 et 20 novembre : un CPN pour rien p. 35
 - CPN des 24 et 25 septembre : pas de clarification politique et manœuvres d'appareil p. 36
 - Bilan de la Conférence Nationale par la délégation de la position C p. 38
 - Décès de Léonce Aguirre p. 39
- **Internationalisme** **p. 39**
 - À bas la recolonisation de la Libye ! Non au gouvernement du CNT à la solde des impérialistes ! p. 39
 - Japon : 49^e meeting anti-guerre de la LCR – Fraction Marxiste-Révolutionnaire p. 44
 - Émeutes en Angleterre ou quand le capitalisme s'indigne devant sa propre décomposition p. 44
 - Succès des Rencontres Internationales de la Jeunesse (23-30 juillet 2011) p. 45
- **Économie** **p. 46**
 - Les plans d'austérité aggravent-ils les déficits publics et nuisent-ils à l'accumulation du capital ? p. 46
 - Les gouvernements bourgeois vont devoir renflouer les banques et durcir les plans d'austérité p. 47
 - Notes sur la conjoncture économique (9 décembre 2011) p. 53
- **Anti-sexisme** : Non, monsieur Schivardi, l'attitude des jeunes filles n'est responsable d'aucune délinquance ! **p. 54**
- **Culture** : **p. 55**
 - Aurillac 2011 : L'art est une arme de construction massive p. 55
 - L'éducation à la liberté (tribune libre) p. 58
- **Histoire des luttes ouvrières** : Piron, Bretoncelles, 1974-1976 : lutte et autogestion ouvrière **p. 60**

Qui sommes-nous ?

La *Tendance CLAIRE du NPA* (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI (<http://groupecri.free.fr>), certains de l'ex-LCR (www.lcr-rouge.org) et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La *Tendance CLAIRE* a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la *Tendance CLAIRE*.

La TC poursuit maintenant son combat originel pour constituer une grande Tendance révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA.

La *Tendance CLAIRE du NPA* édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. — N° ISSN : 2101-6135.

Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la *Tendance CLAIRE du NPA* : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63